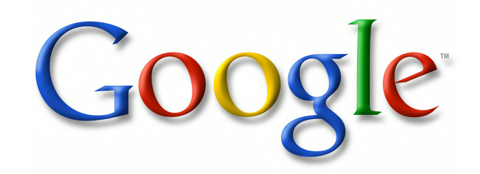

Google





F 15

Quatrième Classe
Progrès dans la langue
Française
Dessin Monocromatic
Prix
Decernés à Dlle C. Brown
par Soeur Ste Madeleine
Supérieure de la Congrégation
de N.D.

BIBLIOTHÈQUE

DES

ÉCOLES CHRÉTIENNES

APPROUVÉE

PAR Mgr L'ÉVÊQUE DE NEVERS.







P. 99.



Mon frère, je suis fort aise de vous avoir rendu ce petit service

Ad. Mame & Cie

ÉDITEURS

P. 99

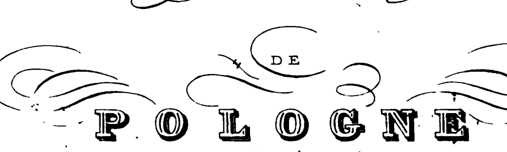


Mon frère, je suis fort aise de vous avoir rendu ce petit service

Ad. Mame & Cie

ÉDITEURS.

Histoire



PAR

Mr de Martès.



Il vit passer plusieurs cosaques courant à bride abattue à travers les champs.

Tours

A.^d Mame & Cie

ÉDITEURS.

Histoire



de Pologne

par

M. de Marlès



Il vit passer plusieurs cosaques courant à bride abattue à travers les champs.

Tours

Ad. Mame & Cie

éditeurs.

HISTOIRE

DE POLOGNE

PAR

M. DE MARLÈS

NOUVELLE ÉDITION



TOURS

A^D MAME ET CIE, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

1851

HISTOIRE
DE POLOGNE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

Avant les trois partages qui l'ont effacée du nombre des États européens, la Pologne, autrefois portion de la Sarmatie, s'étendait en tous sens sur un espace d'environ deux cent trente lieues, en y comprenant le grand-duché de Lithuanie. La Russie formait ses limites au N. et à l'E., la Turquie et l'Autriche au S., la Prusse à l'O. et au N. Elle se divisait en douze grandes provinces sous-divisées en palatinats; elle est arrosée par la Vistule, le Niémen, le Bourg, la Warta, et quelques autres rivières moins considérables; c'est un pays de plaines (en polonais *Polé*), ce qui, dit-on, lui a fait donner le nom qu'il porte.

Quoique cette contrée se trouve sous une latitude moyenne, entre le 46° et le 57° de lat. N., le climat y est très-froid, surtout vers les parties voisines de la mer; la température y est plus

douce du côté de l'Autriche. Les monts Krapacks la séparent de la Hongrie, le Dniester de la Turquie. La Lithuanie a de vastes forêts de pins et de sapins; elle abonde en grains, en houblon, en chanvre, lin, guède, tabac, nitre, vitriol, etc. Elle a d'excellents pâturages, et fournit au commerce des cuirs, des fourrures, de la poix, des bois de construction, etc. Le sol produit à la fin du printemps une espèce de manne, que les habitants recueillent avec soin et dont ils se nourrissent. Les Lithuaniens exploitent une grande quantité d'ambre jaune.

Les forêts de Varsovie sont remplies de buffles, dont la chair est très-estimée par les Polonais. Le cheval, l'élan, le daim, l'ours, le glouton, le lynx, le loup, sont communs dans toute la contrée. Une espèce de loup tacheté au ventre et aux pattes donne une fort belle fourrure. La chair de l'élan est regardée comme un mets exquis : il n'est pas de festins somptueux où l'on n'en serve aux convives. On a remarqué très-souvent que ces animaux ont la cervelle rongée en partie par de grosses mouches qui se logent pendant l'hiver dans leur tête, où elles s'introduisent par les oreilles.

On voit encore, dans toutes les forêts de la Pologne, un petit quadrupède qui a quelques rapports avec le castor. Les Sarmates l'appelaient *bobak*, et leurs descendants lui ont conservé ce nom. Il loge

dans des trous très-profonds qu'il creuse en terre, et il s'y tient renfermé tout l'hiver, c'est-à-dire depuis le mois d'octobre jusqu'au retour des beaux jours. Les bobaks pratiquent dans leurs terriers plusieurs compartiments où ils mettent leurs provisions. Une case séparée reçoit les cadavres de ceux qui meurent pendant le temps de leur retraite.

Avant le premier partage, on évaluait à quatorze millions d'habitants la population de la Pologne. Quelques géographes la portaient à vingt millions.

Le commerce de la Pologne était peu considérable ; et, quoiqu'il lui fût nécessaire pour se procurer mille objets de première nécessité dont elle manquait, il lui était onéreux, parce que, recevant toujours de l'étranger plus qu'elle ne donnait, elle était obligée de solder en numéraire. On évaluait à vingt millions de florins le montant de ce solde. Le commerce devint surtout languissant après le démembrement, en faveur de la Prusse, de tout le pays qu'arrose la Vistule dans la dernière partie de son cours, la navigation de ce fleuve se trouvant sous la dépendance ennemie d'un souverain étranger.

D'un autre côté, plusieurs causes s'opposaient à la prospérité du commerce. On manquait de manufactures, soit que les bourgeois en général ne fussent pas assez riches pour en établir, soit

qu'ils craignissent les vexations de la noblesse. Tout noble qui se livrait à un trafic quelconque tombait dans la roture; tout paysan était la propriété de son seigneur; attaché à la glèbe, il ne pouvait rien entreprendre pour son propre compte.

Les revenus de la couronne n'excédaient pas trois millions et demi de florins (le florin vaut à peu près un franc). Les principales forces militaires consistaient en cavalerie; mais cette cavalerie, fournie par les nobles et les possesseurs de fiefs, n'était obligée de servir que pour un temps limité et assez court. Le roi ne pouvait même la conduire hors du royaume. Chaque noble était, du reste, tenu au service militaire, et devait marcher à ses frais avec un certain nombre de ses vassaux. L'ordre de convocation du roi devait être autorisé par un décret de la diète. Le peu d'infanterie qu'on employait venait de l'Allemagne, et n'était engagée que pour un temps fort court, à cause de la nécessité où se trouvait le roi d'imposer, pour la maintenir, des taxes extraordinaires qui retombaient en entier sur le peuple : les nobles étant exempts d'impôts, et le peuple, très-pauvre, ne pouvant en supporter longtemps le fardeau. Il y avait pourtant une armée permanente, mais elle arrivait à peine à vingt mille hommes; de sorte qu'en cas d'invasion la défense du pays était à la charge de la noblesse, qui pouvait mettre sur pied cent mille cavaliers,

y compris les vassaux et les domestiques. Le grand-duché de Lithuanie en armait soixante-dix mille.

Les Polonais passaient pour braves; mais toute cette cavalerie, sans ordre, sans discipline, ne pouvait résister à un corps de troupes disciplinées; et c'est ce qui explique les conquêtes ou les victoires des Suédois, et l'assujettissement de la Pologne par tous ceux qui l'ont attaquée.

Comme chaque noble pouvait tenir sur pied tel nombre de cavaliers qu'il jugeait à propos, le moindre différend entre deux nobles amenait des contestations à main armée, et ces différends pouvaient donner lieu à des confédérations qui aboutissaient à des guerres civiles. Ces confédérations étaient de deux sortes : les unes, autorisées par le roi, le sénat et la noblesse, avaient pour but l'intérêt ou le service de l'État; les autres étaient des ligues formées entre plusieurs seigneurs, souvent même entre plusieurs palatinats, sous prétexte de poursuivre la réparation des prétendus dommages reçus, ou pour s'opposer aux empiétements vrais ou supposés du pouvoir royal sur les priviléges de la noblesse.

Le corps de troupes fourni par la levée en masse de toute la noblesse, de ses vassaux et de ses tenanciers, s'appelait *pospolite.* Le grand chancelier et les starostes des provinces ne pouvaient être forcés à suivre le roi à la guerre que

dans des cas extraordinaires. La pospolite elle-même ne pouvait être retenue sous les armes que pendant six semaines, et sous aucun prétexte on ne pouvait la contraindre à s'éloigner des frontières au delà de trois lieues. Les hussards polonais portaient des cottes de mailles et des casques de fer poli; leurs armes étaient la lance, le sabre et les pistolets. Les autres cavaliers avaient le mousquet.

Si le courage ne manqua pas aux Polonais, en revanche ce courage mal réglé, que ni l'habileté des généraux, ni l'autorité du roi ne pouvaient contenir, fit souvent autant de mal à leur propre pays qu'aux ennemis qui l'attaquaient. L'expérience a prouvé cependant qu'ils étaient bons soldats quand on les avait soumis à la discipline, comme au temps de l'illustre Sobieski; mais l'esprit militaire que ce prince avait introduit parmi eux ne tarda pas à s'affaiblir sous les princes saxons qui lui succédèrent. Ce fut le résultat d'une fausse politique, comme nous le dirons plus tard; mais ce résultat obtenu livra la Pologne au *protectorat* de la Russie.

Aucune contrée de l'Europe, ni peut-être du monde entier, n'offrait une réunion d'hommes plus forts, plus vigoureux, plus sains : ce qu'on attribue à la salubrité de l'air, au climat, à la tempérance des Polonais, et à leur penchant pour tous les exercices du corps. L'usage des bains froids, sur-

tout dans les parties septentrionales de la Pologne, contribue probablement aussi à leur donner la force musculaire qui les distingue.

Les nobles polonais passaient pour francs, affables, libéraux et hospitaliers; amis sûrs, ennemis implacables; très-délicats sur le point d'honneur; magnifiques et vains de leurs fêtes; aimant les lettres, mais faisant peu de progrès dans les sciences. « Si l'on considère les traits, le regard, les costumes, tout l'extérieur des Polonais, dit l'Anglais Cope, on trouve qu'ils ressemblent plus aux Asiatiques qu'aux Européens, et l'on ne doute pas que leurs ancêtres ne soient sortis de la Tartarie. Suivant l'historien allemand Mascow, antiquaire très-renommé, la manière dont les Polonais portent leurs cheveux est un des plus anciens indices de leur origine. Dès le cinquième siècle, plusieurs peuplades scythes avaient le même costume. Le rhéteur Priscus, qui accompagna Maxime, envoyé de Théodore II à la cour d'Attila, représente un seigneur scythe ayant la tête rasée en forme de couronne, précisément comme les Polonais l'ont encore aujourd'hui. » Ceux-ci ne laissent croître qu'une touffe de cheveux sur le sommet de la tête. L'usage des moustaches était à peu près général.

Les Polonais saluent en inclinant la tête et portant une main sur la poitrine; tandis que l'autre

descend vers la terre. Quand c'est un homme du commun qui salue son supérieur, il baisse la tête presque jusqu'à terre, et en même temps il porte sa main derrière la jambe de celui qu'il salue, au niveau du talon.

L'habillement se compose d'une chemise sans col, d'une espèce de veste qui descend au mollet, d'une robe à manches étroites, qui s'attache à la hauteur des reins par une ceinture, et d'une espèce de pantalon très-ample, qui tient aux bas. Les Polonais n'ont pas de cravate ; au lieu de souliers, ils portent des bottines turques de maroquin jaune, à semelle fort mince et à talons garnis d'un demi-cercle de fer ou d'acier. Les paysans ne portent l'été qu'une chemise et une espèce de caleçon ; l'hiver, c'est une camisole de peau de mouton, la laine en dedans.

Le costume des nobles est élégant et riche. Dans l'été, ce sont des étoffes de soie ; en hiver, des peaux de martre, de tigre, de léopard, ou bien du velours et d'autres étoffes garnies de fourrures. Pour monter à cheval ils ont des manteaux courts, pareillement garnis de fourrures précieuses.

La voltige, la danse, l'équitation, la course à cheval ou à pied, l'escrime, la chasse aux bêtes fauves, tels étaient les amusements ordinaires des Polonais.

Les maisons en Pologne n'ont ordinairement que

le rez-de-chaussée. La cuisine est d'un côté, l'écurie de l'autre, l'habitation entre les deux côtés, tantôt sur le devant, tantôt au fond de la cour. Les riches ont à leurs gages des joueurs d'instruments qui se font entendre pendant le repas du maître; ils ont aussi pour les servir à table des nobles pauvres, qui eux-mêmes sont servis par les serfs du suzerain. Un Polonais invité à dîner par un autre apporte son couvert et son couteau; il amène un de ses serviteurs pour le servir, et il a le droit de lui donner de chacun des mets qui paraissent sur la table. Les toasts sont très-fréquents, et chaque convive doit répondre à tous, sous peine de passer pour incivil.

La religion catholique était celle de l'État; malgré cela, il y avait une infinité de protestants, luthériens, calvinistes, anabaptistes, sociniens, etc. Il y avait aussi beaucoup de catholiques grecs ou grecs-unis. Dans la Lithuanie on voyait un grand nombre de musulmans, de Tartares, de Grecs schismatiques et de Juifs. Les protestants étaient mal vus, et dans la Pologne propre ils n'étaient que tolérés depuis l'an 1660; ils n'avaient pas le libre exercice de leur religion. Le socinianisme s'était extrêmement propagé depuis l'an 1592; mais les sociniens ont essuyé de grandes persécutions. Dans les derniers temps, le gouvernement s'était bien relâché de sa rigueur: on avait accordé aux protestants le droit d'avoir des tem-

ples ou églises, des écoles et des séminaires ; mais l'usage des cloches leur était interdit. Ils étaient exclus de la diète, du sénat et du conseil permanent ; on les admettait dans les cours inférieures de justice.

La langue polonaise s'est formée du mélange de l'ancien slave et de l'allemand. Celle des Lithuaniens en diffère beaucoup. Le polonais est au surplus très-difficile à prononcer et très-dur ; ce qui vient du grand nombre de consonnes sans voyelles qui entrent dans la composition des mots ; il y a même des mots qui n'ont pas de voyelles. La langue latine, passablement corrompue, il est vrai, mais intelligible, était d'un fréquent usage, même parmi les individus appartenants aux dernières classes.

Les sciences étaient peu avancées en Pologne, malgré les efforts de quelques-uns de ses rois pour les acclimater dans le royaume ; l'orgueil des nobles, l'esprit permanent de révolte, les habitudes de la féodalité ont toujours rendu impuissantes les intentions des souverains. Il n'y avait pour toute la Pologne que les deux universités de Cracovie et de Wilna, et le collége de Posen, dirigé par les Jésuites. Dans ces universités les études étaient principalement tournées vers la théologie. Chacune d'elles avait sous sa dépendance plusieurs colléges. Varsovie possédait une bibliothèque de deux cent mille volumes et beau-

coup de manuscrits relatifs à l'histoire de Pologne; la plupart de ces manuscrits étaient en latin.

Les Polonais se divisaient en quatre classes : les nobles, le clergé, les bourgeois, les paysans.

Les nobles se sous-divisaient en *membres du sénat* et en *ordre équestre*. Le mot *noble* n'avait pas au surplus en Pologne le même sens qu'on lui donne dans le reste de l'Europe. Les Polonais appelaient noble tout individu possédant un fief ou pouvant prouver que ses ancêtres en avaient possédé, ne se livrant à aucun commerce, ayant la liberté de résider partout où cela lui convenait. Ainsi un homme qui n'était ni ecclésiastique, ni bourgeois, ni paysan était noble et faisait partie de l'ordre équestre. Tous les nobles étaient égaux par la naissance; les titres étaient censés ne rien ajouter à la dignité de gentilhomme.

La noblesse était représentée à la diète par des députés qu'on appelait *nonces*. En certains cas, comme pour l'élection d'un roi, elle se réunissait en masse. Comme elle formait une classe très-nombreuse, il y avait beaucoup de nobles dans l'indigence, ce qui les obligeait, pour ne point déroger, de se mettre au service des nobles riches, qui, de même qu'autrefois les seigneurs du régime féodal, avaient toujours à leur suite un grand nombre de ces serviteurs attirés par leur opulence. Par un singulier préjugé, les Polonais étaient persuadés que l'exercice d'une profession mercantile

ou d'un état mécanique était incompatible avec la noblesse, et ils ne croyaient pas y déroger par la domesticité.

Le clergé tenait de grands avantages du roi Mieceslaw, qui se fit baptiser en 966. Il dota des églises et accorda des terres et des priviléges aux ministres des autels. Ses successeurs et les grands du royaume l'imitèrent, de sorte que le clergé acquit des biens considérables. En 1669 il fut défendu de rien aliéner en faveur de l'Église, sous peine de confiscation; on craignait que toutes les propriétés territoriales ne finissent par passer aux mains du clergé.

Les évêques étaient admis au sénat comme conseillers du roi. L'archevêque de Gnesne était primat du royaume, président du sénat et vice-roi dans les interrègnes, c'est-à-dire depuis la mort du roi jusqu'à l'élection de son successeur. Tous les ecclésiastiques étaient hommes libres; ils avaient des cours de justice où les affaires se jugeaient suivant le droit canon. On appelait *consistorial* ce qu'on appelle en France *ordinaire; métropolitain,* le consistorial qui formait la juridiction du primat, auquel on portait les appels des tribunaux des évêques. La juridiction suprême appartenait au nonce du pape. Dans beaucoup de cas, comme dispenses pour mariages, divorses, etc., on pouvait s'adresser directement à la cour de Rome.

Dans les causes purement civiles, le clergé était soumis aux tribunaux ordinaires. Dans les causes criminelles, l'ecclésiastique accusé était d'abord soumis au jugement du consistoire; si le consistoire le jugeait coupable, il était remis aux tribunaux séculiers pour l'application de la peine.

Autrefois les ecclésiastiques étaient exempts de toute taxe, et ils pouvaient occuper tous les emplois. Dans le dix-septième siècle, ils furent soumis à l'impôt territorial, et déclarés inhabiles à tous autres emplois qu'à ceux de l'Église.

Les bourgeois n'avaient guère plus de priviléges que les paysans. En Italie, en France, en Allemagne, en Espagne, le sort des bourgeois s'était amélioré à l'époque où le système du gouvernement féodal fut attaqué à sa base par l'*institution des cités* avec le droit d'avoir des juridictions municipales. En Pologne, le changement ne commença de s'opérer qu'au milieu du treizième siècle; mais ce ne furent d'abord que quelques villes qui jouirent du bienfait. Les habitants de ces villes devenues libres acquirent en peu d'années tant d'importance, que beaucoup d'autres villes sollicitèrent la même faveur. Ce fut principalement sous le règne des Jagellons que les bourgeois obtinrent les plus grands priviléges; ils eurent des députés aux assemblées nationales; ils étaient aptes aux charges d'officiers de la couronne, et donnaient leur approbation aux traités de paix et d'alliance.

Les paysans étaient serfs, ou esclaves. Quand on estimait un fonds de terre, c'était moins à raison de son étendue ou de sa fertilité qu'en raison des paysans attachés au sol. L'esclavage de ces malheureux paysans était fort rude; leur seigneur avait droit de vie et de mort sur tous ceux qui faisaient partie de ses domaines. Casimir le Grand avait promulgué divers édits pour adoucir leur situation; malheureusement ils ne furent pas exécutés; et les paysans, enchaînés à la glèbe, comme s'ils y tenaient par des racines, achetés, vendus comme de vils animaux, punis sévèrement s'ils tentaient de s'éloigner des terres de leur maître, continuèrent de gémir sous un joug de fer.

Les paysans de la couronne étaient moins à plaindre. Ils vivaient sous la juridiction des starostes, et s'ils étaient maltraités par eux, ils pouvaient s'adresser aux cours supérieures de justice. Les nobles étaient peu disposés à rendre plus supportable le sort de leurs paysans, qu'ils regardaient à peine comme des hommes. Il s'est trouvé pourtant des nobles polonais qui, plus éclairés que les autres, ont donné la liberté à leurs serfs. Il en est résulté une augmentation rapide de population, et le revenu des terres a été triplé.

Il ne faut pas confondre la division des Polonais en nobles, ecclésiastiques, bourgeois et paysans,

avec ce qu'on appelait les ordres de l'État, c'est-à-dire le roi, le sénat et la noblesse, dont la réunion formait la diète générale, en vertu du pouvoir législatif. Quant au pouvoir exécutif, il appartenait autrefois au roi et au sénat; mais en 1775, c'est-à-dire quelques années avant le partage, il fut confié à un *conseil permanent* composé de trois prélats (le primat et deux évêques), de neuf sénateurs laïques, quatre ministres et dix-huit membres de la noblesse, le maréchal de la diète compris. Le roi avait deux voix dans ce conseil; c'était là tout ce qu'on lui avait laissé. Les nobles, révoltés contre l'autorité royale, voulaient un roi sans pouvoir; ils l'ont eu, mais aussi ont-ils fait un roi sans force qui n'a pu les défendre contre l'ambition des puissances voisines; ils sont tombés avec le trône dans l'abîme qu'ils avaient ouvert devant la royauté. Le roi, ou en son absence le primat (dans ce cas le primat avait double voix), faisait les propositions qu'il jugeait convenables, et il pouvait donner ses deux voix par écrit; en cas de partage des voix, le président du conseil avait voix prépondérante.

Le conseil avait au-dessus de lui la diète générale. Quand celle-ci était assemblée, il occupait une place particulière dans la salle du sénat. Il était forcé de répondre à toutes les accusations dirigées contre lui, et il recevait publiquement le blâme ou l'éloge, suivant que par sa conduite il

avait encouru l'un ou mérité l'autre. Si le conseil était convaincu d'avoir excédé ses pouvoirs, les membres coupables pouvaient subir la peine de haute trahison. Le roi, comme chef de la nation, convoquait tous les deux ans les diètes ordinaires; il pouvait aussi convoquer la diète extraordinaire quand il le jugeait convenable ou que le conseil le demandait.

Les décrets de la diète se rendaient au nom du roi; mais le roi ne pouvait s'opposer à ce qu'elle avait résolu; il n'avait pas même le droit de suffrage; il pouvait seulement donner son opinion. Il conférait avec les ambassadeurs étrangers, mais il ne pouvait rien faire avec eux sans l'approbation du conseil. Il ne pouvait de même nommer à aucun emploi que l'un des candidats qui lui étaient indiqués par le conseil. Il ne nommait de son chef qu'aux emplois ou aux grades subalternes.

Au fond, c'était la diète générale qui avait en ses mains l'autorité souveraine; le roi n'y prêtait que son titre; elle faisait les lois, déclarait la guerre, traitait de la paix, levait des troupes, contractait des alliances, exerçait tous les droits de la souveraineté; le roi n'avait qu'un vain titre. Il était président de la diète et formait seul le premier ordre. Il siégeait sur un trône à une extrémité de la salle; à l'extrémité opposée étaient assis sur des fauteuils dorés les dix officiers d'État. Le sénat

formant le second ordre, se composait des évêques, des palatins ou gouverneurs de provinces, des castellans, lieutenants des palatins et commandants des troupes en temps de guerre, et des dix officiers d'État, savoir : les quatre grands maréchaux de Pologne et de Lithuanie, les deux vice-maréchaux, les deux grands chanceliers et les deux grands trésoriers. Le troisième ordre était formé par les *nonces* ou députés de la noblesse. Ces nonces étaient élus dans les diétines ou diètes particulières de chaque palatinat.

Les sénateurs restaient couverts en présence du roi; les nonces restaient tête nue. On commençait, après l'ouverture de la séance, par lire les *pacta conventa*, espèce de charte polonaise. On procédait ensuite à la nomination des membres du conseil permanent. Cela fait, les sénateurs et les nonces se retiraient dans leurs salles particulières pour discuter les lois proposées. Les dispositions adoptées n'avaient force de lois que lorsqu'elles l'étaient à l'unanimité; un seul nonce pouvait par son *veto* arrêter la délibération et faire rejeter une proposition. Le roi et les sénateurs n'avaient pas ce droit; il appartenait aux seuls nonces.

Ce fut en 1652, sous le règne de Jean Casimir, que s'établit ce *veto* des nonces, par ces mots que, pour la première fois, prononça un nonce lithuanien, Sicinski : « Que toute délibération soit

arrêtée ! » s'écria-t-il. Il se retira immédiatement pour aller protester devant le chancelier qu'il regarderait comme attentatoire aux lois du pays toute résolution qui serait prise au mépris de sa protestation. On mit alors en question dans la diète si elle resterait suspendue ou dissoute, ou bien si elle serait continuée. La question fut discutée avec chaleur de part et d'autre ; les partisans de Sicinski, plus nombreux, l'emportèrent : la diète fut dissoute.

Depuis ce moment, la constitution polonaise subit des atteintes continuelles, et dès qu'il suffit d'un seul individu pour interrompre les opérations de la diète, les factions se montrèrent de plus en plus turbulentes ; et comme c'était à l'ordre de la noblesse que le *veto* appartenait, les nobles furent à peu près assurés de l'impunité, de quelque crime qu'ils se rendissent coupables, parce qu'ils ne pouvaient être jugés que par la diète, et qu'il suffisait d'avoir un ami dans l'assemblée pour rendre toute décision impossible. L'influence des puissances voisines ne contribua pas peu à faire durer cet ordre de choses, car il leur suffisait d'acheter la voix d'un seul nonce pour empêcher toute délibération contraire à leurs intérêts.

Les diètes d'élection, c'est-à-dire celles qui avaient lieu pour l'élection d'un roi, étaient convoquées avec beaucoup de solennité ; elles se tenaient dans la plaine de Vola, à trois milles de

Varsovie. On construisait deux enceintes, dont l'une, destinée pour le sénat, renfermait un grand bâtiment de bois ; l'autre n'avait pas de bâtiment : les nonces y étaient à découvert. Quand les deux ordres se réunissaient, c'était dans l'enceinte des nonces ; on suivait le même ordre que dans les diètes ordinaires. Le primat siégeait au milieu de l'enceinte. Cette diète d'élection exerçait à son gré le pouvoir législatif et déterminait les articles qui devaient être imposés au nouveau roi. A chaque élection nouvelle, la Pologne éprouvait tous les maux qui accompagnent les temps d'anarchie; pendant que la diète tenait ses séances, la ville et les environs de Varsovie étaient un théâtre de scènes tumultueuses, souvent sanglantes, parce que tous les principaux seigneurs étaient autant de prétendants à la couronne, et que chacun d'eux était accompagné d'un grand nombre de serviteurs et de vassaux.

A l'ouverture de la diète, après lecture des *pacta conventa,* on fixait le jour de l'élection et l'on donnait audience aux ministres étrangers. On terminait promptement ces affaires, parce qu'on craignait les puissances voisines, qui avaient toujours des troupes cantonnées dans les environs. Au jour fixé, les deux ordres étant réunis, le primat prononçait les noms des candidats ; après quoi il se prosternait et chantait une hymne d'invocation. Il faisait ensuite le tour de l'enceinte, s'adres-

sait successivement à tous les corps de la noblesse, rangés suivant l'ordre des palatinats, afin de recueillir les suffrages, qui se donnaient non par tête, mais par palatinat. Le primat faisait alors connaître le candidat élu, et l'assemblée se séparait sur-le-champ pour se réunir le lendemain et entendre de nouveau proclamer le nom de l'élu ; après quoi la diète était dissoute. La cérémonie du couronnement avait lieu au jour qu'on avait déterminé avant de se séparer.

Une fatale expérience a dû prouver aux Polonais combien était vicieuse la forme de leur gouvernement. Comme nous le verrons dans le cours de cette histoire, elle devait aboutir à la ruine; et c'est ce qui est arrivé. Mais, avant de commencer nos récits comme historien, disons encore quelque chose sur diverses particularités qu'offrait la Pologne.

Cette contrée contient plusieurs sources salées; il y en a une, dans le palatinat de Cracovie, dont les eaux croissent et décroissent à chaque lunaison, c'est une espèce de flux et de reflux de vingt-neuf ou de trente jours. Si l'on approche des eaux une torche allumée, elles s'enflamment comme l'alcool ; mais la flamme s'élève de la surface sans que l'eau elle-même contracte aucune chaleur.

Les mines de sel de la Pologne sont extrêmement curieuses. Celles de Wiéliczka surtout, à huit milles de Cracovie, ont toujours attiré l'attention des voyageurs.

L'ouverture de la mine se trouve au sommet d'une haute montagne, à l'extrémité nord d'une chaîne qui va s'unir aux monts Krapacks. On y descend au moyen de petits lits de sangles qu'on attache à la corde qui sert à monter le sel. On arrive ainsi suspendu à une profondeur de cent soixante verges (1) au-dessous de la première couche de sel. Là se trouve un chemin assez long, souvent large de plusieurs toises, coupé d'espace en espace par des degrés taillés dans le sel et formant de larges escaliers. La lumière des flambeaux ou des torches dont on se munit pour pénétrer dans ces noirs abîmes, se reflète sur les parois des galeries, ce qui produit un assez bel effet.

Lorsque le voyageur Coxe l'a visitée à la fin du siècle dernier, la mine ou plutôt la portion de mine exploitée avait onze cent quinze pieds de largeur, six mille six cent quatre-vingt-onze de longueur, et sept cent quarante-trois de profondeur. On dit qu'elle se divise en plusieurs branches, dont l'étendue est encore inconnue. On voit dans l'intérieur de petites chapelles creusées dans le sel, dans lesquelles on dit la messe. Coxe décrit une de ces chapelles, longue de trente pieds sur vingt-cinq de large : l'autel, le crucifix, les

(1) *Verge*, mesure anglaise de deux pieds neuf pouces deux lignes de France.

statues, les ornements, tout était sculpté ou taillé dans le sel.

Comme il y a dans l'intérieur des excavations immenses, on a laissé à des distances assez rapprochées des piliers de sel pour supporter la voûte. Il y a aussi des salles qui, malgré leur vaste étendue, n'ont aucun support. Il n'est point vrai, au surplus, que ces mines renferment, comme l'ont dit des écrivains amis du merveilleux, des villages dont les habitants n'ont jamais vu la lumière du jour. Il est certain qu'il y aurait dans ces souterrains assez de place pour loger une colonie nombreuse; mais la vérité c'est que les mineurs ne restent jamais plus de huit heures sous terre, et qu'après cet espace de temps ils sont relevés par d'autres.

Les mines de Wiéliczka, dont le produit annuel est de trois millions et demi de florins polonais, appartiennent aujourd'hui à l'empereur d'Autriche.

Le sel qu'on en retire est de couleur gris de fer; pilé, il ressemble à notre sel brun. Il est extrêmement dur, et les mineurs se servent, pour le détacher de la montagne, des mêmes instruments qu'on emploie pour les carrières de granit; près du sol, il est mêlé de parties pierreuses; plus on descend, plus on le trouve pur.

—

CHAPITRE PREMIER.

De Leck, et des ducs des Polonais ses successeurs jusqu'à l'établissement des Jagellons.

Les Vandales furent les premiers habitants de la Pologne. Comme tous les Sarmates, dont ils formaient une tribu, ils vivaient dans les montagnes et dans les bois, sans chef et sans gouvernement, subsistant par le pillage, et n'ayant pour tous biens que leurs chariots et leurs excellents chevaux. Libres de crainte et d'espérance, dit Tacite (*de morib. Germ.* XIV.), ces Barbares ne s'occupaient ni de cultiver leurs champs, ni du soin de leurs familles. Les Romains ne pénétrèrent jamais dans la Sarmatie ; ils regardaient les Sarmates comme des brigands, et dédaignaient de les soumettre.

Vers le milieu du sixième siècle, Leck, premier chef connu des Sarmates, probablement initié aux effets de la civilisation par des relations avec les Grecs de Constantinople ou avec les peuples qui envahirent l'empire romain, entreprit de civiliser ceux dont il était le chef. Il abattit des ar-

bres et construisit d'abord une habitation ; d'autres cabanes s'élevèrent par imitation autour de la sienne. Sa sagesse et sa valeur lui soumirent toutes les peuplades voisines ; et, sous le titre de duc, il gouverna les Sarmates jusqu'à sa mort. C'est à lui qu'on attribue la fondation de *Gnesne*, dont le nom formé, dit-on, du slave *gniazdo*, qui signifie nid, lui fut donné parce qu'en abattant des arbres pour construire l'habitation de Leck, on trouva sur l'un d'eux une aire d'aigle, ce que les Sarmates regardèrent comme d'un heureux présage.

L'histoire de ces premiers temps de la nation polonaise est couverte de ténèbres. Beaucoup d'anciens peuples, manquant de documents positifs, y ont suppléé par des fables plus ou moins ingénieuses, à travers lesquelles on a pu saisir quelques faits. Ici on n'a pas même cette ressource ; et après Leck et Wisimir, qui fut son successeur et qu'on croit son fils, on ne connaît absolument rien de l'histoire de leurs descendants. Quant à ces deux princes eux-mêmes, tout ce qu'on en dit, c'est que Leck équipa une flotte et fit des conquêtes sur les Danois ; que son fils continua de leur faire la guerre, et qu'il fit prisonnières les deux filles de leur roi ; et l'on ajoute qu'il jeta les fondements de la ville de Dantzig.

Après l'extinction de la race de Leck, plusieurs

chefs s'emparèrent de l'administration; et, sous le nom de *Palatin* ou *voivodes*, ils gouvernèrent la contrée jusque vers l'an 700. Le peuple, fatigué de cette forme de gouvernement qui lui donnait plusieurs maîtres au lieu d'un seul, se soumit volontairement au chef Crack, dont on a fait Cracus, fondateur de Cracovie. Comme il n'était pas moins habile et prudent que ferme et courageux, il délivra sa patrie des calamités qui l'affligeaient, et lui procura quelques années de prospérité. Il eut pour successeur son fils Leck, qui, pour ne pas avoir de rival, avait assassiné son frère aîné Cracus, quelque temps avant la mort de son père. Tant que son crime fut ignoré, les Sarmates restèrent soumis: mais dès qu'ils en furent instruits, ils le chassèrent du trône et de la contrée. Comme il ne laissait point d'enfants, les Sarmates déférèrent l'autorité suprême à la fille de Cracus, la princesse Wanda, qui, dit-on, unissait la sagesse et le courage à toutes les grâces de son sexe. Au bout de quelques années, un prince allemand, nommé Ritiger, lui envoya des ambassadeurs pour lui demander sa main, et lui déclarer la guerre en cas de refus. Wanda refusa, et se prépara pour la guerre. On dit que, lorsque les deux armées furent en présence, les Allemands refusèrent de combattre, parce qu'ils trouvèrent injuste le motif pour lequel on les avait armés. Il est probable que Wanda avait gagné les chefs de

l'armée ennemie. Quoi qu'il en soit, Ritiger, abandonné de ses troupes, se livra au désespoir et se perça le sein de son épée.

Wanda, s'imaginant alors qu'elle ne devait le succès qu'elle venait d'obtenir qu'à la protection de ses dieux, crut devoir leur témoigner sa reconnaissance par un sacrifice, et, jugeant qu'en s'offrant pour victime elle-même, le sacrifice leur serait plus agréable, elle se précipita dans la Vistule, où elle périt.

Malgré l'épreuve fâcheuse qu'ils avaient déjà faite du gouvernement de plusieurs, les Polonais se constituèrent une seconde fois en république. Le plus souvent les peuples s'attachent aux mots, non aux choses. Le mot *république* flattait l'idée d'indépendance des Polonais, et ils oubliaient que sous la domination de plusieurs on n'est pas réellement plus libre que sous la domination d'un seul. Mais déjà les littératures grecque et latine s'introduisaient parmi eux, et ces mots magiques de liberté et d'indépendance produisaient leur effet dans leur esprit. Sans calculer, sans voir les conséquences de ce qu'ils allaient faire, ils divisèrent donc la Pologne en douze palatinats, à chacun desquels on donna, pour l'administrer et commander les troupes, un chef puissant, riche, d'une valeur éprouvée, dont on fit un petit souverain ; de sorte qu'à compter de ce jour ils eurent douze rois.

Ce ne fut pas pour longtemps, il est vrai. Sous le gouvernement des douze élus, la Pologne n'éprouva que des calamités. Déjà les Hongrois la regardaient comme leur proie. Les palatins n'agissant pas de concert, et ne voulant pas reconnaître de supériorité dans aucun d'eux, furent battus en détail. Heureusement un simple soldat, nommé Przémislas, doué d'une âme forte et courageuse, rempli d'expérience et d'amour pour la patrie, ayant remarqué que les Hongrois, dans la sécurité que donne la victoire, négligeaient la garde de leur camp, conçut le noble et hardi projet de délivrer la Pologne. Il communiqua son plan et fit partager son enthousiasme patriotique à quelques amis peu nombreux, mais déterminés comme lui à périr ou à vaincre. La fortune seconda leur audace. Les Hongrois, attaqués au milieu de leur sommeil, à la faveur d'une nuit sombre, furent presque tous massacrés sans avoir eu le temps de se défendre. Ceux qui échappèrent au massacre, poursuivis par les vainqueurs, dont la troupe grossit considérablement, furent chassés de la Pologne.

Les Polonais, reconnaissants, élevèrent Przémislas sur le trône. Il fut couronné sous le nom de Leszko Ier, et il répondit pleinement à l'attente du peuple. Comme il ne laissa pas de postérité, on dut lui élire un successeur. Plusieurs seigneurs se mirent sur les rangs; ils avaient tous des droits;

le choix était difficile. Il fut décidé qu'on élirait celui qui, dans une course à cheval, l'emporterait sur ses concurrents. L'un d'eux résolut d'employer la ruse pour triompher de tous ses rivaux : il parsema de pointes acérées le champ où la course devait avoir lieu, mais il se réserva un étroit sentier qu'il distingua par des signes que lui seul, qui les avait placés, pourrait reconnaître. Un jeune homme avait découvert le stratagème, soit qu'il eût vu Leszeck (c'était le nom du prétendant) semant les pointes, soit que le hasard l'eût servi. Il garda le secret, résolu pourtant de profiter de sa découverte quand le moment serait venu. Leszeck arriva le premier, et fut aussitôt proclamé. Ce fut alors que le jeune homme, élevant la voix, fit connaître la fraude que Leszeck avait employée. Cette révélation excita contre le coupable l'indignation des nobles et la fureur du peuple. Leszeck fut mis en pièces, et, par un de ces caprices dont l'histoire offre quelques exemples, dans un moment d'entraînement général, le dénonciateur fut appelé à régner d'une voix unanime. La fortune servit les Polonais ; le nouvel élu, quoique jeune, était doué de grandes qualités : il sut les employer à rendre heureux ses sujets. Il avait pris le nom de Leszko II.

Quelques écrivains ont avancé que ce prince fut vaincu par Charlemagne, et qu'il périt dans la bataille de la main d'un des fils de cet empereur,

l'an 845: d'autres pensent que Leszko II ne mourut que cinq ans plus tard. Ce qui paraît certain, d'après les annales de ce temps, c'est que le prince qui périt dans cette bataille est appelé Lescon ou Lescio par les annalistes français, qui ajoutent qu'il était souverain d'une partie de la Bohême; et Leszko II combattit en faveur des Bohêmes, ce qui peut avoir produit l'erreur de nos annalistes. Quoi qu'il en soit, il eut pour successeur son fils, Leszko III, qui laissa le trône à son fils Popiel, et donna de petites provinces à chacun de ses enfants naturels, qui étaient en grand nombre, à condition qu'ils ne les posséderaient que comme fiefs de la couronne, et qu'ils en feraient hommage à leur frère. C'est là le premier acte d'établissement du régime féodal en Pologne, ou du moins le premier signe de son existence fourni par l'histoire.

Sous le règne de Popiel, la résidence royale fut transférée de Cracovie à Gnesne.

Ce prince mourut jeune, laissant un fils en bas âge qui porta le même nom que son père. Popiel II n'eut pas plutôt atteint sa majorité, que, fatigué des remontrances de ses oncles, qui, après avoir été les soutiens de son enfance, voulaient l'arracher au vice et à la débauche, il les invita tous à se rendre auprès de lui et les empoisonna. Pour pailler ce crime, il publia qu'il n'avait fait que prévenir le projet qu'ils avaient formé contre

sa propre vie ; et, afin de rendre le complot plus vraisemblable, il ordonna que la sépulture fût refusée à ses oncles. Il périt lui-même malheureusement peu de temps après, ainsi que tous ses complices.

L'anarchie surgit du tombeau de Popiel II. De plus, les ennemis du dehors profitèrent des troubles qui agitaient la Pologne pour y faire des incursions. Alarmés par la présence des étrangers bien plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre civile, les nobles songèrent à se donner un souverain qui, par sa suprématie sur tous les chefs, imprimât à la défense du pays et à tous les actes de l'administration une direction unique. Plusieurs assemblées eurent lieu à Craswick, résidence de Popiel, et n'eurent aucun résultat. Comme Craswick n'était qu'un village, et que les élections y attiraient beaucoup de Polonais, les logements et les vivres y devenaient fort rares. Un habitânt du pays, nommé Piast, offrit l'hospitalité à un grand nombre de nobles, et il s'acquitta de la charge qu'il s'était imposée avec beaucoup de générosité. Cet homme montra d'ailleurs, dans ses entretiens avec les nobles, tant de connaissances, un esprit si calme et en même temps si ferme, des vues si justes et si étendues, un tel patriotisme, que tous ses hôtes, émerveillés et charmés, résolurent unanimement de lui donner la couronne, aimant mieux se soumettre à un homme qui était bien

loin d'aspirer au trône, que d'obéir à un concurrent devenu souverain.

Le règne de Piast fut long et prospère, et jusqu'au dernier partage de la Pologne son nom fut cher aux habitants. Cet état de calme et de bonheur se soutint sous son fils; mais il déchut sensiblement sous le règne de son petit-fils et de Ziémomislas, son arrière-petit-fils. Le nom de ce dernier n'est guère connu que parce qu'il fut père de Miecislaw (ou Mięcziyslaw), le premier duc chrétien de la Pologne. Il avait eu plusieurs femmes, et aucune d'elles ne lui avait donné d'enfants. Quelques moines chrétiens l'engagèrent, dit-on, à renoncer au paganisme et à épouser une princesse chrétienne. Miecislaw suivit ce conseil; il épousa une fille du duc de Bohême, et fit vœu, s'il devenait père, d'embrasser le christianisme. Ce vœu fut exaucé; sa nouvelle épouse mit au monde un fils qu'on appela Boleslas, du nom de son aïeul maternel. Miecislaw, au comble de ses désirs, embrassa la religion de sa femme, et forma le projet assez difficile de rendre la Pologne chrétienne.

Les Polonais, à cette époque (970), étaient plongés dans l'idolâtrie la plus grossière: ils n'avaient pas seulement empruntés à leur voisins toutes leurs idoles, ils avaient encore fait des divinités de la plupart des phénomènes de la nature: la tempête, les brouillards, les nuages, l'atmosphère

calme et sereine, etc. Le duc savait bien qu'il allait entreprendre une tâche pénible, mais il avait du génie, de l'adresse, et les vérités du christianisme avaient si profondément germé dans son cœur, qu'elles produisirent l'espoir du succès et la persévérance. La Providence divine l'assista d'ailleurs dans son entreprise, et la plus grande partie des Polonais se fit baptiser. Miecislaw mourut après un long règne; il emporta les regrets de ses sujets (992).

Son fils Boleslas lui succéda. Il avait été élevé avec soin par sa mère; et aux vertus chrétiennes qu'elle développa en lui, il joignait les qualités qui font le grand prince et le guerrier habile. Il fut le premier souverain de la Pologne qui prît le titre de roi. L'empereur Othon III et le pape le reconnurent en cette qualité. Il mourut après un règne glorieux de vingt-cinq ans, pendant lequel il avait ajouté à la Pologne plusieurs provinces, rendu tributaires la Saxe, la Poméranie et la Prusse, et forcé les Russes à demander la paix.

Miecislaw II ressemblait peu à son père. Il s'endormit dans la mollesse, et se fit haïr de ses sujets, qui se réjouirent de sa mort, arrivée le 13 mars 1034, comme d'un événement heureux. Son jeune fils, Casimir, hérita de la haine qu'on portait à son père. La conduite impérieuse de la reine mère Richsa, régente du royaume, et son aveugle prédilection pour les Allemands; les taxes

imposées sur le peuple, et les rigueurs employées contre ceux qui ne pouvaient payer ; le refus de la reine d'écouter les remontrances qui lui furent faites, amenèrent enfin une révolution, à la suite de laquelle elle dut quitter la Pologne, emmenant son fils et emportant les trésors que Boleslas avait amassés. Elle se retira auprès de l'empereur Conrad II, son parent, qui promit de la venger, et qui, en effet, envoya une armée sur la frontière de la Pologne. Cette tentative n'eut aucun succès.

La Pologne, en l'absence de ses souverains, retomba dans l'anarchie, et cette fois les maux qu'elle éprouva furent incalculables. Déchirée par les factions, elle fut encore attaquée par les ennemis du dehors. Au bout de peu de temps, elle n'offrit plus qu'un sol couvert de ruines, arrosées du sang de ses habitants. Les églises mêmes ne furent pas respectées ; peut s'en fallut que les Polonais ne reculassent jusqu'à l'idolâtrie. Le duc de Bohême s'empara de toute la Silésie et pénétra jusqu'à Gnesne, qu'il réduisit en cendres ; les Russes, les Prussiens secouèrent le joug. Les nobles polonais cherchèrent alors un remède à tant de maux. L'archevêque-primat, Étienne Poboz, fit entendre aux Polonais que le plus sûr moyen de rallier les partis et de faire cesser les malheurs qui désolaient la contrée, c'était de rappeler le prince Casimir, qui s'était retiré en France, où il avait pris l'habit religieux dans

l'ordre de Cluny. Casimir rappelé, et relevé de ses vœux par le pape, monta sur le trône, qu'il affermit par des lois sages contre les futures tempêtes. Il reprit la Silésie, fit rentrer dans l'obéissance la Poméranie et la Prusse, et mourut, regretté des Polonais, en 1058.

Son fils, Boleslas II, signala par de glorieuses conquêtes les premières années de son règne. Vainqueur, dans toutes les rencontres, des Russes, des Hongrois, des Bohêmes et des Prussiens, il mérita le surnom d'*Intrépide*. Malheureusement il laissa son courage s'amollir dans les voluptés que lui offrait Kiow, ville agréablement située sur le Dniéper ou Borysthène ; et tous ses soldats l'imitèrent. Les Polonais demeurèrent près de huit ans absents de leurs foyers. Comme on ne comptait plus sur leur retour, on s'était emparé de leurs biens et de leurs maisons. A cette nouvelle, ils reprirent la route de la Pologne et livrèrent une sanglante bataille aux ravisseurs. Boleslas lui-même devint un tyran et se souilla de plusieurs meurtres ; le plus horrible fut celui de l'évêque de Cracovie, qui jouissait d'une grande réputation de sainteté.

Excommunié par le pape Grégoire VII, Boleslas s'enfuit de son royaume et alla se cacher dans un monastère de la Carinthie, où, selon quelques auteurs, il était chargé des plus viles fonctions. Selon Kadlubek, Boleslas avait caché son rang

et son nom aux religieux. Ce ne fut qu'au moment de sa mort qu'il se découvrit. Les religieux gravèrent ces mots sur sa tombe : *Hic jacet Boleslaus, rex Poloniæ, occisor S. Stanislai, episcopi Cracoviensis* (Ci-gît Boleslas, roi de Pologne, meurtrier de S. Stanislas, évêque de Cracovie). D'autres historiens assurent qu'il périt à la chasse, dans les forêts de la Hongrie, et qu'il fut dévoré par ses propres chiens.

Les Polonais placèrent sur le trône Ladislas, frère du dernier roi. Son règne, dépourvu de gloire, ne fut qu'un temps de troubles et de calamités; mais son fils, Boleslas III, fut un des princes les plus belliqueux de son siècle. Après avoir gagné quarante-sept batailles, il perdit, contre les Moscovites, la quarante-huitième, et mourut peu de temps après (1138).

Les règnes suivants n'offrent aucun intérêt jusqu'à Casimir II, qui prit la place de Miecislaw dit *le Vieux*, que sa tyrannie rendit odieux aux nobles du royaume. Casimir fut sage et vaillant, bon et juste; aussi ses contemporains lui donnèrent-ils le surnom de *Juste*. Appelé à régner en 1177, il mourut au bout de dix-sept ans. On croit qu'il fut empoisonné par les agents de son frère Miecislaw, qui avait toujours nourri le désir de remonter sur le trône. Cette fois encore son attente fut trompée : les Polonais ceignirent du diadème le front du fils de Casimir, Leszko le Blanc.

Comme Leszko n'était qu'un enfant sous la tutelle d'une femme, Miecislaw intrigua de nouveau, et parvint même à le faire déposer. Il ne jouit pas longtemps de ce retour de fortune ; il mourut en 1202, laissant la couronne à son fils Ladislas, qui, aussi généreux que son père était perfide, se hâta de la rendre à son cousin Leszko, préférant une vie paisible à tous les honneurs, mais aussi à tous les embarras du gouvernement.

Ce fut sous le règne de Boleslas V, successeur de Leszko, que les chevaliers de l'ordre Teutonique commencèrent à se montrer en Pologne, où ils acquirent par la suite une grande puissance. Cet ordre avait pris naissance pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, dont les musulmans s'étaient emparés. Les maladies faisaient périr beaucoup d'assiégeants ; huit Allemands, dont trois étaient de Lubeck et les autres de Brême, entreprirent de soulager leurs compatriotes ; ils formèrent des tentes avec les voiles de leurs navires, y placèrent les malades, et leurs soins en sauvèrent un grand nombre. Après la reprise de la ville, ils y fondèrent un hospice ; un autre s'éleva dans Jérusalem avec une église placée sous l'invocation de la sainte Vierge. Cet ordre fut confirmé en 1191 par le pape Célestin III, sous le titre de *Frères hospitaliers de la Vierge*. Les membres de l'ordre, soumis à la règle de Saint-Augustin, prirent l'habit blanc avec la croix noire ; ils étaient vingt-quatre

chevaliers et sept prêtres, qui avaient le droit de dire la messe avec une cuirasse et l'épée au côté. L'ordre rendit plus tard de grands services à l'empereur Frédéric II, qui lui accorda de nombreux priviléges.

Le duc de Moravie, Conrad, oncle et tuteur du jeune Boleslas, vivement pressé par les Prussiens qui avaient pénétré jusqu'aux frontières de la Moravie, s'adressa aux chevaliers de l'ordre Teutonique, dont le grand-maître lui vendit le service pour des concessions de territoire, concessions qui, suivant les uns, étaient pour un temps limité, suivant les autres, perpétuelles. Il fut stipulé que l'ordre n'entreprendrait jamais rien contre les intérêts de la Pologne, et, qu'au contraire, il serait toujours prêt à la défendre contre ses ennemis.

Le règne de Boleslas et celui de Leszko le Noir, son cousin et son successeur, n'offrent qu'une longue suite de guerres contre les Tartares de la Crimée, les Lithuaniens et les Russes. A la mort de ce dernier (1289) la couronne fut placée, après un long interrègne, sur la tête de Przémislas, assassiné sept mois après. On lui donna pour successeur Ladislas-Loketek, qu'on déposa dans la même année et qu'on rappella peu après. Ladislas eut à soutenir une longue et sanglante guerre contre les chevaliers Teutons, soutenus par le marquis de Brandebourg; et malgré les fréquentes

défaites qu'ils essuyèrent, il ne put les chasser de Dantzig, dont ils s'étaient rendus maîtres. Le manifeste publié par Ladislas, et les instructions que de son lit de mort il donna à son fils, semblent prouver que les concessions faites aux chevaliers par le tuteur de Boleslas V n'étaient que pour un temps limité. « Ne cédez rien, dit-il à son fils, aux chevaliers Teutons; plutôt vous ensevelir sous les ruines de votre trône que de leur abandonner les portions qu'ils possèdent de votre héritage, et que vous devez à vos enfants et à vos sujets... Plus heureux que votre père, chassez-les, s'il se peut, du royaume, asile que leur avait ouvert la pitié, et qu'ils ont profané par la plus noire ingratitude. »

Le fils auquel Ladislas s'adressait était Casimir III, qu'on surnomma *le Grand;* il monta sur le trône en 1333, et le conserva jusqu'en 1370, époque de sa mort. Ce prince fit la guerre avec assez de bonheur; il ajouta le duché de Mazovie et la Russie-Rouge aux domaines du royaume. Mais ce qui plus que ses victoires l'a recommandé aux Polonais, c'est d'avoir mis le royaume, par des traités sages et avantageux, à l'abri de l'invasion étrangère; d'avoir restauré ou embelli plusieurs villes et d'en avoir construit de nouvelles; d'avoir protégé les lettres et fondé l'académie de Cracovie; de s'être montré libéral sans profusions ruineuses, économe sans parcimonie;

d'avoir donné à son peuple un code de lois, dans lequel, conservant tout ce que les coutumes non écrites avaient d'utile, il ajouta ce que sa propre expérience lui indiquait comme nécessaire ou avantageux; d'avoir été pour le dernier de ses sujets d'un accès aussi facile que pour les plus grands seigneurs : ce qui lui avait fait donner par les nobles le nom de *Rex rusticorum* (le roi des paysans).

On reproche à Casimir de s'être livré aux plaisirs de la table et à la débauche. Ce reproche paraît fondé; cependant ces excès n'influèrent point sur sa conduite publique et ne lui firent point négliger les soins de son gouvernement. Casimir mourut sans postérité mâle; en lui finit la ligne masculine de la descendance de Piast.

CHAPITRE II.

Louis d'Anjou, roi de Hongrie, neveu de Casimir, devient roi de Pologne, élection d'Elwige, sa seconde fille; elle épouse Jagellon; successeur de ce dernier; extinction de cette dynastie.

Une fille de Casimir avait épousé le roi de Hongrie, Charles-Robert, ou Charobert; et de cette union était né Louis, dit d'Anjou, qui monta sur le trône (1342) après la mort de son père, et fut appelé vingt-huit ans après à gouverner la Pologne en qualité de neveu du roi défunt, à condition pourtant que son autorité serait réduite aux limites qu'on se proposait de mettre au pouvoir royal, jusque alors absolu. Ce fut sous le règne de ce prince que se développa cet esprit d'indépendance qui, durant quatre siècles, a produit quelques actions héroïques et beaucoup de séditions funestes, et qui a fini par livrer la Pologne sans défense à ses ennemis du dehors.

Après la mort de ce prince (1382), les Polonais offrirent la couronne à Edwige, sa seconde fille; ils lui imposèrent pour condition qu'elle ne pourrait se marier qu'avec le consentement de la na-

tion, et que, lorsqu'elle serait mariée, elle et son époux résideraient dans le royaume. Edwige promit tout, et les Polonais la proclamèrent leur reine. Plusieurs prétendants à sa main se présentèrent : Sernovick, duc de Mazovie; Guillaume, duc d'Autriche, et Jagellon, grand-duc de Lithuanie. Ce dernier avait pour lui les vœux de la nation. Il était idolâtre, mais il promettait d'embrasser le christianisme et de le faire embrasser par les Lithuaniens. Il s'engageait en outre à mettre en liberté tous les chrétiens esclaves dans ses État; à réunir à perpétuité au royaume de Pologne la Lithuanie, la Samogitie et tous ses autres domaines; enfin à reconquérir la Poméranie, la Silésie et les autres provinces qui avaient été dépendantes de la Pologne.

Ces offres étaient brillantes; elles séduisirent la reine de Hongrie elle-même. Les grands du royaume arrêtèrent aussitôt les conditions du mariage, malgré la répugnance d'Edwige, qui ne voyait dans Jagellon qu'un Scythe barbare, chef d'une nation idolâtre et sauvage. D'un autre côté, le duc d'Autriche, à la nouvelle du choix que le sénat avait fait, était accouru à Cracovie; il eut avec Edwige plusieurs entrevues, et l'exhorta à la résistance. Le sénat fit alors garder le palais de la reine par des troupes dévouées, et le duc d'Autriche dut perdre toute espérance. Cependant Jagellon s'avançait vers Cracovie avec une suite

extrêmement nombreuse ; mais, informé de la résolution que la reine avait prise de ne pas le voir, il suspendit sa marche, en disant qu'il ne prétendait pas forcer les inclinations de celle qu'on lui destinait pour épouse.

Les sénateurs se transportèrent au palais ; ils se précipitèrent aux pieds de la reine, et la supplièrent de faire le bonheur de la Pologne par un mariage qui la rendait elle-même puissante et glorieuse; ils firent valoir le noble procédé de Jagellon, qui aimait mieux s'en retourner dans ses États que de lui faire la moindre violence ; et la reine vaincue par les instances du sénat, appréciant aussi la conduite du *barbare,* donna son consentement, et Jagellon lui fut présenté. Ce prince était jeune, beau, aimable, spirituel. Le duc d'Autriche fut complétement oublié.

Jagellon s'était fait chrétien, comme il l'avait promis; mais la conversion de ses sujets n'était pas facile : ils tenaient fortement à leur religion et à leurs idoles. Leur principale divinité était le feu ou le soleil. Comme les vestales de l'ancienne Rome, les prêtres étaient obligés d'entretenir le feu sur un autel la nuit et le jour. Celui qui le laissait éteindre était puni de mort. Le grand temple du feu était Wilna, alors capitale de la Lithuanie. Les sombres forêts passaient aussi pour des demeures des dieux. Les serpents et les vipères, hôtes ordinaires des bois, étaient regardés

comme sacrés; chaque chef de famille nourrissait dans son habitation un de ces venimeux reptiles.

Jagellon pensa que le moyen le plus simple était de renverser le temple de Wilna, d'éteindre le feu perpétuel, d'abattre les forêts qui servaient de retraites aux prêtres, et de gagner ces derniers par des promesses ou des menaces, de tuer enfin toutes les vipères et tous les serpents qui infestaient le pays. Dès les premières hostilités de Jagellon contre les dieux de la Lithuanie, le peuple avait cru que la foudre allait frapper le prince impie; mais quand ils virent que le sacrilége restait impuni, ils se convainquirent que les dieux qu'ils avaient adorés jusque-là étaient sans puissance, et la plus grande partie des Lithuaniens demanda le baptême. Avant de retourner à Cracovie, Jagellon fonda une archevêché à Wilna, et appela des prêtres catholiques qu'il chargea d'instruire les nouveau convertis.

Le règne de Jagellon fut long et glorieux. Il repoussa les Tartares de Timur-Leng (Tamerlan); apaisa la révolte des Lithuaniens en faveur de son frère Withold; battit complétement les chevaliers de l'ordre Teutonique, qui, engagés par leurs vœux à défendre la religion catholique, faisaient les plus grands efforts pour empêcher ses progrès dans la Samogitie et la Lithuanie, et y ramener le paganisme.

L'aîné des fils de Jagellon lui succèda dès l'âge de onze ans. Ce fut Ladislas VI qui, après avoir remporté d'éclatantes victoires sur les Tartares et sur les Turcs, et avoir conclu avec le sultan Amurat une paix glorieuse, poussé, dit-on, par le cardinal Césarini, légat de Félix V, à rompre ce traité, envahit la Thrace dans l'intention d'attaquer Andrinople. Amurat, surpris mais non découragé, rassembla une armée et courut à la rencontre des Polonais. On assure qu'au moment d'entamer l'action, Amurat, du milieu de ses troupes, élevant d'une main vers le ciel le traité violé par Ladislas, tenant de l'autre son glaive nu, s'écria d'une voix haute : *Dieu des chrétiens, tu vois leur perfidie : j'implore ta justice!* Ce qui est certain, c'est qu'après avoir fait des prodiges de valeur, les chrétiens furent mis dans une déroute complète. Dix milles Polonais périrent dans cette bataille, livrée près de Varna, dans la Moldavie, en 1444. Le roi et le légat Césarini furent trouvés parmi les morts.

Casimir, frère de Ladislas, monta immédiatement sur le trône de Pologne. Il continua la guerre contre les Turcs, et obtint d'abord quelques succès; mais abandonné par les Hongrois, il fit la paix avec les Turcs, et tourna ses armes contre les chevaliers Teutons, auxquels il prit la Poméranie et plusieurs villes. Il les força, pour les autres provinces, à se reconnaître feudataires de la Pologne.

Le grand-maître de l'ordre devint, par ce traité, membre du sénat.

Ce prince mourut en 1492, peu regretté de ses sujets; il avait pourtant des qualités estimables; mais il fut souvent entraîné à des guerres ruineuses et qui n'étaient pour la nation d'aucun avantage. Ne pouvant imposer aucune taxe sans l'approbation de la diète, il fut plus d'une fois contraint de recourir à la générosité de son peuple, et même il usa d'expédients qui pouvaient être dangereux. Les barons polonais, ou grands feudataires, étaient tenus de marcher à la tête de leurs vassaux, quand ils en étaient requis par le roi. Casimir les convoqua souvent sans nécessité; et les barons, afin de se dispenser du service, composaient avec le roi, qui, pour quelque somme d'argent, rapportait l'ordre de convocation. Après avoir usé plusieurs fois de ce moyen, Casimir finit par vendre à la noblesse, moyennant un subside annuel, le droit même de la convoquer, et il fut convenu qu'elle ne marcherait plus que par l'ordre de la diète.

Ce fut encore sous le règne de ce prince qu'on fit à la constitution du royaume des additions importantes, toutes tendantes à diminuer l'autorité royale. Il fut notamment déclaré qu'à l'avenir nul subside ne serait accordé au souverain que par décision de la diète générale, et que chaque palatinat serait représenté à cette diète par les pa-

latins, les principaux barons, et des nonces choisis par les nobles et les bourgeois.

Ainsi le règne de Casimir fut pour la Pologne ce qu'avait été pour l'Angleterre celui de Jean-Sans-Terre ; et la constitution de Casimir fut la *grande charte* des Polonais.

Casimir eut pour successeurs, l'un après l'autre, ses trois frères Jean-Albert, Alexandre et Sigismond. Le règne des deux premiers fut court et stérile en événements importants. Sigismond, couronné en 1507, prolongea sa carrière jusqu'à quatre-vingt-quatre ans : il mourut en 1548. Ce prince employa les premières années de son règne à réformer les abus intérieurs. Les domaines de la couronne étaient engagés ; le trésor se trouvait grevé de pensions nombreuses : il porta remède à tout. S'occupant ensuite des affaires du dehors, il déjoua les projets du czar de Moscovie, tendant à détacher la Lithuanie de la dépendance de la Pologne ; il battit ses armées en plusieurs rencontres, défit pareillement les Valaques et les Moldaves, abattit la puissance de l'ordre Teutonique, repoussa de nouveau les Russes qui, excités par le jaloux Charles-Quint, avaient tenté d'envahir la Pologne, et triompha de tous ses ennemis.

Sigismond, à qui ses contemporains décernèrent le surnom de *Grand*, laissa la couronne à son fils Sigismond-Auguste. Celui-ci protégea les

arts et se montra tolérant pour les réformes, au point de faire craindre qu'il ne devînt luthérien lui-même. Ami de la paix, il fut souvent obligé de faire la guerre. Il conquit la Livonie sur les Russes, qui en avaient dépouillé l'ordre Teutonique, abolit la grande-maîtrise, et donna en échange au grand-maître les duchés de Courlande et de Sémigalles, à titre de fief héréditaire dans sa famille. Le czar Basile, mécontent de cet arrangement, envahit la Pologne avec une puissante armée; battu par les généraux polonais, il fut contraint de repasser la frontière, après avoir essuyé de grandes pertes.

Sigismond-Auguste mourut en 1572, sans laisser d'enfants mâles; en lui finit la dynastie des Jagellons, dont les Polonais ont toujours gardé le souvenir.

Aussitôt après la mort du dernier Jagellon, la diète s'étant assemblée, il y fut statué qu'à l'avenir nul souverain ne serait reconnu s'il n'avait été librement élu par la nation. La diète générale qui se tint immédiatement après, publia une charte des immunités et des priviléges de la nation, c'est-à-dire de la noblesse, car la noblesse ne comptait pour rien les classes inférieures. Le dernier article de cette charte portait que le prince élu s'engagerait à souffrir que ses sujets fussent relevés de leur serment de fidélité, s'il manquait lui-même à quelqu'un de ses engagements envers eux.

CHAPITRE III.

Henri de Valois; Étienne Bathori; Sigismond III; Ladislas VI; Jean-Casimir.

Sigismond II mourut sans enfants, et il n'avait que des sœurs : Catherine, mariée en premières noces au duc de Finlande, et plus tard à Jean, roi de Suède; et Anne, qui épousa Étienne Bathori, prince de Transylvanie. Il est à présumer que si le roi défunt avait laissé un héritier mâle, personne n'aurait songé à lui disputer la couronne; mais comme ses sœurs étaient mariées, et qu'en proclamant l'une ou l'autre il eût fallu aussi accepter pour souverain un prince *que la nation n'avait pas librement élu,* il ne fut pas question d'elles; et *la nation*, pressée de jouir du droit d'élection qu'elle s'était donné, admit les prétentions de tous les candidats qui se présentèrent. Ceux qui eurent d'abord le plus de chances de succès, furent l'archiduc d'Autriche Ernest, et Henri, duc d'Anjou. Le premier fut nommé; mais les conditions qu'on voulait lui imposer révoltèrent l'orgueil de son père, Maximilien II; et

les Polonais offensés annulèrent l'élection. Tous les suffrages se portèrent alors sur le duc d'Anjou, que l'ambition de sa mère voulait faire roi, même à des conditions très-onéreuses, telles que l'obligation pour la France de fournir une flotte, des soldats, etc., et pour Henri, d'employer son revenu personnel en établissements utiles pour la Pologne, de payer les dettes de l'État, d'entretenir à Paris, à ses frais, cent jeunes Polonais pour y être élevés, etc.

La mort de Charles IX, en 1574, appela Henri au trône de France : il ne pouvait pas balancer. L'arrogance des grands, les mœurs grossières d'un peuple qui sortait à peine de la barbarie, les limites étroites où la charte votée après la mort de Sigismond (1) renfermait l'autorité souveraine, tout lui rendait odieux le séjour de la Pologne ; mais craignant que les Polonais ne s'opposassent à son départ, il sortit furtivement de Varsovie au milieu de la nuit, accompagné seulement de quelques Français fidèles.

La nouvelle de la fuite du roi se répandit bientôt dans la ville et y jeta la consternation. Le sénat chargea aussitôt le grand chambellan de courir après Henri, de l'arrêter, et de le ramener de gré ou de force, s'il pouvait le joindre avant sa

(1) Cette charte est ordinairement désignée sous le nom de *pacta conventa*.

sortie du royaume; mais, quelque diligence que fît le grand chambellan, il ne put arriver auprès du roi que dans la Silésie. Cet officier se jeta aux pieds du monarque fugitif, et le conjura, avec les plus vives instances, de retourner au milieu de ses sujets; il n'en put tirer que des promesses assez vagues. Charles de Donnezai, que ce prince avait laissé à Varsovie pour exposer au sénat les causes de son départ, s'acquitta de sa commission avec beaucoup de zèle. Le roi écrivit sur le même sujet à l'archevêque-primat; mais cela ne satisfit point les orgueilleux Polonais, qui ne concevaient pas qu'on pût préférer la couronne de France à celle de Pologne, et qui, bientôt après, convaincus que Henri les abandonnait, procédèrent à l'élection d'un nouveau souverain.

Les nobles se divisèrent : les uns, dirigés par l'archevêque de Gnesne, élurent l'empereur Maximilien; les autres, c'était le plus grand nombre, choisirent l'époux de la princesse Anna, Étienne Bathori. Maximilien se préparait à disputer le sceptre de la Pologne à son rival, lorsque la mort le surprit. Bathori fut alors reconnu à l'unanimité. Le nouveau souverain termina heureusement plusieurs guerres contre le Russes, et s'appliqua, aussitôt que les circonstances le lui permirent, à l'administration intérieure du royaume. Il disciplina les Cosaques, dont il fit de très-bonnes troupes légères; mais sous son règne, qui fut

de dix ans, assez long pour sa gloire, trop court pour le bonheur de son peuple, l'autorité royale fut encore diminuée par la création de six sénateurs résidents, renouvelés à chaque diète, et dont le roi était tenu, dans certains cas, de prendre l'avis.

Bathori n'avait pris aucune mesure pour assurer dans sa famille la possession du trône. Après sa mort (1576) la couronne fut offerte au prince Sigismond de Suède, fils de la sœur aînée de Sigismond II, par une portion de la noblesse; et son élection, soutenue par la reine, veuve d'Étienne, par le clergé et par le général Zamoïski, qui jouissait d'un grand crédit et d'une réputation méritée de talents militaires et politiques, triompha de toutes les concurrences.

On se demandera comment Sigismond, héritier présomptif d'une couronne héréditaire, pouvait avoir brigué une couronne élective que lui disputaient le czar de Moscovie, Théodore et trois princes de la maison d'Autriche, dont l'un, Maximilien, avait été élu par une faction et s'avançait vers la Pologne avec une armée. C'est que Sigismond, élevé par sa mère dans la religion catholique, aimait mieux régner avec moins d'autorité sur un peuple catholique, que sur des luthériens fanatiques, tels qu'étaient à ses yeux les Suédois. Ceux-ci, toutefois, résolurent d'aider Sigismond dans ses prétentions et de lui fournir

des troupes. Ce fut donc à la tête d'une armée suédoise, à laquelle tous ses partisans vinrent se joindre, que Sigismond se montra aux Polonais. Était-ce un dévouement sincère en faveur de leur prince qui fit agir les Suédois dans cette circonstance? N'était-ce pas plutôt calcul de la part des partisans de Charles, duc de Sudermanie et oncle de Sigismond? Celui-ci n'avait point de frères, s'il parvenait à monter sur le trône de Pologne, la fortune pouvait faire naître pour Charles l'occasion de s'emparer de celui de Suède. Ce fut en effet ce qui arriva, comme nous le dirons bientôt.

Maximilien, vaincu par Zamoïski, s'enferma dans la forteresse de Wittau, qui, après un siége meurtrier, fut emportée d'assaut. Sigismond, satisfait de sa victoire, s'en montra digne par le noble usage qu'il en fit. Il rendit généreusement la liberté à Maximilien et refusa la rançon qui lui était offerte; Maximilien, en retour, renonça solennellement au titre de roi de Pologne. La paix qui suivit la conclusion du traité entre les deux princes ne tarda pas à être de nouveau troublée. Les Turcs et les Tartares franchirent la frontière avec cent mille hommes. Le brave Zamoïski marcha à leur rencontre, et les défit complétement.

Sur ces entrefaites, Jean, roi de Suède, père de Sigismond, étant venu à décéder (1594), Si-

gismond partit aussitôt de Varsovie, pour aller prendre possession du trône qui lui était dévolu par le droit de sa naissance. Ce prince fut proclamé sans difficulté; mais comme sa présence en Pologne était nécessaire à cause du danger continuel d'invasion de la part des Turcs et des Tartares d'une part, et des Moscovites de l'autre, il donna la régence à son oncle Charles, et se disposa au départ. Avant de quitter la Suède, il voulut y rétablir la religion catholique; c'était une imprudence. Le sénat rejeta hautement la proposition; il fut appuyé par les trois ordres de la nation, et le roi ne fit que des mécontents.

Aussitôt que Sigismond eut quitté sa capitale, le duc Charles assembla les états du royaume (1595), et y fit déclarer que la régence lui appartenait non-seulement par le choix du roi, mais encore par le vœu de la nation. Il fut ajouté que, pour aucune cause, le roi ne pourrait ôter à son oncle cette dignité. Le roi prit les armes, fut battu par les rebelles, et déclara s'en rapporter à la diète de Stockholm, qui offrit à Sigismond de se soumettre s'il venait résider en Suède, ou si du moins il y envoyait un de ses fils pour être élevé dans la religion luthérienne. Sigismond recourut alors au sénat de Varsovie pour qu'il lui donnât les moyens de soumettre les Suédois; mais, au lieu des secours qu'il demandait, on ne lui adressa que des plaintes sur son administration.

Peu de temps après, tous les nobles se confédérèrent pour se mettre en état de résister au roi; le prince Radzivill demanda même la convocation d'une diète à l'effet de déclarer le trône vacant, comme on l'avait fait après le départ de Henri de Valois. Sigismond, informé de ce qui se passait, se hâta d'entrer en Pologne et parvint à calmer les mécontents par des promesses de résidence, que d'ailleurs il était forcé de tenir, puisque la Suède se fermait pour lui.

Sigismond réussit, non sans peine, à rétablir l'union entre les nobles et lui, et, profitant des troubles qui agitaient la Russie, causés par l'apparition de plusieurs faux Démétrius, il tourna de ce côté toutes les forces de la Pologne. Les Russes eux-mêmes l'y avaient invité : sentant le besoin de placer sur leur trône un prince qui pût mettre un terme aux divisions et aux impostures des ambitieux, ils avaient demandé à Sigismond son fils Ladislas, à condition qu'il se conformerait au rit grec. Sigismond accuellit les envoyés russes; mais, avant de rien terminer, il envoya à Moscou un corps de troupes qui, sous le spécieux prétexte de rétablir l'ordre et la tranquillité, s'emparèrent de la ville. Ces troupes se livrèrent à tant d'excès, que, soulevant contre elle l'exécration publique, elles furent assiégées dans le château et forcées, par défaut de vivres, de se rendre à discrétion.

Les Russes élurent alors pour leur souverain (1613) Michel Romanow. Celui-ci fit la paix avec la Pologne et conclut une trêve de quatorze ans, durant laquelle les Polonais devaient conserver les duchés de Smolensk, de Severie et de Czernicow; ils rendirent leurs autres conquêtes, et Sigismond renonça, pour lui et ses successeurs, à toute prétention à la couronne de Russie.

Pendant quelques années la Pologne jouit des douceurs de la paix; mais, avant l'expiration de la trêve faite avec les Russes, les Turcs et les Tartares firent une irruption en Pologne et s'emparèrent de plusieurs places. On leva à la hâte un corps de huit mille hommes, dont le commandement fut donné au brave Zolkiewski : on lui avait donné l'ordre de se rendre en Moldavie, pour secourir le palatin, que les Turcs avaient enveloppé; mais bientôt, enveloppé lui-même, il fut obligé de se faire jour à travers une armée de cent mille hommes; il y parvint. Poursuivi dans sa retraite, il fit à peu près quatre-vingts lieues, toujours harcelé par les ennemis. Ce fut ainsi qu'il arriva sur les bords du Dniester. Il était serré de trop près pour tenter le passage du fleuve; il se disposa donc à faire face aux Turcs. En cet instant sa cavalerie, entraînée par l'exemple de quelques cavaliers, se jeta dans le fleuve et le traversa à la nage, laissant sur la rive son général et l'infanterie. On lui conseillait, on le pressait de

songer à son salùt : « La république m'a confié l'armée, répondit-il ; si je ne puis la sauver, je périrai avec elle et j'aurai rempli mon devoir. » Son jeune fils tomba à ses côtés ; percé lui-même de mille coups, il fut pris par les Turcs, qui lui coupèrent la tête et l'envoyèrent à Constantinople ; tous ses soldats furent massacrés. Les Polonais rachetèrent cette tête et la mirent dans le cercueil qui déjà contenait son corps et celui de son fils. Quelque temps après, le second fils de Zolkiewski, ayant réuni quelques troupes, attaqua les Tartares pour venger son père et son frère, mais son courage ne put triompher du nombre ; il succomba, et ses restes furent placés dans le même tombeau avec cette inscription, tirée de Virgile :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

Le sultan, comptant sur le découragement des Polonais et sur les divisions qui existaient entre les nobles et les grands, rassembla une armée qu'on fait monter à trois cent mille Turcs et cent mille Tartares, et se dirigea vers la Moldavie. Les Polonais avaient eu le temps de se préparer à la défense, ils n'avaient, il est vrai, réuni que soixante-cinq mille hommes, mais ils s'étaient fortement retranchés près de Choczim. Le sultan voulut forcer leur camp ; dans les différents assauts qu'il leur donna, il perdit le quart de son armée. Comme il ne s'était pas attendu à trouver

tant de résistance, et qu'il ne prévoyait pas de brillants succès à l'avenir, il offrit la paix qui fut acceptée.

Sigismond ne fut pas plutôt de retour à Varsovie, que la diète lui adressa une série de griefs, dont le plus grand était d'avoir souffert que la reine achetât le territoire de Zyviec, contre l'article de la constitution qui défendait au roi et à la reine d'acquérir des immeubles sur le territoire de la république. Sigismond parvint encore à apaiser les mécontents, dont l'attention fut d'ailleurs appelée par des événements bien plus importants. Le roi de Suède, Charles, était mort depuis quelque temps, et avait eu pour successeur son fils Gustave-Adolphe, à qui le Ciel destinait une brillante carrière; il avait déclaré la guerre à la Pologne ou plutôt il la lui faisait sans l'avoir déclarée, et il s'était emparé de Marienbourg et de quelques autres places. Sigismond mourut sur ces entrefaites (29 avril 1637). Né dans une condition privée, ce prince aurait eu des vertus; mais ces vertus ne suffisaient pas sur le trône, et Sigismond, souvent faible et irrésolu, manquait des qualités qui font les grands rois.

Le roi défunt laissait deux fils, Ladislas, issu de son premier mariage, et Jean-Casimir, né de sa seconde épouse. Deux partis se formèrent; la reine mère agissait pour son fils; mais celui-ci, naturellement généreux et enviant peu la cou-

ronne, se mit à la tête du parti de son frère; ce qui décida l'élection de Ladislas.

On dit que, dans la diète tenue pour cette élection, un des nonces déclara qu'il s'opposait formellement à ce que Ladislas fût élu; lorsqu'on lui demanda quel était le motif de son opposition, il se contenta de répondre : *Je n'ai rien à lui reprocher; mais je ne veux pas qu'il soit roi.* L'élection fut suspendue, et ce ne fut pas sans peine qu'on le fit adhérer au vœu général. Ladislas, l'ayant fait appeler quelques temps après (1633), et lui ayant demandé pourquoi il avait opposé tant de résistance à son élection : « Je voulais voir, répondit-il, si notre liberté subsistait encore. Je suis satisfait; et V. M. n'aura pas de plus fidèle sujet que moi. »

Ladislas eut à soutenir successivement la guerre contre les Russes, les Turcs et les Suédois. Les Russes s'étaient rassemblés près de Smolensk, et de là ils infestaient la Pologne. Ladislas, par de savantes manœuvres, les enferma dans un défilé d'où ils ne purent sortir qu'en passant sous le joug. Les Turcs, alors alliés des Russes, tentèrent une diversion en leur faveur du côté de la Moldavie; Ladislas accourut, les battit, et dicta les conditions de la paix. Quant à la guerre avec la Suède, elle ne fut ni longue ni sanglante. La fameuse Christine, qui avait succédé à son père Gustave-Adolphe, craignait les armes et la fortune de Ladislas; elle offrit de traiter sur des bases qui pou-

vaient concilier les intérêts des deux puissances, et une trêve de vingt-six ans fut signée et ratifiée.

Les Cosaques de l'Ukraine vivaient sous la protection de la Pologne, dont ils gardaient la frontière contre les Turcs et les Tartares; Bathori, qui connaissait bien l'utilité de cette milice, leur avait accordé des terres et des priviléges. Les nobles résolurent de les priver de ces concessions, sur le motif que leur pays offrait une retraite aux paysans polonais qui cherchaient à s'affranchir de la dure servitude à laquelle ils étaient réduits. Il entrèrent avec une armée dans l'Ukraine. Après plusieurs combats, les Cosaques vainqueurs offrirent de se soumettre de nouveau à la domination de la Pologne, pourvu qu'on les laissât jouir de leurs priviléges. Les Polonais promirent tout; les Cosaques posèrent les armes, et les Polonais, rentrant à l'improviste dans l'Ukraine, dévastèrent ce malheureux pays.

Ladislas VII mourut dans la Lithuanie en 1648, au moment où le gouverneur de Czerhin, ville de l'Ukraine, s'emparait par violence d'un domaine que le Cosaque Bogdan Kmielniski avait défriché de ses mains; ce qui ne pouvait manquer de rallumer la guerre. Ladislas fut libéral et bienfaisant, capitaine expérimenté, politique habile. On lui reprocha d'avoir trop souvent sacrifié les intérêts de la nation aux exigences de la noblesse. Au

moment de sa mort, son frère Jean-Casimir était à Rome.

On dit que ce prince se rendait en Espagne pour y prendre le commandement d'une flotte destinée contre la France. Le gouvernement français, ajoute-t-on, en ayant eu avis, donna ordre de l'arrêter à son passage à travers la Provence. Ce qui est certain, c'est qu'il fut retenu en France plus de deux ans, et qu'aussitôt qu'il eut sa liberté, il partit pour Rome, où il entra dans l'ordre des jésuites. Le pape le revêtit de la pourpre romaine.

Après la mort de Ladislas, le gouvernement provisoire envoya des troupes à la rencontre des Cosaques, qui, sous la conduite de Kmielniski et soutenus par une armée tartare, menaçaient la frontière de la Pologne. Kmielniski, vainqueur de ces troupes, exerça de terribles représailles. Les provinces polonaises limitrophes de la Russie et de la Tartarie furent dévastées au point qu'elles n'ont jamais pu se repeupler. La terreur était si grande à Varsovie, qu'on mit en délibération si le sénat et la diète ne seraient pas transférés à Dantzig. La Pologne était perdue si les ennemis avaient su profiter de leurs avantages. Après une sanglante bataille livrée dans les champs de Pilawk, les Cosaques et leurs alliés s'emparèrent du camp polonais, et y firent un riche butin, qu'on évalue à six millions de florins. Le partage de

ces dépouilles fit naître la discorde. Les deux peuples cessèrent d'agir de concert, et bientôt ils se séparèrent.

Le sénat, informé de cette division, reprit courage; et par quelques mesures vigoureuses, il garantit l'État du danger qui l'avait menacé. On s'occupa aussitôt de l'élection d'un nouveau souverain. Deux candidats se présentèrent, l'un et l'autre menaçant les Polonais de leurs armes s'ils n'étaient pas élus. C'étaient Georges Ragostski, prince de Transylvanie, et le czar des Moscovites. Le premier s'avançait avec trente mille hommes qu'il conduirait contre les Cosaques ou qu'il joindrait à leur armée, selon qu'il serait élu ou non. Le czar manifestait aussi très-clairement l'intention d'obtenir par la force le trône qu'on ne lui offrirait pas.

Les Polonais, indignés de ce que les deux candidats voulaient s'imposer à la nation, rejetèrent courageusement leurs prétentions, et firent voir qu'ils ne craignaient pas leurs menaces. Un parti se déclara pour lors en faveur de l'évêque de Breslaw, Charles-Ferdinand, dernier fils de Sigismond III; mais le nonce du pape et l'ambassadeur de France agirent avec succès en faveur de Jean-Casimir, qui fut proclamé à l'unanimité, le 20 novembre 1648, et couronné le 16 janvier suivant. Le pape le releva de tous ses vœux.

Les nobles et les grands avaient attendu impa-

tiemment le couronnement du roi, pour recommencer la guerre contre les Cosaques; mais Casimir désapprouvait cette guerre : il prétendait que les Polonais l'avaient provoquée par leur injustice et leur cruauté, qu'il fallait ramener les Cosaques par les négociations. Sa voix ne fut pas écoutée; les nobles voulaient la guerre, les uns pour faire rentrer dans leurs domaines leurs serfs fugitifs, les autres pour se rendre plus puissants encore en profitant des troubles inséparables de la guerre, tous donnant pour prétexte la nécessité de venger les injures de la république.

Le Cosaque Kmielniski avait prévu l'orage, et n'avait rien négligé pour se mettre en état de défense. Il avait fait un nouveau traité d'alliance avec les Tartares, et le kan en personne arrivait à la tête d'une armée nombreuse. Elle était, dit-on, de deux cent mille hommes; les Cosaques n'étaient que cent mille. Les Polonais commandés par André Firley, n'arrivaient pas à dix mille; ils se retranchèrent sous les murs de Sbaras. Ils furent investis dans leur camp le 13 juillet, et les deux chefs, à la tête de leurs soldats, donnèrent sur-le-champ l'ordre d'attaquer. Ils ne s'attendaient pas à la résistance; ils jurèrent d'en triompher. Durant plusieurs jours consécutifs, les Polonais eurent à se défendre contre deux assauts au moins, le matin et le soir. Les confédérés résolurent alors de faire en forme le siége des retranchements. Les

Polonais, dont le nombre avait nécessairement diminué, n'ayant plus assez de monde pour garder leurs retranchements, en construisirent de nouveaux, mais beaucoup moins étendus, derrière les premiers, qu'ils firent sauter pour empêcher l'ennemi de s'y loger.

Cette défense opiniâtre donna au roi le temps d'arriver; il amenait vingt mille hommes. Le kan et Kmielniski marchèrent à sa rencontre, le premier avec soixante mille Tartares, le second avec quatre-vingt mille Cosaques. La bataille dura tout le jour. Jean-Casimir, déployant une valeur surhumaine, rétablit plusieurs fois le combat. La nuit sépara les combattants. Le roi s'occupait peu des Tartares qu'il ne craignait pas; mais il redoutait Kmielniski, brave et habile. Il lui écrivit pour tâcher de le détacher de l'alliance des Tartares, en lui signalant les projets ambitieux de leur kan, dont il devait se méfier. On ne sait si la lettre parvint aux mains du Cosaque; mais l'action s'engagea le lendemain, et eut le même succès que la veille; ce qui se renouvela encore le surlendemain.

La division était sur le point de naître dans l'armée confédérée. Déjà le Cosaque soupçonnait les desseins du kan, qu'il n'avait vu qu'avec jalousie se mettre à la tête de l'armée; et de son côté le kan, à qui on avait promis des conquêtes faciles, et qui trouvait partout une résistance qu'il

ne pouvait surmonter, écrivit au roi de Pologne pour lui offrir la paix. Kmielniski, craignant alors de rester seul exposé aux vengeances des Polonais, demanda un accommodement qu'il n'obtint qu'à des conditions assez dures. Il fut obligé de venir se jeter aux pieds du roi pour lui demander grâce et le prier d'oublier sa révolte; et le roi, sensible aux marques de repentir qu'il donna, le relevant avec bonté, le déclara chef de la milice cosaque. La paix fut aussitôt publiée, et le camp de Sbaras débloqué; mais Kmielniski n'avait cédé qu'à la nécessité : les anciens ressentiments vivaient dans son cœur, et l'humiliante démarche à laquelle il s'était vu réduit par la perfidie de son allié les avait encore aigris. Il négocia donc secrètement avec la Porte, qui lui promit sa protection.

Les Polonais, informés des démarches des Cosaques, fondirent sur l'Ukraine avant que le secours promis par les Turcs fût arrivé : Kmielniski vaincu fut obligé de prendre la fuite. L'année suivante il fit encore quelques tentatives; mais ses efforts infructueux trouvèrent un terme dans un dernier combat, où il périt les armes à la main.

Cette guerre était à peine finie, qu'il fallut en soutenir une nouvelle contre la Suède. Christine, en abdiquant, s'était donné pour successeur son cousin Charles-Gustave, qui, jaloux des glorieux

souvenirs qu'avait laissés Gustave-Adolphe, voulut marcher sur ses traces et les effacer même par de plus grands succès. La France offrit sa médiation pour prévenir cette guerre ; le roi de Suède n'écouta rien, et envahit la Pologne. Il se trouvait alors dans la république beaucoup de mécontents ; ils coururent se ranger sous les drapeaux ennemis. Le roi de Suède fut bientôt en possession de la grande Pologne et du duché de Mazovie. Il assiégea Cracovie qui, n'ayant presque aucun moyen de défense, ne tarda pas à ouvrir ses portes. Casimir, sans troupes et sans argent, abandonné des nobles et de l'armée, se réfugia dans la Silésie. Le roi de Suède entra pour lors dans la Prusse, et ne trouva guère de résistance qu'à Dantzig, dont les habitants, excités par les exhortations du clergé, jurèrent de garder leurs serments envers la république et fermèrent leurs portes aux Suédois.

Le remède à ces désastres vint de l'excès même du mal. Charles-Gustave, enivré de ses faciles triomphes, imposa sur les Polonais de si énormes taxes, que le joug au-devant duquel ils avaient couru leur parut insupportable. Tous les habitants des provinces envahies formèrent le projet de briser leurs chaînes. Casimir sut habilement profiter de ce mouvement des esprits ; il se montra non comme roi de Pologne, mais comme libérateur de la patrie ; et l'ancienne affection des

Polonais pour le sang des Jagellons sembla se ranimer tout à coup. Une première action fut tout à l'avantage des Polonais ; mais le roi de Suède, plus encore par vengeance que par politique, fit un traité avec le marquis de Brandebourg, par lequel il fut stipulé qu'à l'avenir ce dernier jouirait d'un pouvoir absolu dans la Prusse ducale. Aussitôt ses troupes se joignirent à celle de Charles-Gustave, et une victoire sanglante, remportée au bout de trois jours sur les Polonais, livra Varsovie aux nouveaux alliés.

D'autres ennemis se déclarèrent encore. Le prince de Transylvanie n'avait pas oublié l'exclusion qu'on lui avait donnée, et il n'attendait qu'une occasion favorable pour s'en venger. Il crut la trouver dans les embarras qu'éprouvait la république, et il entra sur les terres de la Pologne avec trente mille soldats. Charles-Gustave, avec lequel il venait de conclure un traité d'alliance, lui avait conseillé de faire son invasion par le palatinat de Brezesca, parce que dans cette province il aurait trouvé un parti puissant prêt à le seconder ; mais Ragostski négligea les sages conseils de son allié.

Les Russes, de leur côté, s'étaient emparés de Wilna et de la meilleure partie de la Lithuanie ; enfin, les Tartares et les Cosaques ravageaient les provinces polonaises voisines de l'Ukraine. La ruine de la Pologne semblait inévitable ; mais

les puissances du Nord craignirent de voir dans le roi de Suède un second Gustave-Adolphe : elles tremblèrent pour leur liberté. Le Danemark osa se déclarer contre la Suède, la Russie se joignit à lui, la Hollande envoya une flotte au secours de Dantzig, et l'Autriche, qui avait vu avec plaisir l'abaissement de la république, mais qui ne voulait pas alors sa destruction, parce qu'elle n'aurait pas eu de part dans les dépouilles, fournit à Casimir quelques troupes. D'autre part, le sultan avait vu avec peine le prince de Transylvanie s'engager dans une guerre qui, en cas de succès, aurait assez augmenté sa puissance pour le rendre redoutable aux Ottomans; il envoya donc l'ordre aux Valaques et aux Moldaves, qui servaient sous Ragostski, d'abandonner sur-le-champ ses drapeaux.

Ragostski, après cette séparation, ne se sentant plus en état de continuer la guerre, se préparait à passer la Vistule pour reprendre le chemin de la Transylvanie. Les Polonais l'attaquèrent et le défirent si complétement qu'il fut obligé de demander la paix. Casimir la lui accorda; mais il n'en fut pas plus avancé. Le sultan, irrité contre lui, envoya l'ordre aux Transylvaniens de procéder sans délai à l'élection d'un autre woiwode. Ragostski essaya de résister, et eut avec les Turcs plusieurs engagements. Dans le dernier il reçut une blessure dont il mourut au bout de quelques jours.

Le roi de Danemark, puissamment soutenu par les Hollandais, eut d'abord à lutter contre la fortune de Charles-Gustave; mais celui-ci, battu à son tour sur terre et sur mer, fut contraint de demander la paix. Il ne survécut pas longtemps à cette humiliation. La paix fut signée à Oliva (1) le 30 mai 1660. Par ce traité, Jean-Casimir déclara renoncer à tous ses droits sur le royaume de Suède et même aux biens patrimoniaux de ses ancêtres; la Livonie demeura acquise à la Suède, à l'exception de quelques places; l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, reconnaissait tenir son duché de Prusse comme fief de la couronne de Pologne, mais le duché était déclaré indépendant et héréditaire; le roi de Pologne promit de tolérer les protestants dans ses États.

Tranquilles du côté de la Suède, les Polonais songèrent à se venger du czar; et tandis qu'une armée, commandée par Czarneski et Sapieha, taillait en pièces une armée russe, Casimir assiégeait en personne et prenait la ville de Wilna; en peu de jours les Russes furent chassés de toute la Pologne; et le royaume aurait pu jouir d'une paix profonde sans l'esprit inquiet et turbulent des nobles. Casimir, excité par sa femme, qui craignait, dans le cas où elle lui survivrait, de

(1) Monastère des Bénédictins, à deux milles de Dantzig.

voir passer la couronne sur la tête d'un étranger, ce qui la laisserait sans autorité, sans crédit et sans importance, voulut se faire nommer de son vivant un successeur dans la personne du jeune duc d'Enghien, fils du grand Condé. Cette proposition de la part du roi excita un mécontentement général, et augmenta la haine qu'on avait déjà contre la reine, à cause de l'ascendant qu'elle exerçait sur l'esprit du roi. Lorsque Casimir monta sur le trône, cette femme, veuve de Ladislas, adroite autant qu'ambitieuse, s'empara si bien de l'esprit et du cœur du nouveau souverain, qu'il voulut l'épouser, et qu'en effet il l'épousa après avoir obtenu de Rome les dispenses nécessaires. Ce mariage avait beaucoup déplu aux sénateurs, qui, espérant en détourner Casimir, lui avaient cité l'exemple de Henri VIII et de Sigismond, son propre père, le premier épousant la veuve de son frère, l'autre la sœur de sa femme, et les malheurs que ces unions incestueuses avaient attirés sur l'Angleterre et sur la Pologne. Casimir n'écouta point les sages remontrances des sénateurs, et laissa prendre à sa femme un empire absolu sur son esprit, ce qui plus d'une fois l'entraîna à de fausses démarches.

Aussi, quand il parla de la désignation d'un successeur, plusieurs sénateurs s'élevèrent fortement contre une proposition qui tendait à priver la nation du droit d'élire son souverain. Ce fut surtout

le grand maréchal de Pologne, Lubomirski, qui s'exprima avec véhémence. Le roi ne fit aucune tentative à ce sujet; mais, de concert avec la reine, il tâcha de gagner séparément les sénateurs, et il parvint à obtenir le consentement d'un grand nombre d'entre eux. Lubomirski resta inflexible. On résolut alors de s'en défaire, et on y parvint en l'accusant d'avoir voulu, comme Cromwell, anéantir la royauté et se faire nommer *protecteur*; cette accusation n'était peut-être pas sans fondement; il prit la fuite, et leva l'étendard de la révolte. Il fut jugé et condamné à mort par contumace, et Sobieski, petit-fils de ce brave Zolkiewski, lequel avait péri à la tête de sa petite armée sous le règne de Sigismond III, obtint la charge de grand maréchal. Casimir l'envoya contre le rebelle avec ordre de l'attaquer. Sobieski, contraint d'obéir, ne put que sauver les troupes qui lui avaient été confiées. Lubomirski, à la tête d'un parti formidable, et voulant paraître grand dans sa révolte même, offrit de poser les armes; et, sans rien demander pour lui-même, il se contenta d'exiger que le roi renonçât formellement au dessein de faire nommer son successeur. Le traité fut conclu sur cette base; après quoi le rebelle se retira à Breslaw, où il mourut six ou sept mois après.

Les Turcs, les Tartares et les Cosaques, réunis au nombre de cent vingt-mille, pénétrèrent

alors en Pologne, et l'on commença de nouveau à trembler pour le salut de la république. Le soin de la défense fut remis aux mains de Sobieski; lui seul ne désespérait pas de la victoire. Avec beaucoup de peine, et en y sacrifiant ses propres ressources, il leva une armée d'environ vingt mille hommes, et, à la tête de cette faible troupe, il marcha fièrement à l'ennemi, qui occupait tout le palatinat de Russie.

A peine arrivé, il détacha quelques troupes de sa petite armée pour occuper Léopol, Tarnopol et Brezescie, et avec son corps de bataille, réduit à douze mille hommes, il alla se placer en face du camp ennemi. De là il écrivit à sa femme, qui était alors à la cour de France: « J'entrerai tel jour, avec douze mille hommes, dans un camp retranché devant Podahyec; le lendemain et les jours suivants, je ferai des sorties sur les ennemis; j'ai dressé des embuscades sur tous les passages; ensuite j'attaquerai cette grande armée et je la ruinerai. » Cette lettre fut communiquée au grand Condé, qui ne jugea pas le succès possible.

Les officiers de l'armée polonaise ne le croyaient pas davantage. Quelques-uns eurent même l'imprudence de blâmer les dispositions du grand maréchal en présence des soldats, ce qui produisit dans l'armée un mouvement de crainte et d'incertitude. Sobieski parut aussitôt au milieu

des rangs : « Soldats, s'écria-t-il, n'écoutez point les lâches qui vous parlent ; l'événement montrera si mon plan a été bien conçu. Au reste, je ne retiens personne ; que ceux qui craignent de mourir pour la patrie se retirent. Pour moi, je reste avec les braves, dignes enfants de la Pologne. Prions maintenant le Dieu des armées de combattre avec nous, ajouta-t-il en élevant les mains vers le ciel ; jurons de mourir s'il le faut pour la Pologne et pour la religion. » Aussitôt mille voix firent entendre ce cri : *Nous le jurons !*

Pendant seize jours consécutifs, les Barbares tentèrent de forcer les retranchements polonais, et dans ces fréquents et inutiles assauts ils perdirent l'élite de leurs guerriers. Le dix-septième jour, Sobieski sortit de son camp et fondit sur les Tartares avec toutes ses forces. Après une lutte acharnée, ceux-ci succombèrent. Ceux qui échappèrent au massacre s'enfuirent dans toutes les directions, et ne parvinrent à se rallier qu'avec beaucoup de peine. Ils demandèrent la paix ; les vainqueurs en dictèrent les conditions le 19 octobre 1667.

Casimir n'avait pas quitté Varsovie. Depuis la mort de la reine, il était en proie à une sombre mélancolie qui lui faisait chercher la solitude ; et dans la solitude ses soucis augmentaient. Il se représentait sous de vives couleurs tous les désagréments qu'il avait éprouvés de la part des

nobles; il se rappelait, avec d'impuissants regrets, ce qu'un nonce avait eu l'audace de lui dire : *Que les malheurs de l'État ne finiraient qu'avec son règne;* il s'indignait de la dépendance où le sénat et les nobles tenaient la royauté; il n'avait point d'enfants; il avançait en âge, avait besoin de repos : il prit la résolution d'abdiquer.

La diète ayant été convoquée au mois de mai 1668, il lui fit remettre, par le grand chancelier, un écrit annonçant la résolution irrévocable qu'il avait prise. Dans cet écrit il laissait voir que cette résolution était principalement fondée sur les murmures des nobles contre son administration, et sur les interprétations fâcheuses qu'on avait plus d'une fois données à ses intentions. Aussi, disait-il, le roi va délivrer la république de ses craintes, en lui remettant le sceptre qu'il tient d'elle.

Quand cette déclaration fut connue, les Polonais sentirent revivre en eux leur ancienne affection pour les Jagellons. Plusieurs sénateurs, dit-on, versèrent des larmes. On offrit au roi le repos, et on ne lui demandait que de conserver la couronne, on lui prodigua les assurances du plus entier dévouement. Mais le roi avait pris son parti; il remercia la diète de l'intérêt qu'elle lui témoignait, et fixa au 30 du mois d'août la cérémonie de l'abdication. Ce jour venu, à la suite d'un discours prononcé par le roi, on combattit encore sa résolution; mais comme il y persista,

on procéda aux actes qui devaient constater la volonté de Jean-Casimir. Comme c'était une chose nouvelle en Pologne qu'une abdication, on discuta longtemps sur la forme, et l'on finit par s'arrêter à une déclaration du roi donnée à la diète, et à une acceptation de cette déclaration. Tout cela n'eut lieu que le 17 septembre, après quoi on conduisit le roi dans un des faubourgs de Varsovie, et on lui rendit pour la dernière fois les honneurs dus au rang qu'il venait de quitter.

Jean-Casimir resta quelques mois encore en Pologne ; il se retira ensuite en France. Louis XIV lui donna les abbayes de Saint-Martin de Nevers et de Saint-Germain-des-Prés de Paris. Il mourut en 1672, dans cette dernière abbaye ; son cœur y fut déposé, et son corps transporté à Cracovie. Ce prince fut doux, affable, éclairé ; mais il manqua d'application aux affaires. Dans beaucoup d'occasions il déploya le plus grand courage, mais il eut plutôt la bravoure d'un soldat que les talents d'un capitaine.

Son règne fut pour la Pologne une époque de décadence. Le duché de Prusse devint indépendant ; l'électeur de Brandebourg forma un plan d'envahissement que ses successeurs ont su étendre et perfectionner ; les Russes ajoutèrent à leurs provinces l'Estonie, la plus grande partie de la Livonie, les duchés de Czernicow et de Smolensk.

Aussitôt après l'abdication, plusieurs préten-

dants à la couronne se présentèrent : Fédon, fils du czar Alexis; Ragostski, prince de Transylvanie; le duc d'Enghien ou, en cas de non-succès, le prince de Condé, son père; Charles de Lorraine, fils du duc François; et enfin le duc de Newbourg, palatin du Rhin. La diète écarta tout d'abord les quatre premiers : le czar, à cause de sa religion, malgré la promesse qu'il faisait de l'abjurer, et sur laquelle on ne comptait pas; le prince Ragostski, parce que le souvenir des maux que son père avait faits à la république vivait encore dans tous les esprits; le duc d'Enghien, parce qu'il était trop jeune; le prince de Condé, après de longues délibérations, parce qu'il voudrait plier les Polonais à la discipline française, et que sa religion n'était pas irréprochable (il avait été protestant dans sa jeunesse, et après son abjuration il ne passa jamais pour dévot).

Il ne restait donc que le prince Charles et le duc de Newbourg; mais celui-ci était sexagénaire. « Il ne sera pas plutôt sur le trône, disait-on, qu'il faudra s'occuper de lui trouver un successeur. A son âge, d'ailleurs, aura-t-il le temps d'apprendre la langue des Polonais, la volonté de s'accoutumer à leurs mœurs, la force de supporter les charges de la royauté? » Toutes les chances semblaient se réunir en faveur du prince Charles.

Un des membres de la diète, le palatin de Ka-

lisch, profita d'un moment de calme pour se faire entendre. « Qu'avait-on besoin, dit-il, de recourir à des étrangers pour donner un roi à la Pologne? Nos ancêtres furent plus sages. La nation se trouvait, comme elle l'est aujourd'hui, divisée entre plusieurs prétendants étrangers : elle choisit un Polonais, un homme sans biens, sans naissance, Piast, enfin; et Piast sut gouverner avec tant de sagesse, qu'encore aujourd'hui tout Polonais tient à honneur de porter le nom de Piast. Laissons le duc de Newbourg gouverner sa nombreuse famille et son petit État; laissons le prince de Lorraine rentrer, s'il le peut, dans le sien. Faisons comme nos ancêtres; élisons un Piast! »

A peine le palatin eut-il cessé de parler, que l'évêque de Culm, vice-chancelier de Pologne, se leva, et, d'un ton d'inspiré, s'écria : *Vive le roi Michel!* Ce cri fut répété par toute l'assemblée. Ce roi Michel, qu'on courut aussitôt chercher, était Michel Koribut Wieçnowieçki, fils de Jérémie Koribut, palatin de Russie, descendant en ligne droite de Koribut, oncle de Jagellon. Ainsi se termina cette élection, qui, sans la fermeté de Sobieski et la sagesse du palatin de Kalisch, allait livrer la Pologne à tous les fléaux de la guerre civile.

—

CHAPITRE IV.

Michel Koribut; Jean Sobieski; Frédéric-Auguste.

Il n'était pas possible de faire un choix moins plausible, non que Koribut manquât de probité, mais parce qu'il n'avait rien de ce qui peut rendre un homme capable d'administrer un État. Lorsque Casimir apprit son avénement, il ne put retenir cette exclamation : « Quoi! ils ont couronné ce pauvre homme! » Michel était en effet un pauvre homme sous tous les rapports. Quand on l'eut proclamé à la diète et qu'on l'alla chercher dans un couvent de Varsovie où il s'était retiré, il se mit à pleurer et à protester qu'il n'était pas capable de tenir le sceptre : on ne l'écouta pas, et on l'amena tout tremblant au milieu de la diète.

Les Cosaques, en apprenant cette nomination, furent assez inquiets, parce qu'ils craignirent que le nouveau souverain ne réclamât les domaines qui avaient appartenu, dans l'Ukraine, à son père et à sa famille, et qu'aux réclamations qu'il pourrait faire ne se joignissent celles de tous les seigneurs polonais qui avaient eu des

propriétés dans leur pays. Ils demandèrent que tous les titres relatifs à la possession de ces domaines leur fussent remis, et sur le refus du gouvernement ils prirent les armes. Sobieski fut chargé de la conduite de cette guerre; et comme il n'avait sous ses ordres que très-peu de troupes, il eut recours à la politique plus encore qu'à la force : il sema très-adroitement la division entre les chefs, et en profita pour se rendre maître de plusieurs places importantes.

Cependant Sobieski, n'était pas d'avis que l'on continuât cette guerre, parce qu'il savait de bonne part que si l'on poussait à bout les Cosaques, ils étaient décidés à livrer leur pays aux Turcs. Mais le roi Michel venait d'épouser l'archiduchesse Éléonore, sœur de l'empereur Léopold; et comme ce dernier voyait avec inquiétude les Turcs faire des armements considérables, il imagina de détourner l'orage de ses États en l'attirant sur la Pologne; en conséquence il se servit de l'ascendant de sa sœur sur le faible Michel, pour l'engager à redoubler d'efforts contre les Cosaques. Toute proposition de paix fut donc rejetée par le roi; et, pour empêcher la diète de donner un avis contraire, le roi ou les ministres achetèrent un nonce, qui, sur la première question proposée, protesta sans donner de motif et disparut, ce qui suffisait pour rompre la diète.

Ce que Sobieski avait prévu arriva : les Cosa-

ques se placèrent, en qualité de vassaux, sous la protection du Grand-Seigneur. Le grand vizir Coprogli, qui gouvernait l'empire, sentant l'avantage qui résulterait de la proposition faite par les Cosaques, se préparait à conduire une armée dans l'Ukraine; mais le divan déclara que la guerre ainsi entreprise ne serait point juste, et qu'il fallait préalablement sommer le roi de Pologne de satisfaire aux demandes des Cosaques; que son refus seul pourrait autoriser la guerre. Le grand vizir se rendit à ces observations, et adressa une dépêche à la diète, qui ne répondit pas. Cependant les nonces les plus sages proposaient de satisfaire les Cosaques, et d'ôter ainsi tout prétexte aux Turcs d'attaquer la république. Sobieski appuya fortement cet avis; mais le roi Michel persista dans le refus de rien concéder aux Cosaques; il ne prit même aucune mesure pour défendre ses frontières menacées d'une invasion prochaine.

La conduite de Michel inspirait aux Polonais une indignation telle, qu'à la diète suivante plusieurs nonces, et principalement le primat, lui adressèrent de sanglants reproches, malheureusement mérités. Excités par le discours véhément du primat, plusieurs seigneurs formèrent une ligue pour détrôner ce prince indigne de la couronne; mais le primat et quelques autres, jugeant qu'il fallait ménager l'empereur, furent d'avis de lui faire part de la situation des affaires, des torts

de son beau-frère et de la ligue des seigneurs. Léopold, jugeant que Michel ne méritait pas qu'on prît les armes pour le maintenir sur un trône qu'il remplissait si mal, notifia à la diète qu'il adhérerait volontiers à la ligue, pourvu qu'en ôtant la couronne à Michel on déclarât nul son mariage, pour les causes qu'il indiquait, et à condition que le nouveau souverain épouserait la reine Éléonore. En même temps il proposait d'élire le prince de Lorraine.

Sobieski s'éleva fortement contre l'idée d'accepter un roi et une reine de la main de l'empereur. « S'il est juste d'ailleurs, dit-il, d'ôter le sceptre des mains qui ne savent pas le tenir, il ne le serait pas de ravir à Michel son épouse, et la république ne saurait sans honte se prêter à ce vil complot. Si la Pologne, ajouta-t-il, n'a pas de chef à se donner, la France en offre un qui est aussi guerrier que le prince Charles, et dont l'acceptation n'entraîne aucun inconvénient : c'est le jeune duc de Longueville, descendant de ce fameux Dunois qui sauva la France et Charles VII. » L'avis de Sobieski fut adopté; et l'on commençait à négocier avec Louis XIV, lorsqu'on apprit que le duc avait été tué au passage du Rhin.

Cet événement rendit l'espoir à Michel, qui se crut assez fort pour prendre des mesures de rigueur; et tandis que les Turcs et les Cosaques se réunissaient sur la frontière du royaume, il

mettait à prix les têtes de ceux qui seuls pouvaient le défendre, entre autres, le primat et le grand maréchal. Ensuite il convoqua la pospolite, et cent mille nobles vinrent le joindre au camp de Golembe, sur le bord de la Vistule. L'armée de Sobieski, dans laquelle se trouvaient la plus grande partie des sénateurs, s'établit à Lowitz, dans le palatinat de Rava. Tous les chefs, tous les officiers, à la nouvelle que Michel avait proscrit Sobieski, et avec lui les plus notables Polonais, jurèrent à leur général de le défendre jusqu'à la mort. « J'accepte vos serments, leur répondit Sobieski; mais, avant tout, défendons la patrie. »

Cependant le sultan Mahomet IV s'avançait par la Podolie à la tête de cent cinquante mille hommes. A son approche, Michel se retira à Lublin, abandonnant la pospolite au camp de Golembe. Les nobles qui la composaient, ne voyant plus le roi à leur tête, se dispersèrent sans perte de temps. Sobieski, ne craignant plus alors la guerre civile, conduisit ses troupes à l'ennemi. Il n'avait sous ses ordres que trente-cinq mille hommes : les Turcs étaient quatre fois plus nombreux. Après dix engagements meurtriers, où les Polonais eurent constamment l'avantage, le sultan, qui avait perdu la moitié de son armée et qui voulait sauver l'autre, était sur le point de demander la paix au grand maréchal, lorsqu'il en fut empêché par un messsage auquel il était loin de s'attendre. Le roi

Michel craignait Sobieski plus encore que les musulmans. Pour échapper au double danger qui le menaçait, il envoya au camp de Mahomet proposer la paix à des conditions que le sultan lui-même n'aurait pas dictées après vingt victoires. Il offrait aux Turcs la Podolie et l'Ukraine, et s'engageait à payer à la Porte un tribut annuel de cent mille ducats d'or, promettant, de plus, de fournir au sultan un corps auxiliaire de troupes toutes les fois qu'il en serait requis, fût-ce même contre un prince chrétien.

Le sultan n'eut garde de refuser. Le traité fut signé à Boudchaz. Sobieski ne tarda pas à laver dans le sang ennemi la honte de la Pologne. Il se rendit à la diète que Michel avait convoquée, fit partager à tous sa noble et courageuse indignation : le traité fut déclaré illégal et annulé. De tous côtés on appela les Polonais aux armes. Soixante mille hommes se réunirent, et, le grand maréchal à leur tête, prirent la route de Choczim, où se trouvait l'armée turque, pendant que des envoyés du sultan se rendaient à Varsovie pour réclamer le tribut.

La bataille se livra sur les bords du Dniester : dix mille Ottomans restèrent sur le champ de bataille; vingt mille, rejetés dans le fleuve y périrent. La ville de Choczim ouvrit ses portes, et les magasins de munitions de guerre et de bouche que les Turcs y avaient établis devinrent la proie des vain-

queurs, comme Sobieski le leur avait promis. Au moment d'entrer en camprgne, quelques officiers ayant fait observer qu'on allait s'enfoncer dans un pays dévasté et qu'on y manquerait de vivres : « Rassurez-vous, leur avait dit froidement Sobieski, les Turcs en font provision pour vous à Choczim : c'est là que je vous mène. »

Michel mourut pendant que les Polonais se battaient à Choczim : ce fut pour la nation un jour d'allégresse. L'envoyé turc s'en retourna sans l'avoir vu, et, comme on peut le penser, sans emporter le tribut.

A peine la mort de ce prince fut-elle connue, que les prétendants se présentèrent en foule. La diète ne voulut point du fils du czar, parce qu'elle se méfiait de la sincérité de ses promesses; du fils de l'électeur de Brandebourg, parce qu'il promettait d'abjurer s'il était nommé, de sorte que la religion n'était pour lui qu'une affaire d'intérêt; du prince de Transylvanie, parce qu'il faisait des offres qu'il n'était pas en état de tenir; du prince de Danemark, parce qu'il aurait fallut se brouiller avec la Suède; du prince Thomas de Savoie, parce que, malgré ses offres avantageuses, il n'avait pas réuni dix voix en sa faveur. Les deux prétendants qui avaient le plus de chances apparentes étaient le fils du duc de Newbourg et le prince Charles de Lorraine.

Beaucoup de Polonais penchaient pour le jeune

duc; mais la reine Éléonore, l'archevêque primat, et plusieurs grands officiers du royaume, tenaient pour le prince lorrain. La reine, qui, dit-on, aimait ce dernier, engagea les diamants de la couronne pour lui acheter des suffrages. Sobieski et ses amis proposèrent le prince de Condé. On prétend que si Sobieski ne se proposa pas lui-même, ce fut parce que la faction autrichienne avait fait circuler le bruit que la femme de Sobieski, fille d'un simple gentilhomme français, n'était pas faite pour occuper le trône, et que la nation polonaise savait, par expérience, ce qu'il lui en avait coûté pour y avoir fait monter un *Piast.*

La mort du primat empêcha l'élection de Charles de Lorraine, parce qu'il était l'appui principal du parti. Le palatin de Russie, Stanislas Jablonowski, entreprit alors d'amener les suffrages sur la tête de Sobieski. « Demander un roi aux étrangers, dit-il à la diète, c'est convenir qu'il n'y a pas en Pologne un homme capable ou digne de l'être : Sobieski a soutenu la couronne sur la tête chancelante d'un autre, il saura la porter. » La grande majorité de l'assemblée cria aussitôt : *Vive le roi Sobieski !* Les Lithuaniens seuls, entraînés par Paç, leur grand chancelier, voulurent protester ; mais on les ramena le lendemain, 19 mai 1674 ; et, quoique d'assez mauvaise grâce, ils souscrivirent à l'élection. Toutefois, décidés à troubler dans

sa possession celui qu'ils n'avaient pu empêcher d'être élu, ils parvinrent à faire insérer dans les *pacta conventa* qu'il devait jurer d'observer à son couronnement des clauses qui restreignaient encore la puissance royale. Sobieski ne put contenir son indignation. Il déclara qu'il renoncerait à la couronne plutôt que d'accepter les chaînes que tous les rois ses prédécesseurs avaient refusées. Tous ceux qui l'avaient élu approuvèrent ses répugnances. Le parti autrichien dut céder encore; mais il fit entendre des murmures; ils alléguèrent des promesses que Sobieski avait faites du vivant du roi Michel, et qu'il n'avait pas remplies. Pour engager les Polonais à repousser l'invasion des Turcs, il s'était engagé à solder l'armée pendant six mois, et il n'avait pu suffire à la demande. Au reste, il avait dit franchement, avant son élection, qu'il avait trop présumé de ses ressources, qu'il les avait épuisées, et qu'il ne pouvait faire plus qu'il n'avait fait; que si pour être élu il fallait tenir cette condition, il ne pouvait prétendre à la couronne. L'assemblée n'eut pas égard à l'exigence des Lithuaniens; seulement Sobieski promit de prendre sur la *meure royale* (1) la pension assignée à la veuve de Michel, de racheter de ses deniers les pierreries de la couronne, de fonder une école militaire et de bâtir deux forteresses.

(1) Ce que nous appelons liste civile, revenu de la couronne.

Toutes les oppositions étant ainsi définitivement levées, le nouveau roi reçut son diplôme d'élection dans la basilique de Saint-Jean de Varsovie, et jura les *pacta conventa.*

Comme les Turcs, prétendant venger l'infaction du traité de Boudchaz, faisaient des armements considérables, et que les Cosaques et les Tartares s'unissaient à eux avec cent mille hommes, le roi, ne voulant pas les attendre, se porta dans l'Ukraine avec toutes ses forces, et s'empara de plusieurs villes de cette province. Là il fut abandonné par le grand maréchal de Lithuanie, frère du grand chancelier Paç, lequel se retira dans cette province avec son contingent. Les ennemis du roi ne se contentèrent pas d'avoir causé cette défection, qui l'obligeait à suspendre ses opérations militaires; ils cherchèrent encore à semer dans l'intérieur le mécontentement et la désaffection, en accusant l'ambition de Sobieski de la rupture de la Pologne avec la Porte, alléguant qu'on devait observer le traité de Boudchaz; qu'il valait beaucoup mieux payer un tribut que de s'abîmer dans une ruine totale; que la Pologne n'était pas en état de lutter contre l'Asie, etc., et mille autres raisons de ce genre. Le roi méprisa ces vaines clameurs; et dès qu'il eut reçu la nouvelle que le général turc se mettait en marche, il se porta sur Léopol, afin de défendre contre l'invasion le palatinat de Russie.

Le vizir Kara-Mustapha, homme dur et cruel, mais sans talents militaires, au lieu de marcher sur le palatinat où le roi l'attendait, se dirigea vers l'Ukraine, où il perdit le temps à faire le siége des places défendues par les Polonais. Pour inspirer la terreur aux garnisons, il fit périr, par d'horribles supplices, tous les soldats de celle de Micoulini, qu'il avait emportée d'assaut. Quelques commandants effrayés se rendirent sur la première sommation; quelques autres jurèrent de périr les armes à la main plutôt que d'ouvrir leurs portes : de ce nombre fut le commandant de Trembowla, ville de la Polodie, Samuel Chrasonowski, qui avait depuis peu abjuré le judaïsme.

Kara-Mustapha fit écrire, par un prisonnier polonais, à ce commandant, pour l'engager à se soumettre, en lui peignent l'impossibilité où il était de se défendre. Chrasonowski lui répondit : « Je ne suis pas surpris que, prisonnier, tu aies l'âme d'un esclave; mais je suis surpris que tu me parles de la clémence du vizir après le sort de la garnison de Micoulini. Adieu; tout ce que je te souhaite, c'est que tu vives longtemps dans l'infamie des fers que tu mérites. » En même temps il écrivit au vizir : « Si tu crois trouver ici de l'or, tu te trompes; il n'y a que du fer et des soldats; mais tu n'entreras dans la ville qu'en marchant sur le cadavre du dernier d'entre nous. » La femme

de ce commandant n'était pas moins courageuse que lui : elle combattait sur la brèche, exécutait des sorties, et plus d'un musulman périt de sa main. Instruite que la noblesse de la ville était assemblée secrètement et parlait de se rendre, elle courut l'apprendre à son mari, qui se rendit aussitôt au lieu de l'assemblée; et s'avançant d'un air calme au milieu de la salle : « Il n'est pas certain, dit-il aux assistants, que l'ennemi nous prenne, mais il est certain que je vais vous brûler dans cette salle même, si vous n'abandonnez votre lâche dessein. » En même temps il montra des soldats postés devant la porte, tenant à la main des mèches allumées. Cependant après quatre assauts consécutifs, Chrasonowski parut lui-même douter de la possibilité d'en repousser un cinquième. Alors sa femme se présenta sur la brèche, à côté de lui, tenant dans ses mains deux poignards. « Voilà, lui dit-elle, celui que je te destine si tu veux te rendre, l'autre sera pour moi. »

Cependant le roi, ayant réuni trente-trois mille hommes et complétement défait le kan des Tartares, que le vizir envoyait à sa rencontre, arriva sous les murs de Trembowla, et se tournant, au moment de charger, vers ceux qui l'entouraient: « Je ne vous demande, s'écria-t-il, que de faire comme moi. » A ces mots, il fondit sur l'ennemi, sema dans ses rangs l'épouvante et la mort, et

bientôt le mit dans une déroute complète. Le vizir laissa huit mille morts sur le champ de bataille et ne put recueillir les débris de son armée que sous le canon de Kaminieck.

Après cette grande victoire qui pour la seconde fois sauvait la Pologne, Sobieski se rendit à Cracovie, où devait avoir lieu la cérémonie du couronnement. Ce fut le 2 décembre 1675 qu'il y fut procédé, aux vives acclamations d'un peuple immense, accouru de toutes parts. A cette occasion on frappa des médailles où l'on voyait une épée nue, passée dans plusieurs couronnes de laurier, et à la pointe une couronne royale avec cette légende: *Per has ad istam.* « C'est par celles-là (les couronnes de laurier) qu'il est arrivé à celle-ci. »

La diète qui se tint après le couronnement décréta une levée de cent mille hommes; mais il ne fut pas possible d'en réunir plus de trente-huit ou trente-neuf mille. Il était néanmoins urgent de se mettre promptement en défense; car on avait appris que Mahomet IV réunissait, pour agir contre la Pologne, une armée de cent vingt mille Turcs et de quatre-vingt mille Tartares, sans compter les Cosaques qui se joindraient à ces troupes, dont il avait donné le commandement à Ibrahim, surnommé *Shaïtan* (démon), à cause de son audace et de sa valeur.

Sobieski se porta en avant pour aller prendre position à Zurawno, au confluent de la rivière de

Scevitz et du Dniester. Les Turcs ne tardèrent pas à se montrer et à investir le camp polonais; et comme le courage n'excluait pas chez le roi la prudence, il envoya deux officiers de son armée au kan des Tartares pour tâcher d'entrer en négociation; cette première tentative n'eut point de succès, et durant plusieurs jours on se battit avec beaucoup d'acharnement, sans que les Turcs, malgré l'immense supériorité du nombre, obtinssent le moindre avantage. Alors Ibrahim, apprenant que le roi venait de convoquer la pospolite et craignant aussi d'être abandonné par les Tartares, qui ne voyaient aucun butin à faire à Zurawno, essaya de renouer les négociations, et députa vers les Polonais deux pachas escortés de vingt-quatre janissaires.

Ces députés demandaient l'exécution du traité de Boudchaz, faisant au surplus de belles offres de protection et d'amitié. Sobieski répondit que tant qu'il porterait une épée, les Polonais ne seraient tributaires ni du sultan, ni d'aucun souverain; que si l'on prétendait faire revivre le traité de Boudchaz, il était inutile d'avoir de plus longues conférences. Les députés s'en retournèrent, mais ils trouvèrent à leur retour la révolte près d'éclater. C'étaient les janissaires qui se plaignaient de ce que le sultan demeurait plongé dans les plaisirs, et de ce qu'au lieu du vizir ils n'avaient à leur tête

qu'un simple sérasquier (1) ; et ils menaçaient de se débander. D'autre part, Ibrahim avait su qu'une armée russe marchait au secours de la Pologne, aux termes d'un traité secret entre Sobieski et le czar. Il s'apercevait aussi que les Tartares, à moitié gagnés par l'or de la Pologne, étaient peu disposés à poursuivre les hostilités : il se hâta de renvoyer au roi les mêmes députés.

Après bien des difficultés de part et d'autre, un traité fut conclu suivant lequel les deux tiers de l'Ukraine seraient rendus à la Pologne, et l'autre tiers abandonné aux Cosaques, qui continueraient de vivre sous la protection de l'empire ottoman ; que la Podolie serait divisée par moitié entre les Turcs et les Polonais, et que l'importante place de Kaminieck et celle de Jarlowiecz seraient dans le lot des premiers. Aussitôt après la conclusion, le roi envoya un ambassadeur à Constantinople pour l'échange des ratifications. En donnant la sienne, le sultan ajouta, sur la demande de l'ambassadeur, qu'il était ordonné aux armées tartares, aux Cosaques et aux Transylvaniens, de s'abstenir à l'avenir de toute incursion, hostilité ou pillage sur les terres de la Pologne.

Après le retour du roi, la diète s'étant immédiatement réunie, le roi reçut les applaudissements unanimes du sénat et de tous les ordres de la na-

(1) Général d'armée.

tion. Cependant l'envie et la haine vivaient toujours chez les deux frères Paç; ils se vengeaient de l'élévation de Sobieski en lui suscitant mille entraves, en censurant toutes ses opérations. Le roi leur opposa sa fermeté, sa prudence, et de cette façon déconcerta constamment leurs menées.

La paix durait depuis cinq à six ans; mais dès le commencement de 1682 on voyait un orage se former à Constantinople. L'empereur Léopold croyait qu'il allait fondre sur Varsovie; le roi de Pologne pensait au contraire qu'il éclaterait sur Vienne. A tout événement, Léopold et Jean se lièrent réciproquement par un traité d'alliance offensive et défensive. Sobieski, étonné de l'opposition qu'il éprouvait dans son propre royaume pour l'exécution d'un projet si important (il s'agissait d'arrêter la marche envahissante des Turcs, qui depuis longtemps menaçaient l'Occident), fit prendre en secret des informations pour tâcher de découvrir la source du mal. On surprit des lettres de l'ambassadeur de France à Varsovie (1), et l'on apprit par elles qu'il existait un complot, dans lequel était entré le grand chancelier, tendant à rompre la ligue qui venait d'être formée entre l'empire et la Pologne. Le cabinet de Versailles, qu'on soupçonnait d'avoir engagé le sultan à faire la guerre à l'Autriche pour que

(1) C'était M. de Forbin, évêque de Marseille.

la France pût l'attaquer avec plus d'avantages, avait acheté plusieurs personnages influents; il avait même tenté de séduire le roi, en lui offrant non-seulement de l'or, mais encore la nomination, comme son successeur du prince Jacques, son fils aîné.

La découverte de cet odieux complot, qui, s'il eût réussi, aurait peut-être livré toute l'Allemagne à la domination ottomane, et réuni dans la même main l'empire d'Occident à l'empire d'Orient, rendit à Sobieski toute son influence. Il en profita pour lever des troupes, car il n'y avait pas de temps à perdre. Deux cent mille Turcs, conduits par Kara-Mustapha, avaient pénétré en Autriche, et, triomphant des obstacles, avaient mis le siége devant Vienne, Léopold s'était lâchement enfui de sa capitale, et les habitants, n'attendant rien que d'eux-mêmes, firent des efforts prodigieux pour leur défense; mais, malgré leur courage, le dévouement de la garnison et les talents du comte de Sturemberg, gouverneur de la ville, comme rien n'avait été disposé pour soutenir un siége, on allait être forcé de capituler, quand Sobieski parut avec son armée, à laquelle s'étaient joints les électeurs de Saxe et de Bavière, qui avaient à se plaindre de Léopold, mais qui, en cette occasion, avaient sacrifié leur ressentiment à l'intérêt général de l'Allemagne.

Ce fut le 22 septembre 1683 que se livra la fa-

meuse bataille qui devait décider du sort de l'Empire. La cavalerie polonaise, par un mouvement très-hardi, décida la victoire ; elle se fit jour à travers les nombreux escadrons des musulmans, et arriva jusqu'au lieu d'où le vizir donnait ses ordres. Le kan des Tartares fit remarquer Sobieski à Kara-Mustapha. A cet aspect inattendu, la terreur descendit dans l'âme du vizir, et, ne pouvant ni s'en rendre maître, ni cacher ce qu'il éprouvait aux yeux de ses soldats, il se jeta sur un cheval rapide et s'enfuit au galop, entraînant avec lui l'armée. Vienne fut délivrée ; un butin immense devint le prix de la victoire. Sobieski écrivit à la reine que le grand vizir, en partant, l'avait fait son héritier.

Les habitants reçurent leur libérateur avec de vifs transports de reconnaissance. Sobieski fut d'abord conduit, sur sa demande, à la cathédrale pour rendre grâces à Dieu, et d'une voix forte et sonore il entonna le *Te Deum.* Aussitôt après, un prédicateur monta en chaire et prit pour texte de son discours ces mots de l'Évangile : *Fuit homo missus a Deo, cui nomen erat Joannes.* L'empereur ne tarda pas à rentrer dans Vienne ; mais à la satisfaction qu'il ressentait se joignait un profond sentiment d'amertume : il était humilié de voir triompher dans sa capitale un prince étranger, qui était audacieusement venu combattre les musulmans, tandis que lui, le plus intéressé à dé-

fendre Vienne, s'était prudemment éloigné pour ne pas s'exposer au danger.

Puis il y avait un point essentiel à régler : il s'agissait de l'étiquette allemande. Comment un empereur devait-il recevoir un roi électif? *A bras ouverts, s'il a sauvé l'Empire*, s'écriait le duc de Lorraine. Léopold n'était pas assez magnanime pour suivre ce conseil; aussi, après avoir discuté la question pendant plusieurs jours, il fut convenu que l'entrevue aurait lieu dans la campagne et à cheval. Les deux princes s'étant rencontrés au lieu désigné, Léopold prit la parole; il rappela d'abord en termes fort vagues tout ce que la chrétienté devait à la Pologne, qui, depuis si longtemps, la défendait contre les Tartares et les infidèles. C'était pour en venir à la défense de Vienne; et comme il daignait assurer le roi de Pologne de *sa reconnaissance*, mot qui paraissait même lui coûter beaucoup à prononcer, Sobieski l'interrompit en lui disant : *Mon frère, je suis fort aise de vous avoir rendu ce petit service;* et lui présentant aussitôt le prince Jacques : *Voici*, ajouta-t-il, *un jeune prince que j'élève pour le service de la chrétienté*. Au même instant il aperçut un de ses palatins qui, descendu de cheval, s'avançait pour baiser la botte de l'empereur. *Palatin*, s'écria-t-il, *point de bassesse!* et tournant aussitôt la bride de son cheval, il s'éloigna de l'empereur et rompit l'entrevue. Sobieski n'en fut pas moins fidèle à ses

engagements. Il poursuivit les Turcs en Hongrie, où ils s'étaient ralliés, leur livra une seconde bataille et les défit complétement.

L'envie ne s'attache pas à la médiocrité, elle ne poursuit que la gloire. Sobieski fut accueilli par les murmures de la noblesse et l'opposition du sénat. On censurait son administration, on lui résistait ouvertement dans la diète, on poussait l'insolence jusqu'à le tourner en ridicule par des caricatures; on se plaignait de ce qu'il se laissait gouverner par sa femme, qui en effet avait sur lui un grand ascendant. La diète de 1685 fut très-agitée : celles qui suivirent furent tumultueuses, il y eut des scènes scandaleuses, des menaces, des injures grossières, des rixes graves dans la salle même des séances. Les Polonais et les Lithuaniens formèrent deux partis, et ils en vinrent aux mains dans les rues mêmes de Varsovie. Les Lithuaniens ayant été obligés de céder le terrain, furent poursuivis jusqu'au milieu de la salle d'assemblée; ils protestèrent contre la violence, et déclarèrent qu'il n'y avait pas de sûreté pour eux dans la capitale du royaume.

Cependant la fin du roi approchait (1696); sa santé, considérablement altérée, s'affaiblissait de jour en jour. La reine voulait qu'il fît un testament où il désignât le prince Jacques pour lui succéder. Il n'en voulût rien faire, prétendant, non sans raison, qu'un esprit de vertige avait saisi

tous les Polonais, et qu'il ne ramènerait point par un testament l'ordre qu'il n'avait pu établir de son vivant. Ce grand prince mourut le 17 juin 1696 d'une attaque d'apoplexie, dans sa soixante-sixième année. Les Polonais semblèrent avoir oublié ses exploits, pour reprocher à sa mémoire de n'avoir point rempli certaines promesses qu'il avait faites en jurant les *pacta conventa;* il n'avait en effet bâti qu'une forteresse, n'avait pas repris Kaminieck et n'avait pas fondé l'académie pour l'éducation de la jeune noblesse. On l'accusait surtout d'avoir aimé l'argent et tenté de placer son fils sur le trône; accusation absurde, puisque la France lui avait offert l'un et l'autre pour le détacher de l'alliance de Léopold, et qu'il avait tout refusé.

Ce prince aimait et cultivait les lettres; il parlait plusieurs langues, était d'humeur douce, d'une conversation enjouée; constant dans ses amitiés, savant en législation, en politique; éloquent dans les diètes, audacieux et entreprenant dans la guerre, joignant à la bravoure du soldat la science du capitaine. Dans tous ses plans de campagne il écoutait tout le monde : mais il ne prenait conseil que de lui-même, et s'en trouva bien. Les Polonais ne purent s'empêcher de l'admirer, mais ils ne l'aimèrent point; dans leur frénésie de liberté, craignant toujours pour elle, ils crurent souvent voir dans ce prince le désir ou la volonté de la subjuguer.

Leur pays eut pourtant sous son règne une importance qu'il perdit après lui. Quand Charles XII, encore très-jeune, apprit la mort de Sobieski, il ne put retenir quelques larmes : *Un si grand roi, n'aurait pas dû mourir.*

Les suffrages de la diète (1697) se trouvèrent partagés entre le prince de Conti, neveu du grand Condé, et Frédéric-Auguste, électeur de Saxe. Le parti du premier avait à sa tête le cardinal Radjouski, archevêque de Gnesne et primat du royaume. Son influence et les démarches actives de l'abbé de Polignac, ambassadeur de France, déterminèrent son élection. Mais à peine cette opération fut-elle terminée, que tous les partisans du prince français quittèrent le champ électoral pour aller dans la ville répandre la nouvelle du choix qu'on avait fait. Les partisans de Frédéric-Auguste, restés seuls au lieu de l'assemblée, proclamèrent de leur côté l'électeur de Saxe; de sorte que la Pologne eut deux rois élus, qui ne pouvaient ni l'un ni l'autre alléguer un droit légitime à la couronne, puisque, selon les constitutions de la république, l'élection, pour être valide, devait être faite à l'unanimité.

Mais le prince de Conti débarquait à Dantzig, presque seul et sans argent; l'électeur au contraire avait des trésors et une armée; il devait l'emporter. Ses largesses gagnèrent une proche parente du primat, laquelle avait sur lui beaucoup

d'ascendant, et que pour cette raison on appelait méchamment *madame la cardinale;* et comme son rival, ne se sentant pas assez fort pour lutter avec quelque espérance de succès, avait pris le parti de se retirer et de quitter la Pologne, le primat finit par reconnaître Auguste, dont les offres étaient d'ailleurs séduisantes pour les Polonais; car il s'engageait à reprendre Kaminieck et les autres places cédées aux Turcs dans la Podolie par le traité de Zarawno, et à faire rentrer sous la domination de la république la province de Livonie, que les Suédois possédaient en vertu du traité d'Oliva.

Auguste fut assez heureux pour lier ses intérêts à ceux des grandes puissances qui négociaient alors avec la Porte, et se faire comprendre dans le traité de Carlowitz, 26 janvier 1699. Par ce traité il obtint la rétrocession de Kaminieck, le rétablissement des anciennes limites entre la Podolie et la Moldavie, l'abandon de tous droits sur la Podolie et sur l'Ukraine, des droits de commerce, etc. Environ un an après la signature de ce traité (16 janvier 1700), il se tint une diète où l'élection d'Auguste fut confirmée. Le primat lui donna la satisfaction de signer l'acte de l'élection primitive, et l'exemple donné par le primat fut suivi par tous ceux qui avaient d'abord donné leur voix au prince de Conti.

Auguste ne voulait pas donner aux Polonais la

même sujet de plainte qu'ils avaient formé contre Sobieski : comme si un prince pouvait promettre de conquérir une ville ou une province. La seule obligation qu'il puisse raisonnablement contracter, c'est de tenter l'entreprise et de faire tous ses efforts pour qu'elle réussisse. Il avait promis, malheureusement pour lui, de reprendre la Livonie, et cette promesse lui coûta cher. Il avait cru le moment favorable : le nouveau roi de Suède n'était qu'un adolescent sans expérience, et ne pouvait être un bien redoutable ennemi; mais cet adolescent était Charles XII. Le czar, Pierre I[er], avait eu la même pensée que Frédéric-Auguste; il s'unit avec lui; le roi de Danemark entra dans la ligue et assiégea Tonningen dans le Holstein, tandis que le roi de Pologne, avec une armée composée de Polonais et de Saxons, attaquait la ville importante de Riga, sans pouvoir la prendre. Pendant ce temps Charles XII préparait ses armes. Bientôt il traversa la mer avec les troupes qu'il avait réunies, battit les Danois et força leur souverain à demander la paix; ensuite il conduisit ses troupes victorieuses contre les Polonais et les Saxons, les mit en déroute, et pénétra dans la Courlande.

Les Polonais semblaient servir de mauvaise grâce sous les ordres de l'électeur-roi; ils voyaient avec jalousie les troupes saxonnes et allemandes qui composaient sa principale force; ils crai-

gnaient qu'après les avoir employées à la défense de l'État il ne tournât leurs efforts contre la Pologne elle-même, afin de l'asservir et de rendre le trône héréditaire. Alors les factions se réveillèrent; la fortune abandonnait Auguste, et les mécontents suivaient la fortune. Deux partis se formèrent dans la Lithuanie : l'un, ayant à sa tête les princes Sapieha, se déclara ouvertement pour le roi de Suède; l'autre, dirigé par le grand chancelier Oginski, dominé par la crainte que le roi n'attentât aux libertés du pays, ne le seconda que très-faiblement. Auguste se repentit alors d'avoir accepté, contre la volonté d'une partie de la nation, une couronne qu'il se voyait sur le point de perdre.

Le primat, qui n'avait signé qu'à regret l'acte d'élection et n'avait pas cessé d'être son ennemi, engageait le sénat à envoyer une députation à Charles XII. Auguste, qui en fut instruit, voulut de son côté entamer avec ce prince une négociation secrète; mais Charles ne lui pardonnait pas d'avoir juré, pour se faire élire, qu'il reprendrait la Livonie aux Suédois, malgré la cession formelle que contenait le traité d'Oliva. Il refusa toute communication de la part d'Auguste, qui, n'ayant aucune espérance de transiger, tenta pour la seconde fois le sort des armes, et pour la seconde fois essuya une défaite complète. Il put même s'apercevoir dans cette journée qu'il ne devait plus compter

sur les Polonais ; car, au premier coup de feu qui fut tiré, l'aile droite, toute composée par eux, se débanda.

Auguste, pour dernière ressource, convoqua une diète extraordinaire à Lublin. Varsovie était déjà au pouvoir du roi de Suède ; déjà le sénat siégeait sous ses auspices ; et comme la diète extraordinaire ne produisit aucun résultat, le primat proclama, au nom de l'assemblée, l'acte de déposition de l'électeur-roi. Cet acte était motivé sur la violation, par le roi Auguste II, des droits et des lois de la Pologne ; ce qui, aux termes des *pacta conventa*, dégageait les Polonais de tout devoir envers lui.

Charles XII venait de détrôner un roi, il voulut en donner un de sa main aux Polonais. Son intention fut d'abord de placer le sceptre aux mains du prince Jacques, fils aîné de Jean Sobieski. Auguste, instruit de ce projet, fit enlever, par un parti de troupes saxonnes, les princes Jacques et Constantin Sobieski ; et Charles, irrité par cet enlèvement, jura qu'il ne quitterait pas la Pologne, dût-il y passer cinquante ans, avant d'avoir détrôné Frédéric-Auguste. Le prince Alexandre, troisième fils de Sobieski, avait pu échapper aux Saxons ; Charles lui proposa la couronne ; il la refusa, ne voulant pas, dit-il, profiter du malheur de son frère aîné.

L'assemblée avait député auprès du roi de

Suède le jeune palatin de Posnanie, Stanislas Leczinski, d'un esprit cultivé, d'un caractère aimable et d'un extérieur prévenant. Après le refus du prince Alexandre, le roi témoigna au palatin le désir de connaître les noms des seigneurs polonais qui s'étaient déclarés contre lui. « Sire, lui répondit Leczinski, si ce fut un crime d'avoir pris le parti d'Auguste au commencement de ces troubles, je crois que vous trouverez parmi nous bien peu d'innocents, et mon nom peut-être grossirait la liste des coupables. Les Polonais pouvaient-ils donc consentir sans résistance à la déposition de leur roi? Qu'aurait dit l'Europe entière de leur discernement dans le choix de leur chef, ou de leur constance dans le choix consommé? »

Stanislas finit par conseiller à Charles d'user de clémence envers le roi Auguste; il le conjura de se joindre à la république pour le contraindre à se conformer aux lois du pays, l'assurant qu'il avait des qualités vraiment royales. Le roi de Suède n'abandonnait pas volontiers une idée qu'il avait conçue, ni un plan qu'il avait formé; il persista dans l'arrêt qu'il avait porté contre Auguste, et imagina de mettre à sa place ce même Stanislas qui venait de déployer à ses yeux son âme noble et généreuse.

Quand le général Hoorn porta cette proposition de la part du roi au jeune palatin, celui-ci répondit que les suffrages libres de la nation pou-

vaient seuls le porter au trône. « Que deviendraient nos libertés, s'écria-t-il, si j'étais roi par la volonté de Charles XII? » Le général suédois lui répondit que le roi n'entendait nullement détruire ni restreindre la liberté polonaise; qu'il se proposait seulement de concourir à le faire monter sur le trône, afin de rendre la paix à la Pologne. Leczinski se rendit aux désirs de Charles.

Ce ne fut pourtant pas sans peine qu'on triompha des obstacles qui se présentèrent. Il fallut acheter bien des suffrages, ce qui semble justifier l'allégation de l'ambassadeur de France, dans la lettre interceptée par Sobieski, que la nation polonaise était *une nation toute vénale, qui n'avait ni honnêteté ni bonne foi.* L'assemblée électorale eut lieu le 12 juillet 1704; et, après plusieurs discours pour et contre l'élection, Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, fut proclamé roi de Pologne.

CHAPITRE V.

Stanislas Leczinski; suite du règne d'Auguste.

Le nouveau roi fut couronné à Varsovie, dans la basilique de Saint-Jean, par l'archevêque de Léopol. Le primat qui n'avait pas voulu prendre part à l'élection, s'était retiré à Dantzig. Le roi de Suède assistait *incognito* à la cérémonie. Le pape Clément XI tenait pour Auguste; il envoya en Pologne un bref par lequel il menaçait d'excommunication tous qui ceux reconnaîtraient Leczinski; cette mesure fit persister dans leur opposition ceux qui s'étaient déjà déclarés contre lui; de sorte que lorsque le roi de Suède partit de Varsovie pour aller subjuguer toutes les villes qui restaient encore fidèles à Auguste, Stanislas fut obligé de rester à Varsovie pour contenir par sa présence les partisans de son rival.

Celui-ci cependant, ayant réussi à tromper, par des marches savamment combinées, les généraux du roi de Suède, se présenta à l'improviste devant Varsovie avec un corps de vingt mille Saxons. Stanislas, qui n'avait auprès de lui que

quelques seigneurs, et qui ne pouvait compter ni sur la garnison polonaise, ni sur la fidélité des habitants, fut obligé, pour ne pas tomber aux mains des Saxons, de se sauver avec sa famille, qu'il chargea quelques Polonais dont il était sûr, de conduire en Posnanie; et il alla rejoindre Charles XII avec quelques nobles attachés à sa fortune.

Dans le trouble qui accompagna ce départ précipité, on avait oublié Marie Leczinska, la plus jeune des deux filles du roi, âgée seulement d'un an. Sa nourrice, saisie de frayeur, l'avait déposée dans l'auge d'une écurie et s'était sauvée. Ce fut dans cette auge qu'on retrouva cette jeune princesse, à qui la Providence avait destiné le trône de France. Quelques heures après la fuite de Stanislas, les Saxons entrèrent dans Varsovie, qu'ils livrèrent au pillage. Le général Hoorn, qui s'était enfermé dans le château avec une centaine de Suédois, fut obligé de se rendre au bout de quelques jours. Charles, pendant ce temps, poursuivait sa marche victorieuse; et malgré les efforts des Saxons et des Russes, leurs alliés, il envahit l'électorat et s'en rendit maître. Auguste alors demanda la paix; il ne l'obtint qu'à des conditions très-dures : renoncer pour toujours à la couronne de Pologne; reconnaître Stanislas en qualité de roi légitime; rompre tous ses traités avec les Russes; renvoyer les princes Sobieski et tous les prison-

niers qu'il avait faits, etc. Auguste tenta vainement de faire adoucir ces conditions ; il fut même obligé de subir l'humiliation d'écrire à son rival pour le féliciter sur son avénement.

Le gouvernement de la Pologne n'était pas assez fort pour imposer aux factieux qui surgissaient de toutes parts. Aux désastres de l'invasion étrangère se joignaient les brigandages de plusieurs bandes qui vivaient de vol et de rapines. Tous ces désordres firent sentir aux Polonais qui aimaient leur patrie, que, pour contenir les factions, ils devaient se rallier franchement autour de leur souverain afin de seconder ses efforts. Le nombre des partisans de Stanislas s'accrut sensiblement, et probablement la paix intérieure se serait tout à fait rétablie sans la funeste journée de Pultawa (8 juillet 1709).

Auguste avait mis à profit les deux années qui s'étaient écoulées depuis la paix qu'il avait obtenue, pour recomposer son armée et réparer ses pertes. Délivré, par la victoire du czar, de l'ennemi qu'il redoutait, et précédé en Pologne par une bulle du pape qui déliait les Polonais de tous les serments de fidélité prêtés à Stanislas, il se présenta sur la frontière avec une armée à laquelle Stanislas ne pouvait opposer qu'une faible troupe qui ne connaissait ni discipline, ni subordination, et dont les chefs eux-mêmes étaient divisés. Pour comble de malheur, à la première nouvelle de

l'approche d'Auguste, une foule de seigneurs coururent se réunir à lui, et la plus grande partie du sénat, des nobles et des habitants de Varsovie se déclarèrent ouvertement pour l'ancien roi. Stanislas, d'un caractère peu belliqueux, et convaincu d'ailleurs qu'il ne pourrait se maintenir sur le trône qu'au prix de beaucoup de sang versé, céda la place à son adversaire.

Auguste fit sa rentrée à Varsovie dans le courant de 1710. Instruit par l'adversité, il se montra clément, juste, bienfaisant, généreux, et par cette conduite il réveilla au cœur des Polonais une partie de leur ancienne affection. Pendant qu'il travaillait à consolider son pouvoir, Stanislas s'était retiré dans la Poméranie, qu'il défendit courageusement contre les princes voisins, et il conserva cette province aux Suédois. Les Russes continuaient d'occuper les provinces de la Pologne limitrophes de leur empire; ils donnaient pour prétexte l'alliance des Polonais avec Charles XII. Stanislas écrivit à ce dernier pour lui demander comme une grâce de consentir à ce qu'il abdiquât solennellement, pour ôter aux Russes le prétexte qu'ils employaient pour dévaster sa patrie. Charles répondit par un refus. Stanislas alors prit le parti de se rendre à Dématica, ville de la Turquie où se trouvait alors le roi de Suède : il passa plusieurs mois auprès de lui, et ne put rien obtenir. Sur la nouvelle que les Russes et les Prus-

siens menaçaient ses États, Charles déclara qu'il voulait partir; le sultan, qui le désirait, lui en fournit tous les moyens.

Pressé de l'accompagner dans les expéditions nouvelles qu'il méditait contre la Pologne, Stanislas répondit que son parti était pris, et qu'il ne tirerait jamais l'épée pour se faire restituer la couronne. « Eh bien ! je la tirerai pour vous, lui dit le roi de Suède; et, en attendant que nous rentrions triomphants dans Varsovie, je vous donne ma principauté des Deux-Ponts; vous n'y serez pas riche, mais vous y serez le maître. » Stanislas se retira dans l'asile que Charles lui offrait : il arriva à Deux-Ponts en 1714.

Cependant Auguste ne jouissait pas tranquillement du retour de fortune qui l'avait replacé sur le trône. Toujours rempli de l'espoir de rendre la couronne héréditaire dans sa famille, il cherchait à se ménager les moyens de succès en substituant peu à peu l'emploi des troupes saxonnes à celles de la république. Les Polonais devinèrent ses intentions, et, pour l'empêcher de les réaliser, ils formèrent un plan d'opposition systématique à toutes les mesures qu'il proposait. Un nouvel incident vint augmenter les troubles. La diète de 1661, tenue sous Jean-Casimir, avait déclaré que tout noble polonais adhérent à la confession d'Augsbourg pourrait être nonce et remplir toute fonction publique. Dans la diète de Grodno, en 1718,

ce droit fut enlevé aux protestans, ce qui excita de leur part de violents murmures. Ils firent plus : se regardant, dès ce moment, comme dégagés des liens qui les attachaient à l'État, ils augmentèrent le nombre des factieux.

Cette même année, la mort de Charles XII, tué au siége de Frederickshall, par une balle partie, dit-on, du côté des Suédois, fit perdre à Stanislas la retraite que ce prince lui avait donnée : il se rendit en Alsace, où il passa plusieurs années. Auguste fut alors reconnu roi de Pologne par la Suède, et il s'occupa de quelques améliorations, surtout dans la composition de son armée. Toutefois les Russes n'évacuèrent entièrement la Pologne qu'après avoir conclu avec les Suédois, par la médiation de la France, le traité de septembre 1721. Il fut signé à Newstadt, en Finlande.

La Pologne jouit alors d'un repos qui ne fut plus troublé que par quelques dissensions particulières, que le roi parvint à calmer en interposant adroitement son autorité. Il y eut aussi de vives querelles entre les catholiques et les dissidents. La ville de Thorn fut même, en 1724, le théâtre de scènes sanglantes, suscitées par des écoliers luthériens à l'occasion d'une procession catholique. Auguste, d'accord avec la diète, fit rigoureusement punir les coupables ; ce qui lui concilia les catholiques, mais en lui aliénant tous les protestants.

Auguste mourut à Varsovie le 1er février 1733, avec la réputation d'un prince courageux, infatigable dans le cabinet ainsi qu'à l'armée, politique habile autant que général expérimenté. Les Polonais lui en voulaient beaucoup du projet vrai ou supposé de rendre la couronne héréditaire dans sa famille; mais ils se plaignirent là d'un projet qui, exécuté, aurait tourné à leur avantage, en leur épargnant tous les maux qui ont accompagné les élections, et fini par amener la ruine de leur *république-monarchie*, deux mots anormaux qui ne peuvent subsister ensemble.

Aussitôt après le décès d'Auguste II, le primat convoqua la diète pour le choix d'un nouveau souverain. Cette diète fut assez tranquille, malgré le grand nombre de princes qui se mirent au rang des prétendants. Stanislas Leczinski; l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, fils du roi défunt; le prince Ferdinand de Bavière; le prince Emmanuel de Portugal; les princes Wieçnowieçki, Sapieha, Lubomirski, Poniatowski, tous Polonais, et beaucoup d'autres, briguèrent la couronne; mais presque tous les suffrages se partagèrent entre Stanislas et Frédéric-Auguste. Stanislas, soutenu par la France et la Suède, fut élu par la majorité des nonces; mais la faction austro-russe élut, de son côté, Frédéric-Auguste, de sorte que la Pologne vit une double élection sortir du champ électoral, comme cela était arrivé après la mort de Sobieski.

Au reste Stanislas ne fut pas plus heureux contre le fils qu'il ne l'avait été contre le père. A peine arrivé à Datzing avec quinze à seize cents hommes de troupes françaises, il y fut cerné par une armée austro-russe à laquelle s'étaient joints les partisans de l'électeur de Saxe. Il parvint cependant à sortir de cette ville et à traverser la Pologne à travers mille dangers. Arrivé à Marienwerder, il écrivit à sa fille, Marie Leczinska, alors reine de France, une lettre très-curieuse, renfermant le détail de toutes les traverses qu'il avait éprouvées et des périls auxquels il avait eu le bonheur de se soustraire.

CHAPITRE VI.

Conduite généreuse de Stanislas ; Frédéric-Auguste III.

L'empereur d'Allemagne et la czarine de Russie, appuyant de toutes leurs forces l'électeur de Saxe, avaient forcé les Polonais à subir la domination de leur protégé, au mépris des droits évidents de Stanislas. Louis XV, gendre de ce dernier, prit les armes et déclara la guerre à l'empereur. Le roi d'Espagne et celui de Sardaigne firent cause commune avec celui de France. Les troupes françaises s'emparèrent de la Lorraine ; l'infant don Carlos se faisait couronner roi de Sicile à Palerme. L'Angleterre et la Hollande, jalouses du progrès de nos armées, mais n'ayant pas de prétexte pour se livrer à des hostilités, proposèrent leur médiation, amenèrent les puissances belligérantes à une suspension d'armes qui fut proclamée en Allemagne le 5 novembre 1735, en Italie dix jours plus tard, et suivie, après trois ans de négociations, d'un traité de paix qui fut signé à Vienne le 8 novembre 1738.

Suivant les divers articles de ce traité, Frédéric-

Auguste III, électeur de Saxe, fut reconnu en qualité de roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie. Les droits des provinces et des villes polonaises furent maintenus dans leur intégrité ; et il en fut de même des libertés de la nation, et particulièrement de la libre élection de son roi. L'empereur, les rois de France et de Sardaigne et la czarine se déclarèrent garants de tous ces droits. Le roi Stanislas abdiquera la couronne de Pologne, et en conservera néanmoins le titre, les honneurs. Ses biens et ceux de la reine lui seront restitués. Il prendra, en outre, possession des duchés de Lorraine et de Bar, qui, après lui, passeront à la France en toute propriété.

Cependant le parti qui avait réélu Stanislas était toujours nombreux et puissant ; il semblait même s'accroître de jour en jour et étendre son influence, parce que le mécontentement s'augmentait par le ressentiment des injustices que lui faisait éprouver le nouveau souverain chaque fois qu'il en trouvait l'occasion. Ainsi, malgré la signature du traité de paix de Vienne, la Pologne restait constamment exposée à la guerre civile, parce que les partisans de Stanislas se flattaient de le voir encore remonter sur le trône. Ce prince, informé de ce qui se passait, et ne voulant pas, même indirectement, être une cause ou un prétexte de discorde, écrivit à ses partisans une lettre qui produisit tout l'effet qu'il en attendait.

« Messieurs, leur disait-il, quand je considère votre singulier attachement pour ma personne, je suis bien mortifié de me trouver hors d'état de vous marquer l'étendue de ma reconnaissance pour tout ce que vous avez fait et souffert pour moi. Il n'a pas plu au suprême modérateur des entreprises humaines de me fournir l'occasion qui eût comblé mes vœux, et je me soumets avec une humble résignation aux jugements adorables de sa providence, qui m'a consolé et soutenu dans toutes les circonstances fâcheuses de ma vie. Voulez-vous suivre l'avis de celui qui ne cessera jamais de vous aimer? Suivez mon exemple; mettez bas les armes. Vous les avez prises pour la justice; la cause était louable : déposez-les maintenant par respect pour les hautes puissances qui vous avaient invités à les prendre, et ne vous exposez pas, par une opiniâtreté qui n'aurait plus de but, au reproche d'avoir voulu perpétuer le trouble parmi vos frères. Réunissez-vous plutôt sincèrement à eux, afin que vous puissiez partager tous ensemble les fruits de la paix que Dieu veut bien accorder à ma chère patrie. »

Cette lettre produisit les plus heureux résultats. Les partisans de Stanislas reconnurent le roi Auguste, et Stanislas alla prendre possession du duché de Lorraine. Il y vécut vingt-neuf ans, adoré et respecté de ses nouveaux sujets. Il s'occupa d'embellissements, d'améliorations, d'éta-

blissements publics; il protégea les arts et les lettres, qu'il cultiva lui-même, encouragea le commerce et l'agriculture, et mourut, dans sa quatre-vingt-quatrième année (le 23 février 1766), à la suite d'un accident déplorable. Quelques jours auparavant il était tombé dans le feu, auprès duquel il s'était endormi; ses cruelles souffrances furent une dernière épreuve que la Providence lui envoyait. Sa pieuse résignation ne se démentit point; et, après avoir vécu comme un sage chrétien, il édifia dans ses derniers moments tous ceux qui l'y assistèrent, par sa confiance en Dieu et en sa miséricorde.

Le primat, qui durant les troubles avait été détenu à Thorn, fut remis en liberté par Auguste III, aussitôt après que les partisans de Stanislas eurent déposé les armes; et le primat, en le remerciant, lui dit que puisque les décrets de Dieu s'étaient manifestés en sa faveur, il n'aurait pas à l'avenir de sujet plus fidèle que lui. Auguste, d'après la signature des préliminaires du traité, avait cherché à gagner l'affection des nobles, et il avait réussi à s'en attacher un grand nombre; il tâchait même de gagner, par ses manières affectueuses et par des grâces distribuées à propos, ceux qui s'étaient franchement déclarés contre lui : il estimait peu les Polonais qui s'étaient vendus aux Russes, quoique leur lâcheté eût tourné à son propre avantage. La nation,

du reste, partageait ce sentiment, et poussait même si loin le mépris qu'elle avait pour les *traîtres*, qu'il naquit de là des querelles sérieuses, qui plus d'une fois menacèrent de troubler la paix publique.

La diète se réunit en 1739. L'Allemagne et la Russie étaient alors en guerre avec la Porte ottomane ; la sûreté de la Pologne exigeait qu'on prît quelques mesures pour faire respecter sa neutralité ; mais comme la diète avait été rompue avant d'avoir rien arrêté, quelques seigneurs polonais se confédérèrent sans la participation du roi, donnant pour prétexte le désir d'éloigner de la Pologne le théâtre de la guerre, et ils envoyèrent des députés à Constantinople pour proposer au divan un traité d'alliance offensive et défensive. Auguste, instruit de leurs démarches, fit échouer cette négociation, mais il ne chercha pas à venger sur les coupables son autorité méconnue, pour ne pas augmenter le mécontentement.

Cependant, quoique la Pologne fût en paix avec ses voisins, les vices de sa constitution se faisaient vivement sentir. L'intérieur de la république était pauvre, le trésor vide, l'armée sans discipline, commandée par des chefs qui reconnaissaient à peine l'autorité du roi, dont la puissance éphémère et circonscrite en d'étroites limites ne pouvait remédier à rien. Auguste convoqua une diète ; elle s'ouvrit en 1740, et dans les premiers jours

chacun se montra disposé à chercher les moyens de guérir tous les maux qui affligeaient le pays; mais les puissances voisines, qui déjà voyaient en perspective la Pologne, démembrée, ajouter ses provinces à leurs domaines, répandirent de l'or, achetèrent des *veto*, et la diète se sépara sans avoir rien décidé. Seulement le tribunal de Posnanie rendit une sentence de proscription contre les Juifs, principalement motivée sur l'imputation de sacrifier des enfants. Nous ne saurions croire que cette accusation fût fondée; car enfin leur loi ne demande pas de tels sacrifices, et nous ne pensons pas que la haine du nom chrétien les rendît assez imprudents pour les pousser à des crimes qui auraient entraîné leur expulsion du pays, et la perte d'une grande partie, sinon de la totalité, de leurs biens; mais il est bien singulier que cette accusation ait été formulée partout contre ce peuple, en Italie, en Espagne, en France, en Allemagne, en Pologne. Il n'est pas impossible que les Juifs aient, dans quelque occasion, enlevé un enfant pour l'élever dans leur croyance, comme, sous Ferdinand-le-Catholique et son successeur Charles-Quint, on enlevait aux Maures, après le décret d'expulsion, leurs enfants en bas âge pour les élever dans la religion catholique, comme à la même époque dans le Portugal on enlevait les enfants des Juifs : et cela probablement aura servi de fondement au bruit populaire

si généralement accrédité : cette sentence, au reste, ne fut pas exécutée à la rigueur. Les Juifs, à cette époque, formaient la quinzième ou seizième partie de la nation, et c'étaient eux qui, entièrement livrés aux spéculations commerciales, procuraient des moyens d'existence à une classe nombreuse de Polonais qui, privés des travaux dont les Juifs les chargeaient, se seraient peut-être livrés au brigandage.

La mort de l'empereur Charles VI, l'envahissement de la Silésie par le roi de Prusse, la déclaration de guerre de la Russie à la Suède, furent autant d'événements qui causèrent au gouvernement polonais de vives inquiétudes, et manquèrent de troubler la paix intérieure. Le czar, d'un côté, avait lié à ses intérêts un grand nombre de seigneurs polonais; la reine de Hongrie, de l'autre, tâchait de s'attacher la Pologne pour s'en faire un appui contre la Prusse, et elle avait gagné beaucoup de nobles. Ceux-ci demandèrent l'ouverture d'une diète à Grodno. Deux ans s'étaient déjà écoulés depuis le décès de l'empereur, et Auguste avait réussi à calmer l'effervescence des esprits, de sorte que la paix n'avait pas été troublée. Il craignit que, si la diète avait lieu, les partis ne se réveillassent et que la guerre ne fût résolue, ce qui n'entrait nullement dans ses vues comme roi de Pologne, encore moins comme électeur de Saxe; aussi retarda-t-il autant qu'il

le put l'ouverture de la diète ; ce ne fut qu'en 1744 qu'il consentit à ce qu'elle eût lieu ; encore ne put-il y être présent ; mais il indiqua un *senatus consilium* (sénatus-consulte, c'est-à-dire assemblée du sénat) à Franstad, petite ville de la Pologne sur la frontière de la Silésie ; et il s'y trouva en personne.

Il y fut décidé que l'état de l'Allemagne ne permettait pas au roi de s'éloigner de ses États héréditaires, d'où néanmoins il concerterait ses démarches avec les principaux membres du royaume; que des ambassadeurs seraient envoyés aux principales cours étrangères ; qu'une armée d'observation serait entretenue sur les frontières, et qu'on fortifierait les places nécessaires pour garantir le pays des invasions ennemies. Une copie de cés délibérations fut remise à chacun des nonces convoqués pour la diète.

Cette assemblée s'ouvrit sous les plus heureux auspices ; tout le monde paraissait d'accord ; mais le roi de Prusse, qui n'ignorait pas que beaucoup de nonces s'étaient vendus à Marie-Thérèse, et qui pensait comme M. de Forbin, l'ancien ambassadeur de France, que les Polonais n'étaient plus qu'une nation vénale, sans probité et sans foi, fit sur-le-champ plusieurs tentatives pour se former un parti capable de contre-balancer le parti autrichien. Il acheta en effet quelques nonces ; quelques autres rejetèrent ses offres.

Il se passa même dans la diète une scène fort extraordinaire qui en amena la dissolution, mais sur le fond de laquelle la vérité n'a pu être connue que de ceux qui jouèrent les principaux rôles. Les premières séances de l'assemblée avaient été tranquilles, et tout s'y était passé dans l'ordre; tout à coup le député de Wilna, Wilczewski, se lève: « Jusqu'à présent, s'écria-t-il, nous n'avons délibéré sur aucune affaire importante. Je soupçonne que quelque puissance étrangère cherche à faire échouer nos opérations. Ce soupçon me semble d'autant plus fondé, que moi-même on a voulu me corrompre par l'offre de trois mille ducats, un brevet de colonel et l'exemption d'impôts pour mes terres. Voici, ajouta-t-il en jetant au milieu de la salle une bourse cachetée, contenant trois cent cinquante ducats (1), à titre d'arrhes; je méprise cet or, mais beaucoup de nonces n'ont pas fait comme moi; je les connais et je les nommerai, s'ils ne suivent sur-le-champ l'exemple que je leur donne. »

Ces paroles, comme on peut le croire, excitèrent un grand tumulte; pressé de nommer les coupables, Wilczewski en désigna neuf, sur lesquels cinq lui opposèrent une dénégation formelle; les autres prétendirent qu'ils avaient eu quelques conférences avec l'ambassadeur prus-

(1) Le ducat vaut douze francs quarante-cinq centimes.

sien sur les affaires qui se traiteraient dans la diète, mais qu'ils ne s'étaient mêlés de cette affaire qu'après y avoir été autorisés par la cour. La dénonciation du député de Wilna aurait pu avoir des suites fort graves si la diète avait été composée de Polonais véritablement amis de leur patrie; mais tous les nonces sans exception (les exceptions du moins étaient fort rares) étaient vendus, les uns à la Prusse, les autres à l'Autriche ou à la Russie.

Les ministres du roi de Prusse présentèrent au roi Auguste un long mémoire pour se plaindre de la prétendue injure qu'ils avaient reçues; ils traitèrent de calomniateur le sénateur Wilczewski, et de fiction l'histoire de la bourse. Ils soutinrent que c'était au contraire ce nonce qui avait cherché a plusieurs reprises à les faire entrer dans ses vues particulières, vues hostiles à la paix de la république; ils le défiaient d'oser nier ce fait. Ils firent entendre que la fausse dénonciation de ce nonce était le résultat d'une cabale formée par les ennemis de la Pologne, et dont l'objet était d'amener une rupture entre la Pologne et la Prusse. Bien des gens pensèrent qu'en effet le député de Wilna n'avait fait que servir d'instrument à la faction autrichienne. Quoi qu'il en soit, l'affaire n'eut pas de suites, et le maréchal de la diète, jugeant qu'il n'était plus possible d'y ramener l'harmonie, crut convenable de la rompre immédiatement. C'était

le seul moyen de prévenir l'effet des haines qui venaient d'éclater parmi les nonces. Un sénatus-consulte pourvut assez imparfaitement aux affaires les plus urgentes, et le roi, plus embarrassé que jamais, aurait bien volontiers renoncé au trône de Pologne, si l'amour-propre ne l'avait tenu attaché au vain titre de roi.

Depuis ce moment, tout sentiment de patriotisme parut complétement éteint dans les diètes, et ces assemblées n'offrirent plus qu'une arène, plus d'une fois ensanglantée, où les trois factions polonaises s'entre-déchiraient pour des intérêts étrangers, et, pour mieux dire, pour livrer aux puissances qui les payaient leur malheureuse patrie. Personne en Europe ne doutait que tel ne fût bientôt le résultat de ces factions et de leurs querelles.

Après la rupture de la diète, les nonces rapportèrent dans leurs palatinats les germes de discorde qui venaient de naître dans leur assemblée, et chacun d'eux ne songea qu'à servir le parti auquel il s'était attaché.

La czarine, qui depuis longtemps cherchait l'occasion de s'immiscer ouvertement dans les affaires de la Pologne, crut que le moment était favorable : elle adressa au roi et au sénat un message dans lequel elle déclarait qu'elle chargeait ses ministres plénipotentiaires, résidants à Varsovie, d'assurer le roi et le sénat qu'en raison du vif intérêt qu'elle

portait à la sûreté du roi, à la paix et à la prospérité de la république, elle n'avait pu apprendre sans douleur qu'il se tramait dans l'intérieur de la Pologne des confédérations ennemies, et qu'elle ne souffrirait jamais aucune confédération, ni aucun attentat contre la personne sacrée du roi, ni contre la République ou ses libertés, de qui que ce fût, ni sous aucun prétexte, et que, pour y mettre opposition, elle ne négligerait aucune des mesures convenables.

Il était bien évident que la czarine prenait là un rôle qui ne lui appartenait pas, et que, si elle osait tenir un langage où la menace se mêlait aux expressions de bienveillance, c'est qu'elle se sentait assez puissante en Pologne pour y parler en souveraine. Les patriotes ne représentaient que la minorité; ils gardèrent le silence. Ceux qui formaient les factions autrichienne et prussienne s'occupèrent de chercher les moyens de paralyser l'action de la czarine si clairement annoncée par son manifeste, de sorte qu'on pouvait prévoir qu'au fléau de la guerre extérieure se joindrait celui des discordes civiles, ce qui devait nécessairement entraîner la ruine totale de la Pologne.

Qui aurait pu empêcher cette imminente catastrophe? Le sénat n'avait aucune part exécutive; les diètes ne semblaient se réunir que pour constater l'existence des partis opposés, et la

faculté du *veto*, accordée à chacun de ses membres, suffisait d'ailleurs pour rompre toutes les mesures que pourraient prendre ces assemblées; le roi n'était qu'un nom, le trône un simulacre, l'autorité royale une fiction; si bien qu'on ne conçoit pas comment à cette époque on pouvait ambitionner le titre de roi de Pologne, premier serviteur de la plus turbulente république, qui du reste cessa d'exister de fait dès le moment où ses voisins purent lui dicter des lois et s'immiscer dans son administration intérieure, comme le faisait la czarine.

Quelques années pourtant s'écoulèrent dans une apparente tranquillité; mais c'était ce calme trompeur, sinistre précurseur de l'orage. Pendant ce temps l'armée de la couronne acheva de se désorganiser; elle n'offrit bientôt qu'un amas de vagabonds, servant successivement tous les partis et vivant de brigandages. Les impôts se percevaient rigoureusement et l'on en augmentait le nombre et la quotité; mais le trésor public restait vide; les forteresses tombaient en ruine; le commerce était anéanti; les grands répandaient, en objets de luxe, l'or qui était le prix de leur honteuse vénalité; les pauvres mouraient de faim, ou, réunis en bandes, ils vivaient de vol. Vainement le roi convoquait des diètes, elles étaient toujours rompues par l'usage du *veto*. Les Prussiens, les Autrichiens et les Russes étaient maîtres ab-

solus dans les provinces voisines de leurs États.

Cette dernière assertion est si vraie, que le comte de la Salle, colonel au service de France, et envoyé du roi avec une mission importante, fut arrêté à Dantzig, par ordre du ministre russe et sans respect pour le droit des gens, sous le prétexte qu'il avait été autrefois au service de la Russie, et qu'il avait déserté de l'armée russe. Le comte parvint à s'échapper de la forteresse de Weichselmunde, où il avait été enfermé. Le roi de Pologne fit des excuses à la cour de France, et la chose en resta là.

Le malheureux Auguste, profondément touché de l'état de plus en plus désastreux de son royaume, convoquait diète sur diète; mais à peine les nonces s'étaient-ils réunis, que l'une ou l'autre des trois puissances faisait dissoudre l'assemblée. Le dernier mot des discussions, souvent même le premier, était un *veto;* et il est à remarquer que la plupart des protestations par lesquelles on arrêtait les opérations de la diète étaient conçues avec beaucoup d'art et en termes qu'on aurait pu croire dictés par le plus pur sentiment de patriotisme, et qui cependant étaient commandées par les ministres étrangers. Le roi ne perdit pas toutefois encore l'espérance de réveiller chez les Polonais les sentiments patriotiques; il convoqua encore une diète en 1749. Dans la déclaration qu'il publia au moment de

l'ouverture, il se plaignit de ceux qui avaient toujours rendu inutiles ses bonnes intentions, qui les avaient même calomniées en lui prêtant des vues qui n'avaient jamais été ni dans son esprit, ni dans sa volonté, cherchant ainsi à lui faire perdre la confiance de la nation, quoiqu'il eût mis constamment tous ses soins à chercher les moyens de la rendre heureuse et forte.

Cette déclaration fut elle-même un prétexte de mécontentement, tant les Polonais étaient mal disposés. Les sénateurs prétendirent qu'en la publiant sans leur consentement il avait violé les lois de la république; les nonces dirent qu'elle renfermait des expressions injurieuses; trois palatins présentèrent au roi une adresse dans laquelle ils prétendaient que tout le mal venait de ses propres ministres, qui distribuaient les emplois et les charges à leurs créatures, et entravaient tous les efforts des Polonais patriotes pour servir le roi et le pays. C'était ainsi que les ennemis secrets de leur patrie savaient couvrir leurs manœuvres des apparences d'un zèle pur et désintéressé.

La diète de 1756 fut plus orageuse encore que toutes celles qui l'avaient précédée. A peine fut-elle ouverte, qu'une rixe violente s'éleva entre tous les partis qui se trouvaient en présence. Dans l'enceinte même de la salle on tira plusieurs coups de pistolet, et il y eut plusieurs nonces blessés.

Sur ces entrefaites, une armée prussienne entra dans la Saxe, et les troupes saxonnes, surprises par une attaque imprévue, furent faites prisonnières de guerre. Le roi de Prusse fit alors déclarer au grand maréchal de Pologne que, d'après le dernier traité, quelques troupes prussiennes d'infanterie et de cavalerie avaient reçu l'ordre de s'avancer sur le territoire polonais, et qu'en vertu de la clause par laquelle la république s'était engagée à protéger les États de Brandebourg, qui en ce moment se trouvaient menacés par les troupes russes, il le sommait de mettre à sa disposition les quatre mille hommes que la Pologne devait lui fournir; ajoutant qu'il espérait qu'on refuserait le passage aux Russes, ce qui était dans l'intérêt de la Pologne plus encore que dans celui de la Prusse, parce qu'agir autrement ce serait attirer le théâtre de la guerre au centre de la Pologne. Dans le même temps, la czarine demandait le passage que le roi de Prusse voulait qu'on lui refusât.

Ce fut dans ces circonstances que les États de Courlande, qui se trouvaient sans souverain depuis la mort de Louis-Ernest de Brunswik-Lunebourg, oncle du czar Iwan, qui avait succédé à la czarine Anne (1), et fut lui-même remplacé par

(1) Ce prince, petit-neveu, par sa mère, de l'impératrice Anne, était encore au berceau quand il fut élu. Au bout de quelques

Élisabeth Petrowna, fille de Pierre Ier, nommèrent, avec l'agrément de la czarine, Charles de Saxe, troisième fils du roi de Pologne. Ils avaient dû obtenir le consentement de la souveraine de Russie, quoique le duché fût un fief de la Pologne, parce que depuis longtemps c'était la Russie qui présidait à l'élection de ses ducs. Le roi Auguste ayant donné aussi son consentement, le jeune prince fut installé à Mittaw, après avoir signé un acte par lequel il garantissait la religion réformée qui était celle du pays. Il s'engageait, par cet acte, à ne donner aucune protection aux catholiques, et à ne souffrir qu'ils eussent ni église, ni chapelle, ni oratoire. Souscrire une déclaration de ce genre qui le constituait légalement persécuteur des catholiques, c'était pour un prince catholique acheter bien cher une couronne ducale.

Élisabeth n'avait pas reçu de réponse de la part du sénat; elle prit le parti de faire marcher en avant son armée, et en peu de temps les provinces frontières furent inondées de troupes russes. Le parti prussien forma aussitôt une confédération, sous prétexte de repousser les Moscovites. Cette confédération demandait que la czarine payât les

mois, il fut renversé du trône et enfermé dans une forteresse, d'où il passa successivement dans plusieurs autres. Il fut assassiné quand on le transférait à celle de Suassebourg, par ordre de Catherine.

dommages causés par l'invasion. Des intrigues de cour, qui divisaient alors le cabinet de Saint-Pétersbourg, ayant fait rappeler les troupes, la cour de Berlin, rassurée par cette retraite, cessa d'exciter les confédérés, qui finirent par se séparer sans avoir rien obtenu de la Russie.

Peu de temps après (1762), Élisabeth fut conduite au tombeau par les excès de tout genre auxquels elle s'était abandonnée dans les dernières années de sa vie. Elle laissa la couronne à Charles-Pierre, duc de Nolstein-Gottorp, fils d'Anne Petrowna, lequel prit le nom de Pierre III. Il rappela la plupart des seigneurs exilés sous le règne précédent. Le comte de Biren fut de ce nombre.

Ce Biren, homme de naissance obscure, s'était élevé au rang de chambellan d'Anne Petrowna, duchesse de Courlande. Quand cette princesse eut été rappelée au trône de Russie, elle emmena Biren, qui devint son favori et son premier ministre, et qu'elle fit nommer duc de Courlande. En 1740 Anne mourut, et laissa son héritage à l'enfant Iwan, sous la régence de Biren. Au bout de quelques jours une révolution nouvelle plaça sur le trône Élisabeth, et Biren fut exilé en Sibérie. Au bout d'un an la czarine le rappela de la Sibérie, mais ne lui rendit pas ses biens et ses dignités; il ne lui fut pas même permis d'approcher de la cour. Pierre III leva l'interdiction. Alors Biren réclama les droits que son élection lui avait

donnés sur la souveraineté de la Courlande; et lorsqu'au bout de quelques semaines Pierre eut été renversé du trône par une conjuration ourdie par sa propre femme, la fameuse Catherine II, et que celle-ci eut été proclamée impératrice de toutes les Russies, elle déclara prendre Biren sous sa protection, et se montra décidée à obtenir pour lui, par la force, la restitution du duché de Courlande et Sémigalle.

Le roi Auguste prit le parti de son fils, et obtint du sénat que la Pologne prît sa défense; mais cela ne servit guère qu'à augmenter la confusion qui déjà régnait dans le royaume, sans procurer au prince Charles de secours réel. Le sénat prit en sa faveur un arrêté qui devait être soumis à la prochaine diète; cet arrêté reconnaissait les droits, *seuls légitimes*, du prince Charles de Saxe, et ordonnait aux tribunaux de la Pologne et de la Lithuanie de citer immédiatement devant eux le comte de Biren, pour avoir osé tenter d'envahir la Courlande avec des troupes étrangères. Le roi, de son côté, malgré la fâcheuse expérience qu'il faisait depuis plusieurs années du mauvais vouloir des nonces, résolut de convoquer une diète extraordinaire et de faire les plus grands efforts pour régler enfin les affaires intérieures du royaume.

On réussit non sans peine à ouvrir cette diète à Varsovie. Le comte Malachowski, directeur de la

chambre, en qualité de maréchal de la dernière diète, fit un tableau pathétique de la situation presque désespérée dans laquelle se trouvait la Pologne. Il parla avec beaucoup d'énergie de tout ce que le roi avait fait jusque-là pour prévenir la dissolution de la république ; il conjura les nonces d'aider le gouvernement de leur dévouement et de leurs lumières pour sauver la patrie d'une ruine totale ; mais ces paroles sages se perdirent sous les voûtes de la salle, et tout était préparé d'avance pour faire échouer les opérations.

Quand le directeur eut cessé de parler, quelques députés proposèrent l'élection d'un maréchal. Au même instant le comte Poniatowski se leva, et déclara s'opposer à ce qu'aucune mesure fût proposée ni discutée en présence du comte de Bruhl, nonce de Varsovie. Ce fut le signal de la discorde. Les nonces de tous les partis mirent le sabre à la main ; le combat allait s'engager. Malachowski s'élança au milieu d'eux en s'écriant :

« *Quis furor, ô cives! quæ tanta licentia ferri* (1) !

Ce lieu sacré, où chacun de nous doit trouver protection et sûreté, voulez-vous en faire une sanglante arène où la force triomphera ? Ignorez-vous que la loi déclare coupable de crime quiconque tire l'épée dans cette assemblée ? » Le directeur parvint, par ces paroles, sinon à calmer

(1) L'usage de la langue latine était très-commun en Pologne.

les passions, du moins à séparer les combattants. On voulut bien alors examiner si l'élection du comte de Bruhl était légale. Les députés de Mazovie, une partie des Lithuaniens et les seigneurs attachés à la cour se prononcèrent pour la validité de l'élection. La faction opposée avait à sa tête les princes Czartoriski; elle se composait de leurs nombreux partisans. Alors le nonce Szumakoswki prononça le *veto* fatal. Le comte Malachowski ne put s'empêcher de déclarer l'assemblée dissoute; mais en prononçant la dissolution il pria le Ciel de faire tomber sa colère sur ceux qui avaient troublé la diète pour un sujet aussi frivole.

Un sénatus-consulte chargea le grand maréchal de la couronne de rechercher et de poursuivre les auteurs des troubles. En présentant au roi le résultat de cette décision du sénat, le comte Zamoïski lui adressa un long discours extrêmement captieux, où, sous les expressions du dévouement et de la bienveillance, s'enveloppait la défense de Poniatowski et l'accusation de ceux qui, les premiers, avaient tiré l'épée. « On peut être dit-il, d'un sang noble et illustre sans être né Polonais; et il est permis de douter si une famille sortie depuis si longtemps de nos États est la même que celle qui s'y montre aujourd'hui. » Cela signifiait qu'on doutait que le comte de Bruhl, récemment venu de la Saxe, descendît réellement

d'une famille de ce nom qui avait quitté la Pologne depuis un très-grand nombre d'années.

Après avoir parlé de plusieurs objets d'administration et prié le roi, au nom du sénat, de convoquer encore une diète extraordinaire, il finit par dire que si la czarine paraissait fortement résolue à remettre le comte Biren en possession de la Courlande, elle ne l'était pas moins à rétablir le roi dans ses États héréditaires, envahis par les Prussiens. Le sénat prit ou ordonna, toutefois, quelques mesures, en faveur du prince Charles; mais ces mesures, destituées de forces, ne purent le maintenir contre une armée russe. Biren fut réintégré, et le prince Charles obligé de prendre la fuite pour ne pas tomber entre ses mains.

Le roi Auguste voulut bien encore, malgré tous les chagrins dont il était abreuvé, donner l'ordre de convocation qu'on lui demandait; et déjà l'on assemblait les diétines pour l'élection des nonces, lorsque le roi, depuis quelque temps malade, mourut à Dresde le 5 octobre 1763. Ce prince eut quelques vertus, mais il manqua de celles qui font les grands rois, et qui lui auraient été d'autant plus nécessaires qu'il vivait en un temps de troubles et de discordes, où tout marchait à grands pas vers la dissolution.

CHAPITRE VII.

Interrègne; troubles; élections de Stanislas Poniatowski.

Aussitôt après la mort d'Auguste, le primat fit donner avis à toutes les cours qui avaient ou pouvaient avoir quelques rapports avec la Pologne, de la vacance du trône. La czarine, qui avait un parti nombreux et puissant dans l'intérieur de la république, et qui déjà regardait les provinces polonaises comme devant s'ajouter un jour à l'empire des czars, conçut le projet de placer sur le trône une de ses créatures, ce qui rendrait plus facile l'exécution de ses projets d'envahissement. Les cabinets de Vienne et de Versailles la pressaient de se détacher de l'alliance de la Prusse; elle profita très-adroitement du désir que montraient ces deux cours, pour obtenir d'elles qu'elles ne se mêlassent point de l'élection du nouveau roi de Pologne. Le marquis de Paulmy, ambassadeur de France, et le comte de Mercy, ambassadeur d'Autriche, remirent chacun au primat une dépêche conforme au vœu de la czarine.

La note du marquis de Paulmy était fort éten-

due, et d'une rédaction assez embarrassée. On y déclarait en effet, au nom du roi, que la ferme résolution de S. M. T.-C. était de maintenir la république dans la jouissance de ses droits et de ses libertés, ainsi que dans la possession de ses domaines, et qu'elle ne permettrait pas qu'aucune puissance étrangère y apportât le moindre obstacle; que s'il arrivait que la république fut troublée dans l'exercice de ses droits incontestables, elle pouvait demander au roi de lui venir en aide. Cependant la cour de Versailles savait très-bien que l'intention de la czarine était de dominer l'élection et d'imposer à la diète son propre choix. C'était bien là, sans doute, porter atteinte à la jouissance des droits incontestables; mais tout cela se disait en termes vagues pour ne pas porter ombrage à la czarine, et aboutissait à la déclaration que le roi ne voulait proposer ni recommander aucun concurrent. Ce qu'on ne saurait pardonner au ministère français, c'est, après s'être si bien expliqué sur la résolution de ne proposer aucun concurrent, d'avoir dit que *la Pologne comptait de grands hommes parmi ses Piast.* Il y avait dans ces mots la manifestation d'une lâche complaisance pour la czarine, car c'était bien un Piast que cette princesse voulait placer sur le trône, et qu'elle y plaça en effet en lui donnant soixante mille soldats pour auxiliaires.

La note du comte de Mercy offrait le même ré-

sultat en d'autres termes; seulement elle était plus courte. Ainsi la czarine n'avait rien à craindre de ces deux cours; et comme elle ne se piquait pas d'une excessive bonne foi, après avoir obtenu ces deux déclarations en échange de sa promesse d'abandonner l'alliance de la Prusse, voulant aussi en obtenir la neutralité, elle fit avec Frédéric un traité d'alliance défensive; et l'on ajouta au traité un article secret par lequel la czarine et le roi s'engageaient mutuellement, et de la manière la plus forte, « à ne point permettre que qui que ce soit entreprît de dépouiller la république de son droit de libre élection, de rendre le royaume héréditaire ou de s'y rendre absolu; s'engageant de même à prévenir et anéantir les vues et les desseins qui pourraient tendre à ce but, à avoir même recours, en cas de besoin, à la force des armes pour garantir la république du renversement de sa constitution et de la perte de ses libertés. »

La fausse et perfide Catherine obtenait ainsi, par sa tortueuse politique, des cours de Versailles, de Vienne et de Berlin, la certitude morale qu'elles ne la traverseraient point dans ses desseins. Alors elle répondit à la lettre du primat, qui lui annonçait la mort d'Auguste III, par une autre lettre où elle lui apprenait qu'elle avait envoyé, pour seconder son ambassadeur, un ministre plénipotentiaire dans la personne du prince de Repnin;

général major de ses armées. Ce prince Repnin était un homme dur et farouche, dont les Polonais gardent encore le triste souvenir. Elle répétait d'ailleurs ces phrases banales dont l'article secret du traité avec Frédéric était tout entier composé. Ces mêmes phrases furent répétées à satiété par l'ambassadeur, quand il présenta au primat la dépêche de sa souveraine.

Pour assurer le succès de ses plans, Catherine fit entrer de nombreux corps de troupes dans les provinces de la république; ce fut vers le commencement de 1764. Cette violation du territoire causa de vives inquiétudes aux membres du sénat qui étaient encore fidèles à leur patrie, et ils firent entendre des plaintes si amères, que le primat ne put s'empêcher de faire remettre à l'ambassadeur russe une note par laquelle il demandait des explications. L'ambassadeur et le ministre plénipotentiaire répondirent le lendemain par une autre note faite avec beaucoup d'art. Ils y disaient que l'impératrice n'avait nullement l'intention de faire la moindre violence aux Polonais, qu'elle l'avait ainsi déclaré à la face de l'Europe; que les troupes dont la présence causait tant d'ombrage à certains individus, n'étaient entrées dans la Pologne qu'avec la mission formelle de maintenir l'ordre et la liberté de toutes les opérations des diétines et de la diète. Ils finissaient par dire qu'ils allaient transmettre, sans délai, à

leur gracieuse souveraine la note qui leur avait été remise.

Tous les seigneurs polonais ne s'étaient pas vendus ; il en restait encore quelques-uns en qui battait un noble cœur : c'étaient Potowski, Jablonowski, Krasinski, Ossolinski, et tous leurs vassaux. Ce parti peu nombreux, mais plein de courage et de zèle, conçut le généreux dessein de s'opposer à l'influence que la Russie voulait exercer sur l'élection prochaine du souverain ; fallût-il recourir à la voie des armes et braver toute la puissance de la czarine, il jura d'affranchir la Pologne du joug étranger ; malheureusement il ne fut pas secondé. Malgré l'assurance que venaient de donner les ministres russes, les troupes de la czarine, qui occupaient la Prusse polonaise, voulurent s'immiscer dans les opérations des diétines, et il y eut quelques collisions entre les membres de la diétine et les Russes.

Sur ces entrefaites, le primat et le grand maréchal de la couronne reçurent une dépêche du grand vizir, qui, au nom de son maître, déclarait que l'intention de Sa Hautesse était de laisser les Polonais entièrement libres de se choisir le roi qu'ils voudraient, et qu'elle était persuadée que les autres puissances agiraient de même. Cette note, qui ressemblait pour le fond à celles des ambassadeurs de France et d'Autriche, ne produisit pas plus d'effet. Pour se défendre des envahissements de

la Russie, la Pologne aurait eu besoin de secours plus efficaces que de simples vœux exprimés dans des notes; et Catherine ne fit qu'avancer d'un pas plus ferme dans la route qu'elle venait d'ouvrir à son ambition. L'électeur de Saxe, fils du roi défunt, l'avait suppliée d'appuyer ses prétentions à l'héritage de son père. Catherine lui répondit fort sèchement qu'elle lui conseillait, *en véritable amie*, de ne pas compromettre son repos et ses intérêts dans une affaire dont l'issue ne pourrait répondre à ses vues; et comme elle se croyait maintenant assez forte pour jeter le masque et agir à découvert, au lieu de retirer les troupes qu'elle avait fait entrer en Pologne, elle y envoya deux nouveaux corps d'armée, de vingt mille hommes chacun, et elle annonça formellement son intention de placer sur le trône le comte Stanislas-Auguste Poniatowski.

Ce jeune Polonais avait été favori de Catherine tandis qu'elle n'était encore que grande-duchesse. Il avait des qualités brillantes, mais très-peu de fond. Par ses connaissances superficielles, qu'il savait faire valoir avec assez d'adresse, il éblouissait la multitude; il parlait plusieurs langues avec aisance. (Les Polonais, familiarisés dès leur enfance avec la langue latine, ont beaucoup de facilité pour l'étude des langues qui en dérivent; comme le français, l'italien, l'espagnol, le portugais, et même l'anglais.) Mais à tout cela Po-

niatowski joignait tant de présomption, qu'il en était devenu insupportable à ses amis. Il avait d'ailleurs l'esprit faux et manquait absolument de caractère. Ce qui, surtout, devait faire regarder son élection, si elle avait lieu, comme un événement funeste pour la Pologne, c'était son dévouement aveugle pour une femme qui depuis longtemps méditait l'asservissement de la Pologne, et qui ne prenait même plus la peine de le dissimuler. On intercepta une des nombreuses lettres que la czarine écrivait à son ambassadeur. On y lut ces mots : « Mon cher comte, souvenez-vous de mon candidat : je vous écris ceci à deux heures après minuit; jugez si la chose m'est indifférente. »

Ce fut dans ces circonstances, le 10 mai 1764, que se tint à Varsovie la diète de convocation. Sous prétexte d'y maintenir l'ordre et d'assurer la liberté des suffrages, les troupes russes entrèrent dans Varsovie et s'emparèrent de tous les postes de la ville. Le comte Branicki, grand général de la couronne, et le prince de Radziwil, aidés de quelques patriotes, tentèrent de repousser l'invasion et d'opposer leurs épées à cette violation flagrante du droit des nations; mais, n'étant pas soutenus, il furent obligés de céder au nombre et à la coupable tolérance de ceux que l'or de la Russie avait corrompus.

A peine la séance fut-elle ouverte qu'on vit les

Russes en armes s'emparer des tribunes. Malgré le trouble causé par cet événement, on put procéder à la nomination du grand maréchal de la diète. Le comte Molakowski, non moins respectable par sa longue expérience que par ses vertus, fut honoré de cette charge, que les circonstances orageuses où l'on se trouvait rendaient très-importante; et il s'en montra digne par ses efforts courageux pour faire sortir de l'assemblée les satellites des puissances étrangères. Les Russes mirent aussitôt le sabre à la main, et, à la honte du nom polonais, les nonces qui s'étaient vendus à leur souveraine les imitèrent, pour montrer, sans doute, que la czarine n'avait pas fait un mauvais marché en les achetant.

Quelques Russes s'avancèrent vers le grand maréchal, l'épée haute et le regard enflammé; un nonce de Cracovie, nommé Mokranowski, se jeta au devant d'eux; forcé de reculer devant cette soldatesque barbare, il remit son sabre dans le fourreau, et découvrant sa poitrine : « Frappez, s'écria-t-il, puisqu'il vous faut une victime; au moins je mourrai libre comme j'ai vécu. » Ces paroles généreuses n'auraient point sauvé Mokranowski si le prince Adam Czartoriski ne lui eût fait un rempart de son corps. L'éclat de ses vêtements tout brillants d'or et de pierreries imposa aux sauvages du Nord, et les força de baisser leurs sabres.

Après cette assemblée, le parti des mécontents s'augmenta de tous ceux que la conduite des Russes avait indignés; mais ceux-ci étaient maîtres de Varsovie. Le nombre des traîtres excédait de beaucoup celui des Polonais fidèles et celui des cœurs timides ou égoïstes qui s'étaient renfermés dans une lâche neutralité. Enfin, la diète d'élection, s'étant assemblée sous l'influence des baïonnettes russes, élut Stanislas-Auguste Poniatowski roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie.

Juifs, et divers autres points d'administration intérieure.

Le duché de Courlande était encore un fief de la Pologne. Les états du pays s'adressèrent au roi, aussitôt après son avénement, pour qu'il accordât l'investiture du duché, vacant par la mort de Biren, au candidat qu'ils lui présentaient. La majorité des Courlandais demandait le prince Charles de Saxe, fils du prédécesseur de Stanislas-Auguste ; mais quelques voix s'élevèrent en faveur du fils aîné de Biren. Celui-ci, recommandé par le roi de Prusse et la czarine, devait l'emporter ; il fut nommé par le roi, ce qui fit naître le mécontentement et divisa le duché en factions. Cela entrait dans les vues de la Russie, qui depuis longtemps convoitait la possession de ce duché. Sous prétexte de maintenir l'ordre, la czarine le fit occuper par un corps de troupes.

Ce nouvel acte de violence n'était pas propre à ramener ceux que la conduite de la czarine, à l'occasion de l'élection du roi, avait remplis d'indignation contre cette souveraine et de justes craintes pour la liberté de la Pologne. Le prince Radziwil était à la tête des mécontents ; le roi le fit déclarer rebelle et traître à la patrie. Il fut obligé de se sauver, et ses biens furent saisis et séquestrés.

Les dissidents, luthériens, calvinistes, sociniens, anabaptistes (il y en avait de toutes les

sectes en Pologne), crurent que, sous un souverain qui tenait sa couronne des mains d'une princesse séparée elle-même de l'Église romaine, il leur serait facile d'obtenir pleine et entière liberté de conscience, et de sortir ainsi de l'avilissante nullité où les tenait plongés leur exclusion des diètes et de toutes les charges publiques. Ils comptaient d'ailleurs sur l'appui direct de la czarine et du roi de Prusse, qui en effet s'intéressèrent vivement au succès de la demande qu'ils firent par une adresse au roi contenant leurs griefs et leurs prétentions. Cette adresse excita de violentes oppositions dans le sénat et dans la diète; car tous les nonces, à quelque parti qu'ils appartinssent, étaient catholiques, et ceux même qui tenaient le moins à l'indépendance de leur patrie se montraient fort zélés pour le maintien de la religion, dont ils voyaient disaient-ils, la ruine dans l'admission des demandes des hérétiques; aussi deux ans se passèrent sans que ceux-ci eussent rien obtenu.

Mais, à la fin, et dans les premiers mois de l'an 1767, l'Angleterre et le Danemark joignirent leurs instances à celles de la Prusse et de la Russie, et les ambassadeurs des quatre puissances pressèrent fortement la diète de souscrire aux demandes des dissidents. Frédéric et Catherine surtout insistèrent, remirent des notes, répandirent l'or et cherchèrent à diviser ou à égarer l'opinion

publique en faisant circuler de longs mémoires dont il est aisé de reconnaître l'esprit et le but dès les premiers mots. Voici le début de la déclaration de la czarine :

« Sa Majesté Impériale n'a épargné aucun soin pour remédier au fâcheux état où se trouve la république de Pologne, par suite de l'oppression que les dissidents souffrent depuis si longtemps de leurs concitoyens. Aux démarches qu'elle a faites pour prévenir une rupture funeste entre les deux parties de la nation, *égales dans leurs droits*, mais dont l'une, plus nombreuse que l'autre, s'est *attribué*, *par des abus réitérés*, le droit de dépouiller des citoyens de leurs prérogatives et de les réduire à une condition servile ; on reconnaît aisément... que la voie de *la douceur et de la conciliation* fut toujours celle que S. M. I. préféra pour le parfait accomplissement de ses engagements comme garantie des traités. La cour de Saint-Pétersbourg... a mis sous les yeux de toute l'Europe la *justice incontestable* de cette affaire... »

Après avoir dit que tous les dissidents ont pris le parti de se confédérer et de réclamer la protection qu'en vertu du traité de 1686, la Russie doit à *ceux de sa religion ;* et comme un même intérêt unit ces derniers (les Grecs schismatiques) avec les autres dissidents pour le bien commun, l'équité de cette protection à *tous* les dissidents

est évidente... L'impératrice ne peut voir ***sans attendrissement*** le bonheur d'un État auquel elle prend tant d'intérêt, attaqué dans ses fondements par la séparation forcée d'une sixième partie de la nation... En conséquence S. M. I. déclare prendre sous sa protection spéciale la confédération formée pour obtenir justice... Elle propose au roi, à la république et à tout noble Polonais, d'entrer, ***avec une candeur égale à la sienne***, dans une considération sérieuse de l'état de la patrie, etc., etc.

Il faut convenir que la diplomatie tient parfois un langage bien impudent. On ne conçoit pas comment Catherine ose parler de désintéressement, de douceur, de conciliation, de désir de maintenir la paix, et surtout de sa ***candeur***. De telles expressions n'étaient pas nécessaires pour la justifier aux yeux de ceux qui s'étaient vendus à elle corps et âme; quant à ceux que son or n'avait pas corrompus elle ne pouvait que les irriter encore.

Le roi de Prusse (c'était Frédéric, le roi philosophe, ami de Voltaire et de tous ceux qui se déclaraient contre la religion catholique) fit aussi paraître sa déclaration, qu'il ne fonde pas lui, comme la czarine, sur des allégations dérisoires d'un tendre intérêt pour la Pologne, mais sur le rappel des divers actes qui ont reconnu des droits aux dissidents, notamment sur l'article second du traité d'Oliva de 1717, lequel assure à ***tous***

les dissidents de la Pologne et de la Lithuanie tous les droits spirituels et temporels dont ils étaient en possession avant la guerre que ce traité termina. Il se fonda encore sur l'injustice de la décision qui renvoie aux évêques le jugement des demandes et des prétentions des dissidents ; ce qui rend, dit-il, la condition de ceux-ci pire qu'elle n'était auparavant, car c'était remettre leur sort aux mains de leurs plus grands ennemis. Le roi de Prusse déclare ensuite qu'il ne pourra s'empêcher comme garant des anciens traités, de prendre conjointement avec l'impératrice, dont il partage les vues, les mesures qui seront jugées convenables pour assurer aux dissidents la possession de leurs anciens droits.

A ces déclarations les deux puissances joignirent une *exposition juridique des droits des dissidents, joints à ceux des puissances intéressées à les maintenir*. C'est un véritable *factum* rédigé probablement par les dissidents eux-mêmes, tant l'auteur ou les auteurs se montrent versés dans l'ancienne histoire de Pologne. Il y est dit qu'à la diète de Wilna du 16 juin 1563, le roi Sigismond-Auguste, dernier de la race des Jagellons, abolit à perpétuité toute inégalité que la différence de religion pourrait faire naître parmi les citoyens ; et que, dans l'assemblée générale tenue à Grodno en 1568, il s'expliqua plus clairement encore, afin qu'on n'interprétât pas d'une

manière restrictive les termes dont il s'était servi, *s'il est chrétien*, et qu'on n'appliquât pas exclusivement ces mots à la religion grecque, mais qu'on les étendît aux autres sectes chrétiennes, quoique séparées de la religion de Rome. « Après la mort de Sigismond-Auguste, en 1572, ajoute-t-on, la République se confédéra pour l'élection d'un nouveau roi; et il y fut décidé, entre autres choses, que le roi qui serait élu serait tenu de prêter serment de maintenir et confirmer tous les droits, priviléges et libertés des Polonais, et de maintenir également la concorde entre tous les dissidents en matière de religion. Le serment qui fut exigé de Henri de Valois et qui servit ensuite de modèle dans toutes les élections postérieures, porte expressément que le roi ne permettra pas que les dissidents soient molestés ni opprimés en aucune manière, etc. » En un mot, on rappelle dans ce mémoire tous les actes qui ont eu lieu jusqu'à l'époque où l'on se trouvait, et l'on invoque surtout le traité d'Oliva, dont l'exécution est formellement garantie par la Russie. De tout cela on conclut que les dissidents, à quelque secte qu'ils appartiennent, *pourvu qu'ils soient chrétiens,* doivent êtres admis au sénat, aux diètes et aux charges publiques.

Les nobles et les citoyens de la communion grecque et des deux confessions évangéliques formèrent une première confédération à Sluck

dans le grand-duché de Lithuanie, le 10 mars 1767. Le général-major Grabowski en fut nommé maréchal. Le 20 du même mois, les dissidents du royaume de Pologne formèrent une seconde confédération qui nomma pour son maréchal le lieutenant-général Goltzo. Peu de temps après, les villes de Dantzig, Thorn et Elbing accédèrent à cette seconde confédération.

Au bout de quelques jours, les deux confédérations publièrent chacune un manifeste où, rappelant toutes les vexations dont elles prétendent que les dissidents ont été victimes, elles déclarent protester contre tout ce qui s'est fait en violation des constitutions de la république et des *pacta conventa* jurés par Sigismond-Auguste, Henri, Étienne, Sigismond III et Ladislas. De plus, la confédération de Lithuanie casse et annule le décret de Grodno, rendu contre le prince de Radziwil. Mais ce qu'il y eut de pire dans cette déclaration, c'est qu'on y donna clairement à entendre qu'on réclamerait les secours et l'appui de l'impératrice de Russie. C'était en quelque sorte annoncer que tous les dissidents lithuaniens verraient, sans chercher à s'y opposer, les projets de la Russie s'accomplir sur leur pays et sur la Pologne.

Les catholiques firent comme les dissidents, ils se confédérèrent, mais on remarqua que non-seulement ils ne se déclaraient point ennemis des

confédérations de Sluck et de la Prusse polonaise, mais encore que, par une clause expresse, ils reconnaissaient la justice des demandes des dissidents.

Le prince de Radziwil, instruit de ce que la confédération de Lithuanie avait fait en sa faveur, se hâta de revenir en Pologne, où il fut reçu aux acclamations des nobles, qui le proclamèrent maréchal de la confédération générale à Random, dans le palatinat de Sandomir. De Random il se rendit à Varsovie, où il fit une entrée triomphale; mais, bientôt après, sa conduite mesurée fit soupçonner qu'il s'était enfin laissé gagner par la Russie. L'artificieuse Catherine, en comblant de bienfaits les Polonais même qui avaient combattu avec plus de courage pour la liberté de leur patrie, ou s'étaient déclarés contre elle avec le plus d'énergie, les faisait servir, sans qu'ils s'en aperçussent, à l'accomplissement de ses desseins, soit parce qu'elle neutralisait leurs efforts et leur haine, soit parce qu'elle attirait à elle les moins déterminés d'entre eux.

Le roi, qui restait à peu près impassible au milieu des dissensions qui agitaient le royaume, était regardé par les patriotes comme cause de l'influence désastreuse des Russes; et ce malheureux prince, dont ceux qui l'ont particulièrement connu disent qu'il voulait sincèrement le bien de la Pologne, aurait été peut-être le libérateur de

sa patrie s'il avait eu assez de force pour en chasser les dangereux *protecteurs* qui la tenaient asservie, et, d'un autre côté, pour comprimer et contenir les factions; mais il n'avait ni les moyens d'arriver à ces grands résultats, ni même la fermeté de caractère qu'il aurait fallu pouvoir déployer tant contre les factieux que contre les étrangers. Il fit d'ailleurs ce qu'il put : c'était de convoquer une diète pour tâcher de rapprocher les esprits; et la diète, en effet, s'ouvrit à Varsovie le cinq octobre de la même année; mais cette diète fut très-orageuse, parce que, dans les *universaux* (1) qui furent publiés, le prince de Radziwil avait fait insérer que nul ne pouvait être élu nonce s'il n'avait appartenu à quelqu'une des confédérations; ce qui causa de violents murmures dans les diétines et un mécontentement qui fut apporté par les nonces à la diète générale.

Le roi, dans son discours d'ouverture, conjura les nonces d'abjurer leurs vieilles discordes : il le fit dans les termes les plus pathétiques. Aussitôt qu'il eut fini, l'évêque de Cracovie prit la parole; ce fut pour combattre les prétentions des dissidents : ce n'était guère le moyen d'amener la paix; mais il obéissait à sa conscience. On lui reproche d'avoir mis beaucoup d'aigreur dans son

(1) On appelait ainsi les lettres de convocation pour assembler les diétines.

zèle. Il dit au roi, en termes fort durs, qu'il ne suffisait pas de se dire attaché à la religion romaine, mais qu'il fallait encore, en faisant le serment de maintenir cette religion, avoir le courage de la défendre *à tout prix*.

La diète ne nomma pas de maréchal ; elle se contenta de décider que Radziwil en remplirait les fonctions. La seconde séance fut si tumultueuse, que le prince, désespérant de rétablir le calme, ajourna l'assemblée au 12, c'est-à-dire à cinq jours. Pendant la durée de l'ajournement, on s'occupa des moyens de rendre la troisième séance plus utile que les deux premières. On proposa de nommer des commissaires pris dans l'ordre du clergé et dans celui des nobles, lesquels se concerteraient avec l'ambassadeur russe sur les propositions qu'il conviendrait de faire relativement aux dissidents. Vaines précautions ! La séance du 12 vit encore des scènes plus violentes que les séances du 6 et de la veille.

L'évêque de Cracovie reprit avec beaucoup de véhémence tous les arguments qu'il avait déjà proposés contre les dissidents ; il protesta contre la nomination de tous commissaires qui seraient chargés de traiter avec l'ambassadeur russe, et auxquels on accorderait des pouvoirs illimités, sans se réserver même le droit d'improuver et de rejeter leurs décisions ; un pouvoir si exorbitant ne pouvait être exercé que par l'assemblée entière. Ce

discours fit d'autant plus d'impression, que l'évêque de Cracovie passait pour un loyal Polonais qui avait résisté courageusement aux séductions et aux menaces des Russes. La séance fut levée sans qu'on eût pris aucune délibération. L'ambassadeur (c'était le prince Repnin) employa tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour gagner l'évêque et acheter sinon son suffrage, du moins son silence; mais le digne prélat fut inébranlable. Le prince, désespérant alors de le corrompre ou de l'intimider, ne recula pas devant l'idée d'un crime. Il importait à sa souveraine, dont il connaissait, dont il soupçonnait au moins les projets ultérieurs, de priver la république du seul appui qui semblât lui rester.

Dans la nuit du 13 au 14 octobre, nuit néfaste
prêta ses ombres au plus odieux attentat, un
hement de troupes russes enleva, dans Var-
ıême, l'évêque de Cracovie et avec lui l'é-
Kiovie, le palatin de Cracovie et son fils,
ıt eu le courage de joindre leurs voix à
'lat. Les quatre victimes de leur patrio-
immédiatement conduites hors de la
à une troupe de Cosaques, qui leur
te jusque dans l'intérieur des États
les remirent entre les mains des
ires, comme cela leur était
sser en Sibérie.
'èvement se répandit le len-

demain dans Varsovie, et la consternation devint générale. Les Polonais venaient de perdre les derniers défenseurs de leurs libertés expirantes; et ces républicains, autrefois si fiers, courbés par la douleur, se rendirent en suppliants chez le prince Repnin, qui les laissa s'humilier devant lui, et se contenta de leur dire qu'il avait fait arrêter ces quatre individus, parce qu'ils avaient méconnu la pureté des intentions de la czarine, et parce qu'au fond ce n'étaient que des perturbateurs de l'ordre public. Les Polonais se retirèrent pleins de confusion et bien convaincus qu'un abîme sans fond était ouvert sous leurs pas, et que dans cet abîme allaient s'engloutir pour jamais toutes les libertés de la Pologne. Le désespoir leur criait de s'armer pour sauver la patrie ou périr avec elle : la froide raison leur montrait une armée nombreuse occupant Varsovie et toutes les villes de la Pologne et de la Lithuanie.

Le comte Zamoiski, grand chancelier du royaume, et à ce titre gardien des lois et protecteur des libertés nationales, alla se jeter aux pieds de Stanislas-Auguste, et le conjura, les larmes aux yeux, de reprendre les sceaux. Le roi resta d'abord interdit, et une vive agitation succéda à ce premier mouvement de stupeur : « Eh quoi! dit-il au chancelier au bout de quelques instants, un pilote doit-il abandonner le gouvernail pendant l'orage? — Le vaisseau, reprit Zamoiski, n'est plus

susceptible de manœuvre; irai-je souiller ma main en légalisant par ma signature et l'apposition des sceaux l'acte du naufrage? »

Le roi crut alors devoir présenter à la diète le plan qu'avait déjà proposé le prince Radziwil, de nommer des commissaires pour conférer avec le prince Repnin. Quelques membres adhérèrent à cette proposition; les autres gardèrent un morne silence qu'on prit pour un consentement tacite. Il fut décidé en conséquence que soixante-dix députés seraient nommés pour conférer avec le prince russe. Une partie de ces députés fut fournie par le sénat; le reste fut pris dans l'ordre équestre. Les ministres d'Angleterre, de Prusse, de Suède et de Danemark assistèrent aux premières conférences; ensuite ils s'en rapportèrent au prince russe et ne reparurent plus. Repnin, resté seul chargé de cette affaire importante, dicta aux commissaires un traité dont le premier article portait :

« Que la religion romaine serait déclarée religion dominante dans tous les actes publics; qu'aucun prince ne pourrait aspirer au trône s'il n'était catholique, ni aucune princesse être couronnée reine si elle n'appartenait pas à la même religion. »

Le second article réservait aux seuls Grecs le nom de *dissidents;* il accordait à tous les dissidents le libre exercice de leur religion, et créait

un tribunal composé de juges pris parmi toutes les sectes, afin de juger sans appel toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les catholiques et les dissidents. Ceux-ci devenaient aptes à tous les emplois.

Par le troisième article, l'exercice de la religion évangélique devenait libre, conformément au traité d'Oliva.

Le quatrième ne se rapportait qu'à des affaires de discipline concernant le palatinat de Culm et le duché de Courlande.

Ce traité dicté par la Russie, était conclu, d'une part, entre l'impératrice et les quatre rois d'Angleterre, de Prusse, de Suède et de Danemark; et, de l'autre, entre le roi et la république de Pologne, pour pallier la violation flagrante du droit des nations. Les cinq puissances n'intervenaient que comme garantes du traité d'Oliva; mais il est à remarquer que la Russie n'avait pas été partie dans ce traité d'Oliva qu'elle voulait garantir.

La commission, toujours dirigée par le prince russe, s'occupa de divers chefs d'administration: elle accorda au roi un traitement de quinze cent mille florins; celui du grand trésorier fut porté à deux cent mille; plusieurs seigneurs obtinrent aussi une augmentation de traitement ou des gratifications. Radziwil eut une pension de six cent mille florins, soit pour l'indemniser des pertes

qu'il avait souffertes dans les derniers troubles, soit pour le remplir d'une créance qu'il avait sur l'État.

La cour de Rome, informée de ce qui s'était passé, conçut de vives inquiétudes; elle envoya au primat et aux évêques des brefs par lesquels elle leur reprochait, au nom de la religion, la faiblesse qu'ils avaient montrée. Le nonce du pape, admis à l'audience de Stanislas-Auguste, lui fit de vives remontrances. Il l'exhorta, par toutes les considérations que son zèle put lui suggérer, à soutenir la religion menacée, et à refuser de ratifier un traité dicté par l'ambassadeur d'une puissance ennemie. Le faible prince sentait bien la justesse des observations qui lui étaient résentées; mais son dévouément forcé à la czarine fut plus fort que son patriotisme.

Le nonce fut alors tenté de prononcer anathème contre tous ceux qui souscriraient au traité obtenu par les dissidents; mais il paraît que l'ambassadeur russe le fit indirectement menacer d'aller partager le sort de l'évêque de Cracovie, et la crainte le retint.

On présenta pour lors à la diète les opérations de la commission. Le grand maréchal de Lithuanie eut le courage de protester contre tout ce qui s'était fait ou se ferait sous l'influence des troupes étrangères. Le nonce de Volhynie, Golegeriski, s'opposa aussi à la ratification du traité; et son

discours commençait même à produire une vive impression sur l'assemblée, lorsqu'un des membres s'avisa de l'interrompre, sous prétexte que le roi allait parler. « Chacun sait, dit le nonce, que le roi est au-dessus de moi; mais ici je représente la république, plus ancienne que le roi. » Les réclamations de Golegereski n'en furent pas moins étouffées, et la diète sanctionna tout ce que la Russie la somma d'approuver. Ainsi finit cette diète orageuse de 1767, dont les funestes résolutions mirent le sceau à l'asservissement de la Pologne. Les nonces emportèrent dans leurs palatinats la honte et le remords d'avoir été les instruments de cette odieuse catastrophe.

CHAPÎTRE IX.

Confédération des Polonais ; hostilité des Russes et des Prussiens ; intervention de la Porte ; événements divers.

La corruption des nonces et des seigneurs n'avait pas encore gagné les palatinats. Presque dans tous on reçut avec indignation la nouvelle de la ratification du traité par la diète ; et aussitôt des confédérations se formèrent pour en empêcher l'exécution et résister à l'oppression russe. La première eut lieu en Podolie ; elle élut pour son maréchal le staroste Krasinski, et mit sur ses drapeaux cette devise : *pro religione et libertate.* Les membres du clergé conjuraient tous les Polonais de s'armer pour la religion de leurs pères ; les nobles pressaient leurs concitoyens de se joindre à eux pour chasser les Russes du sol de la patrie. Une seconde confédération s'établit à Bar, dans la même province ; elle ne tarda pas à faire cause commune avec la première ; elle avait pour enseigne une image de la sainte Vierge tenant dans ses bras l'enfant Jésus. Le comte Potocki en fut nommé maréchal.

La czarine, irritée, menaça les confédérés de les faire exterminer par ses troupes. Ces menaces n'arrêtèrent pas le premier élan d'enthousiasme. On touchait au printemps de 1768. Le clergé saisit l'époque de la Semaine sainte pour prêcher une croisade, et fournit aux confédérés une somme de quatre millions de florins. Presque tous les palatinats de la Grande-Pologne suivirent l'exemple de la Podolie. Les dissidents et les seigneurs vendus à la Russie se confédérèrent de leur côté, sous prétexte de défendre le roi et de maintenir les priviléges accordés aux religionnaires. La czarine *se fit prier*, par ces confédérés de nouvelle espèce, de laisser ses troupes en Pologne; et non-seulement cette officieuse princesse *daigna consentir* à laisser ses troupes en Pologne, mais encore elle en envoya de nouvelles.

La Porte Ottomane fit entendre des plaintes; on n'y eut point égard; et les Russes, au lieu de partir, parurent s'établir à demeure dans tous les lieux qu'ils occupaient. Les confédérés tentèrent d'enlever le prince Repnin, et celui-ci fit entrer de nouveaux corps de troupes à Varsovie, et garnit d'artillerie toutes les avenues de son hôtel. La Pologne devint alors un vaste champ de carnage; il y eut plusieurs engagements où les confédérés, écrasés par le nombre, firent des pertes considérables. Les villes prises par les Russes furent livrées au pillage et à l'incendie. Le châ-

teau de Bar fut pris après un siége opiniâtre 21 juin 1768), et les confédérés y perdirent quatre mille hommes.

D'un autre côté, le général russe Apraxin marcha sur Cracovie, qu'il investit sur-le-champ. Les confédérés se défendirent avec courage et firent plusieurs sorties, mais sans beaucoup de succès. Comme il y avait dans la ville un grand nombre de dissidents, on enferma les hommes chez les jésuites, et les femmes au couvent des religieuses de Saint-André. Leurs maisons furent fermées, ainsi que leurs magasins, et l'on mit des sentinelles aux portes pour en empêcher le pillage.

Cependant le prince Lubomirski, chef de la confédération de Sanock, jugeant au bout de quelques jours qu'il n'était plus possible de tenir dans Cracovie, se mit à la tête de huit cents des siens, et, forçant les lignes russes, parvint à se frayer un sanglant passage; il perdit la moitié de ses gens.

Après son départ, les Russes s'établirent dans un quartier de la ville que n'avait pu défendre un retranchement garni de sept pièces de canon. Les confédérés détruisirent aussitôt par le feu un faubourg voisin, ce qui causa une perte considérable, parce qu'il renfermait d'immenses dépôts de marchandises. Les assiégés commencèrent alors à perdre l'espérance; ils demandèrent à capituler. Le farouche général russe répondit qu'il n'accor-

La czarine, irritée, menaça les confédérés de les faire exterminer par ses troupes. Ces menaces n'arrêtèrent pas le premier élan d'enthousiasme. On touchait au printemps de 1768. Le clergé saisit l'époque de la Semaine sainte pour prêcher une croisade, et fournit aux confédérés une somme de quatre millions de florins. Presque tous les palatinats de la Grande-Pologne suivirent l'exemple de la Podolie. Les dissidents et les seigneurs vendus à la Russie se confédérèrent de leur côté, sous prétexte de défendre le roi et de maintenir les priviléges accordés aux religionnaires. La czarine *se fit prier*, par ces confédérés de nouvelle espèce, de laisser ses troupes en Pologne; et non-seulement cette officieuse princesse *daigna consentir* à laisser ses troupes en Pologne, mais encore elle en envoya de nouvelles.

La Porte Ottomane fit entendre des plaintes; on n'y eut point égard; et les Russes, au lieu de partir, parurent s'établir à demeure dans tous les lieux qu'ils occupaient. Les confédérés tentèrent d'enlever le prince Repnin, et celui-ci fit entrer de nouveaux corps de troupes à Varsovie, et garnit d'artillerie toutes les avenues de son hôtel. La Pologne devint alors un vaste champ de carnage; il y eut plusieurs engagements où les confédérés, écrasés par le nombre, firent des pertes considérables. Les villes prises par les Russes furent livrées au pillage et à l'incendie. Le châ-

conçu le projet de peupler aux dépens de la république, comme nous le dirons plus bas. Sur ces entrefaites, le Grand-Seigneur, dont les Russes et les Polonais, dans leurs marches et contre-marches, violaient souvent le territoire, envoya, pour le protéger, une armée nombreuse. Cette armée parut, au surplus, destinée à fermer la frontière aux seuls Russes, puisque le pacha de Choczim accorda toujours un asile aux Polonais poursuivis par les Russes.

On ne tarda même pas à apprendre que l'ambassadeur russe à Constantinople avait été mis au château des Sept-Tours. En même temps le roi Stanislas-Auguste reçut des dépêches du grand vizir et un manifeste contenant la déclaration de guerre de la Porte à la Russie.

Dans sa dépêche, le vizir exposait, avec beaucoup d'ordre et de clarté, tous les motifs de mécontentement que la Pologne avait donnés, depuis la mort d'Auguste III, à la sublime Porte, et tous les griefs que le gouvernement turc avait contre la czarine. Il rappelle ce qui s'était passé à l'époque de l'élection du souverain actuel, les conseils donnés à la nation polonaise d'entretenir l'union et la paix ; il reproche aux Polonais de n'avoir pas compris que le conseil de ne pas admettre chez eux des troupes étrangères, n'avait pour objet que de les tenir en garde contre l'invasion des Russes, et que l'intention de Sa Hautesse était de

les protéger contre l'ambition de leurs voisins ; d'avoir donné les mains à l'entrée des troupes russes dans leur pays, et de s'être ainsi attiré, par leur aveuglement inexcusable, les malheurs qui les accablaient actuellement.

Le vizir se plaignait des violations du territoire ottoman par les troupes russes, et du séjour de ces troupes dans la Pologne, contre la teneur des traités existants. Il ajoutait qu'ayant demandé des explications à l'envoyé de Russie, celui-ci avait déclaré que la czarine ne retirerait ses troupes qu'après qu'elle y aurait rétabli l'ordre; ce qui signifiait : après qu'elle y aurait anéanti les libertés des Polonais; que, sur cette réponse, cet envoyé avait été, suivant l'usage, enfermé aux Sept-Tours, et la guerre déclarée à la Russie.

Le roi Stanislas-Auguste n'était pas ménagé dans cette dépêche ; il était représenté comme indigne du trône; et le visir conseillait à la nation polonaise, si elle voulait mettre un terme aux maux de la patrie, de procéder à l'élection d'un nouveau souverain et de faire les plus grands efforts pour chasser les Russes de la Pologne.

Ces pièces importantes ne purent rester cachées; elles se répandirent à la fin de l'année, ce qui ne fit qu'augmenter les troubles. Pelawski, l'un des confédérés les plus redoutables, parce qu'il avait des talents militaires qui manquaient à beaucoup d'autres chefs, encouragé par l'espé-

rance d'une diversion puissante opérée par la Turquie, continuait de poursuivre avec acharnement les partisans de Stanislas-Auguste, et de harceler tous les partis russes, d'intercepter les convois, de couper les communications entre les divisions ennemies. S'étant même avancé du côté de Cracovie, le commandant russe de cette place, s'attendant à un siége, ordonna aux habitants de faire des provisions de vivres pour six mois, et il expulsa de la ville tous ceux qui ne purent exécuter cet ordre.

D'un autre côté, Kosuchowski, maréchal de la confédération générale, publia un manifeste dans lequel il annonçait l'intention de faire déclarer la vacance du trône. Malheureusement la dissension se mit entre lui et le maréchal Zaremba, qui lui disputait le commandement suprême. Les généraux russes profitèrent de cette division et obtinrent quelques avantages. Toutefois les confédérés restèrent unis par le sentiment, chaque jour plus vif, d'une haine commune contre les Russes.

Cependant le roi tenta d'assembler la diète pour l'an 1770; mais cela ne fut pas possible, parce qu'on ne parvint nulle part à réunir les diétines. Pour comble de maux, la peste se fit sentir cette année dans plusieurs palatinats, et y exerça ses ravages pendant plusieurs mois.

La czarine, qui suivait constamment le système

qu'elle avait adopté d'invoquer la justice lorsqu'elle la violait avec le plus d'impudence, et de se dire l'amie sincère de la Pologne, qu'elle opprimait par ses armes et qu'elle livrait à la guerre civile, adressa aux Polonais (14 mai 1771) une déclaration dans laquelle elle se disait disposée et même décidée à porter remède aux troubles qui déchiraient la république. Ce remède consistait à établir son ambassadeur médiateur suprême et pacificateur; à inviter les Polonais à des conférences chez cet ambassadeur qui ferait connaître à tous le généreux désintéressement de sa souveraine. Amnistie était offerte aux rebelles, c'est-à-dire aux confédérés.

De son côté, l'ambassadeur (le conseiller Saldern, qui avait remplacé Repnin, appelé à commander une armée contre les Turcs) publie un véritable manifeste contre les rebelles, qu'il appelle *troupes de brigands et de scélérats* qui infestent les grands chemins, et auxquels il annonce que ceux qui seront pris, seront jugés comme tels et livrés aux supplices, et ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre.

Saldern ne s'en tint pas là : il tâcha de gagner les principaux chefs des confédérés, ou du moins de les rendre suspects. Il avait été, dans sa jeunesse, lié avec le comte Oginski, grand maréchal de Lithuanie. Il lui écrivit une lettre en deux parties. Dans la première, en sa qualité d'ambassa-

deur plénipotentiaire, il menaçait et donnait des ordres ; dans la seconde, en qualité d'ami, il faisait au comte les plus belles protestations de dévouement, et laissait entrevoir tout ce qu'il pouvait espérer de la bienveillance de sa magnanime souveraine.

Oginski répondit à l'ambassadeur et à l'ami d'une manière assez piquante, ce qui, ôtant à Saldern l'espoir de réussir par l'intrigue, le fit revenir à la menace; et il termina sa correspondance avec le grand maréchal par un billet brutal, dans lequel il déclarait rompus pour toujours les liens de l'ancienne amitié.

Pendant que cela se passait, le roi de Prusse continuait à dévaster et à dépeupler les provinces qu'il avait envahies. On assure que seulement dans le courant de l'année 1771 il enleva au moins douze mille familles qu'il envoya dans ses États. Il établit même un impôt singulier. Chaque ville, chaque village eut ordre de livrer à ses agents un nombre déterminé, d'après la population respective, de jeunes filles nubiles auxquelles leurs parents étaient tenus de fournir pour dot quelques effets mobiliers, une vache, deux porcs et trois ducats d'or. Ces malheureuses, violemment séparées de leurs familles, étaient conduites en Prusse, où on les mariait, sans les consulter, avec des militaires qui avaient obtenu leur congé ; celles qui tentaient d'opposer de la résistance étaient enchaînées comme des criminelles.

Frédéric ne se borna pas à l'enlèvement des habitants de la Grande-Pologne, il voulut encore s'en approprier les richesses. Dans le mois d'octobre, il publia un édit par lequel il ordonnait, sous les peines les plus sévères, même des corporelles, de recevoir pour prix des fourrages, denrées, provisions, blé, chevaux, etc., fournis à ses troupes, la monnaie qui serait offerte en paiement. Cette monnaie était de deux sortes. L'une était exactement semblable à celle de la Pologne; mais elle contenait un grand tiers d'alliage, de sorte que trois florins de cette monnaie n'avaient pas plus de valeur que deux florins du pays. La seconde consistait en ducats portant l'empreinte des ducats de Hollande; ici la perte était moins considérable, elle ne montait pas tout à fait à un cinquième de la valeur nominale (17 pour 0/0). Aveccette fausse monnaie, le philosophe Frédéric, tant vanté par nos philosophes du siècle passé, acheta non-seulement une quantité de grains et de fourrages suffisante pour l'entretien de son armée pendant deux ans, mais encore il en remplit de grands magasins dans le pays même; et, par une combinaison machiavélique qui fait peu d'honneur à ce prince, les malheureux habitants étaient forcés de venir se pourvoir à ses magasins des grains nécessaires à leur subsistance journalière, et de les payer à un prix très-élevé, en bonne monnaie, parce que

ce qui lui restait de vie. On prétend, et ce n'est pas sans fondement, qu'en considérant la tendance des esprits, le progrès des doctrines philosophiques, le relâchement des mœurs et l'indifférence presque universelle pour la religion, il prévoyait une révolution orageuse qui entraînerait dans son cours tout ce qui existait; mais il se consolait en pensant que cette révolution n'éclaterait qu'après lui, et il se mettait peu en peine de ce qui arriverait à son successeur. Jusqu'en 1770 Louis avait laissé tout le poids du gouvernement aux mains du duc de Choiseul, les finances, la guerre, la marine, les relations extérieures. Il avait abandonné le système politique du cardinal de Richelieu, lequel consistait à s'opposer à l'agrandissement de la maison d'Autriche, à diminuer l'influence qu'elle avait acquise sous Charles-Quint et Philippe II, et à placer dans les mains du roi de France la balance des intérêts des puissances du Nord.

On assure que le duc de Choiseul était pensionné par l'Autriche, comme Dubois, sous le régent, l'avait été par l'Angleterre. Ce qui peut le faire penser, c'est que les honteux traités de 1756 et 1758, qui assujettissaient la France à l'Autriche, furent l'ouvrage de ce ministre. C'était contre le premier de ces traités que le Dauphin, père de Louis XVI, avait fait un mémoire où il s'élevait avec force contre l'alliance de la France avec

l'Autriche, alliance qu'il regarda comme devant être funeste à la France; et l'événement a prouvé que les prévisions de ce prince étaient justes; mais il ne fut pas écouté : et le dernier acte du ministère Choiseul fut le mariage du Dauphin (c'était alors Louis XVI) avec Marie-Antoinette. Le parti du duc d'Aiguillon, soutenu par la favorite, finit par renverser le duc de Choiseul; mais la France n'y gagna rien, ni considération au dedans, ni influence au dehors. Le nouveau ministère laissa les événements marcher, sans chercher les moyens d'en diriger le cours. La Pologne n'avait donc rien à attendre de la France. La seule puissance en qui elle pût espérer était la Turquie; mais la Turquie seule ne pouvait s'opposer aux trois puissances réunies contre son alliée.

Quand le prince Henri eut fait admettre par Catherine le plan formé par son frère, il lui fit quelque objection sur les difficultés de l'entreprise; la czarine répondit : *J'épouvanterai la Turquie, je flatterai l'Angleterre; chargez-vous d'acheter l'Autriche pour qu'elle endorme la France.* Ces mots, qui prouvent que la czarine connaissait bien la situation politique de l'Europe, se rapportent à une époque antérieure à l'accession de l'Autriche; mais cette adhésion ne se fit pas attendre.

Les Russes, certains alors qu'on leur abandon-

nait la malheureuse Pologne comme une proie à dévorer, se livrèrent envers les Polonais à des exactions révoltantes et même à des actes d'une atroce cruauté. Ils n'agissaient pas autrement dans toutes les provinces dont la fortune des armes les avait rendus maîtres. Les confédérés, poussés au désespoir (et presque toujours le désespoir nous rend injustes), accusèrent leur roi Stanislas-Auguste de s'être mis d'accord avec la czarine; mais l'infortuné prince n'était que son esclave, et il ne pouvait rien vouloir, parce qu'il ne pouvait rien exécuter. Il était d'ailleurs d'un caractère faible et timide, et il aurait fallu une âme fortement trempée, un courage porté jusqu'à l'audace, une volonté ferme de rompre ses fers, et de rendre à la Pologne son ancien lustre et son indépendance au prix même de sa vie; et certes, si Stanislas-Auguste avait été capable d'une résolution héroïque, avec l'élan du patriotisme qui s'était rallumé dans tous les cœurs polonais, il n'aurait pas manqué de réussir. Ce qui a nui aux Polonais, c'est d'avoir formé cent confédérations particulières, ayant chacune un chef particulier, au lieu d'une confédération générale et unique dont tous les mouvements auraient été dirigés par une seule tête. Tel serait le sort d'une grande armée qui n'aurait pour chefs que des colonels. Les confédérations particulières des Polonais étaient toujours battues en détail par des forces supérieures.

Le chef Pulawski, bien convaincu que tout le mal venait du roi, forma le projet téméraire de s'emparer de sa personne. Qu'espérait-il? que voulait-il? On l'ignore. Prétendait-il forcer les Polonais à élire un nouveau souverain? L'ambition et le courage qui l'avaient fait chef de parti lui laissaient-ils entrevoir le trône vacant comme s'offrant à lui pour qu'il pût s'y placer? Ou bien voulait-il, en gardant le roi près de lui et le tenant pour ainsi dire en tutelle, se montrer aux Polonais comme agissant d'accord avec le roi, et, profitant du prestige attaché à ce nom par l'habitude, attirer sous ses drapeaux toutes les confédérations particulières, sur lesquelles il aurait ainsi dominé? Ce projet, s'il l'avait formé, aurait pu sauver la Pologne; mais on peut douter qu'il ait eu d'autre motif que sa haine contre le prince, qu'il supposait dévoué aux Russes, et qui, par sa conduite inactive et molle, n'autorisait que trop ce soupçon.

Pulawski avait conçu le dessein de l'enlèvement; mais il en confia l'exécution à trois officiers qui lui étaient dévoués et qui partageaient son exaltation, ils s'appelaient Lukowski, Strawenski et Kosinski. On assure qu'il les fit entrer dans ses vues à force de promesses, et qu'il exigea d'eux que par un serment solennel et terrible, leurs mains placées dans les siennes et toutes ensemble sur deux épées en croix, ils s'engageassent à lui

livrer le roi vivant, et, s'il n'était pas possible de l'avoir vivant, de le tuer. Ces trois officiers choisirent parmi les confédérés, trente-sept complices d'une bravoure éprouvée et déterminés à tout.

Ces quarante individus se rendirent séparément à Varsovie, après être convenus d'un lieu où, à jour fixe, ils pourraient se retrouver. Ils passèrent un mois dans la ville, cherchant dans les habitudes du roi les moyens de s'avancer jusqu'à sa personne. Enfin, après s'être bien assurés que le roi sortait presque tous les soirs, soit pour aller voir son oncle, le prince Czartoriski, grand chancelier de Lithuanie, soit pour se rendre chez l'ambassadeur de Russie, et qu'il rentrait vers les neuf ou dix heures en passant par la rue des Capucins, ils formèrent leur plan d'attaque. Ils se procurèrent du foin, des charrettes, et, déguisés en paysans, ils entrèrent dans Varsovie, comme s'ils eussent voulu vendre ces fourrages aux Russes. Ils avaient attelé aux charrettes leurs propres chevaux, et caché sous le foin leurs selles, leurs habits et leurs armes. Ils ne furent ni reconnus, ni soupçonnés, tant ils avaient su prendre l'apparence, le costume et les manières de ceux pour qui ils voulaient qu'on les prît.

—

CHAPITRE X.

Enlèvement du roi Stanislas-Auguste ; sa délivrance.

Les conjurés choisirent la nuit du 3 septembre 1771. Le temps était sombre, les ténèbres épaisses (la ville, à cette époque, n'était pas éclairée la nuit), le calme profond; tout semblait favoriser l'audacieuse entreprise. Les uns allèrent se placer hors de Varsovie en des lieux convenus d'avance ; les autres se rendirent à la rue des Capucins. Le roi était allé ce jour-là chez son oncle ; il se retirait entre neuf et dix heures du soir. Il était en carrosse, et quinze ou seize personnes lui servaient d'escorte, sans compter un aide-de-camp assis à côté de lui. Il se trouvait à peine à deux cents pas de l'hôtel Czartoriski, que les conjurés attaquèrent le carrosse, ordonnant au cocher d'arrêter, sous peine d'être tué sur-le-champ. Plusieurs coups de feu furent tirés. Un heiduque (soldat hongrois), qui voulut défendre son maître, fut percé d'une balle et mourut le lende-

main. Cet homme seul se montra courageux et fidèle ; tous les autres, l'aide-de-camp compris, s'enfuirent lâchement et se dispersèrent dans toutes les directions. Cependant le roi avait essayé de sortir du carrosse, comptant qu'à la faveur de l'obscurité il pourrait peut-être échapper aux assassins. Il était même déjà descendu, lorsqu'un des conjurés le saisit par les cheveux en criant : « Nous te tenons, scélérat ! ton heure est arrivée. » Un autre, ajoutant à ces mots d'horribles imprécations, tira sur lui un coup de pistolet de si près, que le roi en sentit le feu au visage ; la balle heureusement ne fit qu'effleurer la peau. Un troisième alors lui porta sur la tête un coup de sabre qui pénétra profondément.

Les conjurés étant remontés à cheval, deux d'entre eux saisirent le roi au collet et le traînèrent ainsi, entre leurs chevaux lancés au grand trot, l'espace d'environ cinq cents pas dans les rues de Varsovie. Une sentinelle russe, qui se trouvait dans une des rues qu'ils traversèrent, les laissa passer sans opposition, parce qu'ils lui répondirent en russe, et qu'elle les prit pour une patrouille de sa nation.

Pendant que ces événements se passaient, tout dans le palais était trouble et consternation. Les fuyards s'y étaient rendus par divers chemins, et ils y avaient répandu la funeste nouvelle. Les gardes à pied coururent au lieu où l'attentat s'était

commis ; mais ils n'y trouvèrent que le chapeau ensanglanté du roi, et la bourse dans laquelle étaient ses cheveux, suivant l'usage de ce temps. Ne sachant de quel côté tourner leurs pas, après une exploration inutile dans les environs, ils retournèrent au palais, où leur rapport ne fit qu'augmenter la confusion et le désordre. Les conjurés en profitèrent pour se mettre en sûreté.

La rapidité avec laquelle ils avaient traîné le roi derrière eux lui avait fait perdre la respiration. Ils voyaient bien qu'il lui devenait impossible de continuer à les suivre ; ils le firent monter sur un cheval ; et comme ils craignaient d'être poursuivis, ils pressèrent leur marche. Arrivés au bord du fossé qui entoure Varsovie, ils l'obligèrent à pousser son cheval pour qu'il franchît le fossé ; le cheval y tomba deux fois, et la seconde fois il se cassa une jambe. On donna au roi un autre cheval, sans lui laisser le temps de secouer la boue dont il était couvert.

Dès qu'ils furent arrivés au delà du fossé, ils prirent au roi le cordon de l'ordre de l'Aigle-Noir de Prusse, qu'il portait passé à son cou, et la croix de diamants qui y était attachée. Lukawski voulait porter ce cordon et la croix au général Pulawski, pour lui prouver que la personne du roi était entre ses mains. Les conjurés laissèrent au prince son mouchoir et ses tablettes, sur la prière

qu'il leur en fit; il reconnut bien alors qu'il était tombé au pouvoir des confédérés.

Cependant la troupe crut nécessaire de se séparer en plusieurs fractions de quatre ou cinq hommes, afin de se soustraire plus facilement aux recherches. Sept seulement furent choisis pour rester auprès du roi, sous les ordres de Kosinski. Mais ils ne connaissaient pas les chemins; leurs chevaux harassés pouvaient à peine marcher, et la nuit était si noire qu'ils allaient presque à tâtons et à l'aventure, marchant à pied, conduisant leurs chevaux par la bride, et faisant marcher le roi également à pied au milieu d'eux, de peur qu'il ne leur échappât s'ils le laissaient à cheval. Le roi, fut contraint d'obéir, quoiqu'il n'eût qu'un seul soulier, l'autre étant resté dans le fossé.

Ils continuèrent à errer ainsi dans les prairies voisines de Varsovie, et sans s'éloigner beaucoup de cette ville, pendant une partie de la nuit. Alors ils firent remonter le roi à cheval; deux d'entre eux marchaient à ses côtés, le tenant chacun par une main; un troisième tirait l'animal par la bride. Ils marchèrent ainsi pendant quelque temps, jusqu'au moment où Stanislas-Auguste, s'étant aperçu que les conjurés prenaient le chemin d'un village nommé Busakow, les avertit de l'éviter, parce qu'il y avait un poste considérable de soldats russes qui probablement voudraient le délivrer de leurs mains. Ce prince craignait, avec

raison, qu'au moment où les conjurés se verraient menacés par les Russes, ils ne le tuassent avant de prendre la fuite.

Cet avis, donné par le roi, fit supposer aux conjurés qu'il ne cherchait point à se sauver; et cela commença à les adoucir, car depuis longtemps ils ne cessaient de solliciter de Kosinski l'autorisation d'égorger ce prince, ce qu'il leur avait constamment refusé; et ces hommes qui, sans respect pour la majesté royale, traînaient leur roi prisonnier comme un vil criminel, soumis à la discipline, n'osaient enfreindre la défense de Kosinski, simple officier.

Celui-ci, s'étant aperçu du bon effet qu'avait produit sur leur esprit l'avertissement du roi, les engagea à le traîner avec moins de rudesse; il obtint même d'eux qu'ils lui donnassent un chapeau et une paire de bottes, secours précieux pour le roi, blessé à la tête et souffrant beaucoup du pied qu'il avait nu depuis le passage du fossé. On le fit aussi monter sur un cheval; et, après avoir continué de courir à travers les champs sans savoir où ils allaient, ils se trouvèrent à l'entrée de la forêt de Biélani, qui est à une lieue de Varsovie, où, la confusion n'avait fait que s'accroître de moment en moment.

Les gardes du roi, qui lui étaient tous dévoués, ne savaient quel parti prendre. S'ils se mettaient à la poursuite des conjurés, ils craignaient de le

voir massacrer sous leurs yeux, quand ses ravisseurs se verraient découverts; s'ils ne les poursuivaient pas, ils leur laissaient le temps de se retirer sains et saufs avec leur proie. Enfin quelques nobles prirent le parti de monter à cheval et de suivre la trace des confédérés; car on ne doutait pas que cet enlèvement extraordinaire ne fût l'ouvrage de ces derniers. Ils arrivèrent à l'endroit où le roi avait passé le fossé; ils y trouvèrent sa pelisse tachée de sang, déchirée en plusieurs endroits par des coups de sabre et percée de plusieurs trous par des balles de pistolet. Cette découverte leur causa une vive douleur; ils crurent que l'infortuné prince n'existait plus.

Stanislas-Auguste traversait alors la forêt de Biélani avec ses ravisseurs. Tout à coup une patrouille russe se fit entendre, et aussitôt l'alarme se répandit parmi eux; sur-le-champ ils tinrent conseil, et cette délibération eut pour conséquence la disparition de quatre d'entre eux, qui s'éloignèrent isolément par différents côtés. Les trois autres, Kosinski était l'un d'eux, continuèrent leur chemin. Le roi dut les suivre. Au bout d'un quart d'heure ils entendirent les pas et même le *qui vive?* d'une patrouille russe. Aussitôt deux conjurés s'enfuirent, et laissèrent le roi seul avec Kosinski.

Celui-ci parut déterminé à garder le roi à tout prix et à ne le rendre que mort, si l'on prétendait l'arracher de ses mains, dût-il lui en coûter la vie

à lui-même, comme il en avait fait le serment entre les mains de Pulawski. Cependant le roi, qui avait cru remarquer en lui quelque sentiment d'humanité, le conjura de s'arrêter un moment et de lui permettre de reprendre haleine, parce qu'il était épuisé de fatigue. Kosinski refusa et le menaça même de son sabre. « Quand nous aurons passé la forêt, lui dit-il, vous aurez un carrosse. »

Il fallut donc continuer de marcher. Bientôt après ils arrivèrent à la porte du couvent de Biélani. Là, Kosinski ne fut pas maître de son trouble, car il ne savait de quel côté tourner ses pas, pour éviter les dangers que le jour ferait naître avec lui. L'état de Kosinski ne pouvait échapper à l'œil du roi, si vivement interressé à lire dans le cœur de son gardien pour profiter du premier bon mouvement qu'il y remarquerait. « Je vois, dit-il à Kosinski, que vous ne savez quel chemin prendre; laissez-moi entrer dans ce couvent, et pourvoyez à votre sûreté. — Impossible, répondit Kosinski; j'ai prêté serment; je dois vous ramener ou vous tuer. »

En continuant de marcher, ils arrivèrent à Mariémont, petit palais ou château appartenant à la maison de Saxe, mais qui n'est qu'à une demi-lieue de Varsovie. Kosinski parut satisfait d'apprendre qu'il était à Mariémont. Il n'ignorait pas que les serviteurs de la maison de Saxe étaient na-

turellement ennemis de Stanislas-Auguste, lequel portait une couronne qu'ils croyaient appartenir à leur maître ; et comme le roi lui demandait toujours avec instance de lui accorder une minute de repos, il consentit à s'asseoir sur la terre avec son prisonnier.

Le roi saisit ce moment pour chercher à gagner Kosinski, si la chose était possible. Doué d'une éloquence insinuante et persuasive, il lui représenta l'atrocité d'un attentat sur la personne de son souverain ; le peu qu'il avait à attendre du succès, même complet, de sa mission ; les maux qu'il pouvait attirer sur la Pologne ; la nullité du serment qu'il avait prêté de commettre un crime ; les reproches qu'il se ferait à lui-même, les remords qui l'attendaient. Kosinski l'écoutait avec attention et dans un profond silence ; toutefois sa figure trahissait son émotion. « Mais, s'écria-t-il tout à coup, si je vous ramène à Varsovie, qu'arrivera-t-il ? Je serai pris et exécuté. »

Et comme cette réflexion le plongeait en de grandes perplexités : « Je vous donne ma parole royale, lui répondit Stanislas-Auguste, qu'il ne vous sera fait aucun mal, et que vous recevrez, au contraire, des marques de ma reconnaissance. Si vous doutez de ce que je vous dis, sauvez-vous pendant qu'il en est temps encore ; je me mettrai quelque part en sûreté, et je ferai prendre, à ceux qui pourraient vous poursuivre, une route op-

posée à celle que vous prendrez vous-même en me quittant. »

Kosinski ne put se contenir, il se jeta aux pieds du roi, implora le pardon de son crime, et jura de le défendre au prix de tout son sang. « Non, seigneur, lui dit-il, je ne vous quitte pas, mais c'est pour veiller sur vous; car vous pourriez encore rencontrer quelqu'un des conjurés qui nous ont quittés; et je m'en rapporte, plein de confiance, à votre générosité pour obtenir mon pardon. » Le roi lui réitéra les assurances qu'il lui avait données; mais jugeant pourtant qu'il ne fallait pas laisser à Kosinski le temps de revenir à son premier dessein, il prit sur-le-champ avec lui la route qui menait à un moulin assez éloigné du lieu où ils se trouvaient, et dont il se rappela très à propos la situation. Arrivés à la porte, Kosinski frappa inutilement pendant longtemps. Voyant qu'on ne répondait pas, il s'approcha d'une fenêtre qui était près de la porte et qui n'était défendue que par un châssis à vitres : il cassa un carreau, et par l'ouverture il demanda l'hospitalité pour un seigneur que des brigands avaient attaqué. Le meunier, qui les prit eux-mêmes pour des voleurs, persista pendant une demi-heure à les laisser hors de la maison. Le roi, s'étant alors approché de la fenêtre et du carreau cassé, dit au meunier : « Si nous étions des voleurs, il ne nous serait pas plus difficile de briser votre châssis

tique. Les bienfaits de Stanislas-Auguste l'y suivirent. Ce prince n'oublia jamais qu'il devait la vie à cet homme.

CHAPITRE XI.

Premier traité de partage entre les trois puissances; elles allèguent d'anciens droits; réponses du sénat; menaces de livrer Varsovie au pillage; la diète cède; nouvelle constitution proposée par la Russie.

L'audace que les conjurés venaient de montrer, tant en enlevant le roi qu'en formant des confédérations nouvelles, fit craindre à la czarine un soulèvement général qui arracherait la Pologne au joug qu'elle avait réussi à lui imposer par dix ans d'intrigues, de manœuvres ténébreuses ou de violences et d'hostilités déclarées. Elle se hâta donc de conclure, sur les plans fournis par le roi de Prusse, un traité particulier de partage avec ce souverain, et un second traité avec l'empereur d'Allemagne. Les deux traités furent définitivement signés à Saint-Pétersbourg, par les plénipotentiaires des trois puissances, le 25 juillet 1772.

Dans ces deux traités, dont la rédaction était absolument la même, les trois couronnes alléguaient respectivement d'anciens droits sur les provinces dont elles voulaient se saisir; et comme

elles n'avaient pas de contradicteurs, elles concluaient qu'il était pour elles de toute justice de rentrer en possession de ce qui leur appartenait.

Il fut convenu que la Russie prendrait la Livonie polonaise, et tout le pays au delà de la Dwina, tout le palatinat de Msieslaw, et plusieurs portions d'autres palatinats jusqu'au Dnieper; que l'Autriche recevrait, pour son lot, tout le pays situé sur la rive droite de la Vistule, depuis la Silésie jusqu'aux frontières de la Volhynie et de la Podolie; qu'enfin le roi de Prusse aurait toute la Pomérélie, excepté la ville de Dantzig et son territoire, plusieurs districts de la Grande-Pologne, le reste de la Prusse polonaise, le palatinat de Marienbourg, celui de Culm, la ville de Thorn exceptée.

Il fut convenu encore que chacune des trois puissances ferait occuper par des troupes les provinces qu'elles s'appropriaient, et que jusqu'au moment de l'entrée des troupes, qu'on fixait aux premiers jours de septembre, les parties contractantes *ne déclareraient rien de leurs intentions*, afin, sans doute, que les malheureux Polonais ne pussent pourvoir à leur défense.

Quand les trois couronnes se furent mises de fait en possession de leurs lots, en y envoyant des troupes nombreuses, elles firent notifier au roi Stanislas-Auguste des manifestes où chacune d'elles exposait ses droits respectifs sur les pro-

vinces envahies. Le roi de Pologne répondit aux déclarations combinées de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, par une autre lettre dans laquelle il proposa de soumettre les prétentions des trois cours à des arbitres; il finit en disant que le procédé dont elles ont fait usage étant de nature à donner le plus grave sujet de plainte au roi, au sénat et à la nation, il regardait l'occupation actuelle des provinces de la Pologne par les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, comme injuste, violente, et contraire aux droits légitimes de sa couronne, et qu'il en appelait définitivement aux traités garants du territoire de la Pologne.

Ce ne fut pas seulement en Pologne que la déclaration audacieuse de spoliation, faite si effrontément par les trois puissances, excita la surprise et l'indignation; ce fut dans toute l'Europe; tous les souverains virent avec peine une entreprise qui anéantissait le droit des nations; mais que pouvaient-ils faire pour en empêcher l'effet? Le roi de France seul aurait pu donner aux Polonais des secours efficaces; mais Louis XV, à la fin de sa carrière, était moins disposé que jamais à s'engager dans une guerre qui n'aurait pas manqué d'entraîner une conflagration générale; car à cette époque tous le princes de l'Allemagne, tous les États de l'Italie voyaient avec crainte l'agrandissement que prenait l'Autriche, et avec jalousie

celui de la maison de Brandebourg; et il est à croire que si la France eût armé pour la Pologne, elle aurait trouvé des alliés.

Quelques publicistes démontrèrent, ce qui au fond n'était pas bien difficile, l'injustice des prétentions des trois cours. Mais ce n'était point par des raisonnements qu'on pouvait les obliger à retirer leurs troupes; aussi tous ces écrits ne produisirent rien; et les trois ambassadeurs, craignant de ne pouvoir gagner les membres de la diète (car dès les premières séances les nonces avaient manifesté l'intention de refuser leur assentiment à l'abandon des provinces occupées), joignirent la menace aux remontrances, représentèrent leurs souverains comme très-décidés à l'accomplissement, à tout prix, de leurs projets. Ils parlèrent du danger pour les Polonais de les irriter par une résistance inutile, firent entendre qu'ils avaient reçu l'ordre de faire le roi prisonnier et de livrer Varsovie au pillage et à l'incendie; et la diète, épouvantée approuva tout ce qu'on voulut, et nomma même des commissaires pour régler avec les ambassadeurs les conditions et les effets du partage.

Aussitôt après que la diète eut donné son consentement, quelques-uns de ses principaux membres se rendirent auprès du roi, et lui reprochèrent avec beaucoup d'amertume la ruine de la Pologne. Le roi les écouta d'abord sans paraître

altéré ; mais à la fin, fatigué de subir des reproches qu'il ne croyait pas mériter, il se leva, et, jetant son chapeau par terre, leur dit d'un ton ferme : « Je suis las de vous entendre. Le partage de notre malheureux pays n'est qu'une suite de votre ambition, de vos dissensions, de vos querelles interminables (le roi aurait dû ajouter : de votre détestable constitution ; constitution si mauvaise, que si l'on voulait en donner une à un peuple pour le ruiner en fort peu de temps, on ne pourrait choisir mieux) ; c'est donc à vous seuls que vous devez imputer vos malheurs. Pour moi, quand il ne me resterait pas plus de terrain que ce chapeau ne peut en couvrir, je serais encore aux yeux de l'Europe votre infortuné, mais légitime souverain. »

Quelques seigneurs protestèrent du fond de leurs provinces contre l'acte de partage : quelques partis de confédérés prirent les armes ; Krasewski, qui en avait un corps sous ses ordres dans la Grande-Pologne, s'opposa vigoureusement à l'armée prussienne, qui, pour signaler sa prise de possession de la partie cédée, avait abattu les armes de la Pologne et substitué celles de la Prusse. Krasewski abattit à son tour les aigles de Prusse et rétablit les armes de la Pologne. Le général Lessow marcha contre lui avec un corps d'armée. Les Polonais se battirent comme des lions. Lessow fut dangereusement blessé, deux autres gé-

néraux tués; beaucoup de Prussiens périrent; mais à la fin, accablés par le nombre, les soldats de Krasewski furent tous massacrés. Les Polonais, découragés par cet échec, ne firent plus de résistance, et laissèrent consommer le démembrement de leur malheureuse patrie.

Par ce premier partage, la Russie acquit deux mille quatre cent quarante lieues carrées de pays, avec un million cinq cent mille habitants; l'Autriche, deux mille sept cents lieues carrées et deux millions et demi d'habitants; la Prusse neuf cents lieues carrées et huit cent soixante mille habitaints. Frédéric fut dédommagé de la faiblesse de son lot par sa proximité de la Vistule, et surtout par la facilité qu'on semblait lui donner de s'emparer, presque sans coup férir, des villes de Dantzig et de Thorn, dont il convoitait depuis longtemps la possession.

La Russie, qui déjà portait ses vues vers l'avenir, s'était engagée envers l'Autriche et la Prusse à maintenir l'indépendance du reste du royaume de Stanislas-Auguste; mais, dans cette promesse même, l'artificieuse Catherine entrevoyait les moyens d'arriver à un second partage en perpétuant les vices de la constitution, et en levant tous les obstacles qui pouvaient empêcher la république de tomber dans l'abîme où cette constitution la poussait. La czarine fit donc présenter à la diète, par son ambassadeur, avec l'acte de par-

tage, un projet de constitution nouvelle où on laissait subsister tout ce que l'ancienne avait de défectueux, où l'on omettait à dessein tout ce qui aurait pu servir à neutraliser le mal au moins en partie.

Ainsi la couronne de Pologne sera *élective à perpétuité*. Tout prince étranger sera exclu du concours à l'élection. Le fils ou petit-fils d'un roi ne pourra être élu immédiatement après la mort de ce roi; il ne pourra l'être qu'après l'intervalle de deux règnes. Le gouvernement sera libre, indépendant et de forme républicaine. Le *pouvoir exécutif* sera confié à un conseil permanent.

L'assemblée rejeta d'abord presque à l'unanimité un projet qui ne maintenait de l'ancienne constitution que les plus dangereux priviléges, dont l'usage avait été jusque-là si funeste; qui, en excluant du trône tout prince étranger, privait à jamais la Pologne de souverains assez puissants pour la délivrer du joug qu'on lui imposait; qui, en donnant à un conseil permanent l'exercice du pouvoir, réduisait la royauté à n'être qu'un vain simulacre, et plaçait dans le gouvernement même un foyer perpétuel de trouble et de discorde.

Au milieu des murmures qui éclataient de toutes parts, plusieurs voix s'élevèrent pour désigner le roi comme auteur des maux de la Pologne. Le roi prit alors la parole, et dans un discours éloquent il prouva combien ces reproches étaient injustes.

Le démembrement lui enlevait les trois quarts de ses revenus, l'établissement du conseil permanent le laissait sans autorité : pouvait-on penser que le mal vînt de lui ? Les nonces ne persistèrent pas dans leur opposition ; ils finirent par accéder à tout ce qui leur fut proposé par l'ambassadeur russe. Le conseil permanent ne fut créé que longtemps après.

Cependant de nouvelles confédérations se formèrent dans le courant des deux années suivantes. Celle de Bar se constitua plus forte qu'avant le partage, et publia même un manifeste qui causa aux trois cours d'assez vives inquiétudes ; mais la plus grande partie des Polonais, courbés sous le joug et retenus par la crainte, ne firent aucun mouvement, et les confédérations, n'étant point soutenues, et craignant à leur tour d'attirer sur elles toutes les forces des trois cours usurpatrices, se dissipèrent insensiblement. La Pologne, abattue, *parut calme*, de ce calme qui ressemble à la mort, et tandis que les troupes russes et prussiennes se livraient à d'horribles exactions dans les provinces qu'elles occupaient encore, le Russe Stackelberg, au nom de sa souveraine, dictait tranquillement des lois dans Varsovie, administrait la république comme une province de l'empire russe, et traitait le roi lui-même avec moins d'égards que s'il eût été son égal. On dit aussi qu'un jour que le roi se rendit chez l'ambassa-

deur, il le trouva assis devant une table de jeu; que l'ambassadeur, en l'apercevant, lui fit une légère inclination de tête, l'invitant par signe à s'asseoir; qu'il continua sa partie, et que personne ne se dérangea.

CHAPITRE XII.

Nouvelle constitution décrétée par la diète de 1791; le roi de Prusse et la czarine envoient des armées formidables et annoncent ouvertement leurs projets de partage définitif; faiblesse du roi.

Plus de quinze ans s'écoulèrent, depuis ce premier partage, sans qu'il se passât rien d'extraordinaire, ni qu'aucune tentative de rébellion troublât la douce quiétude des usurpateurs, sans qu'aucune confédération se formât. Les Polonais semblaient s'être façonnés les uns à la servitude, les autres à la nullité. Mais lorsque la révolution française eut éclaté, les mots de liberté et d'indépendance se firent de nouveau entendre. Seulement, plus attachés que les Français à la religion de leurs pères, ils manifestèrent hautement l'intention de la maintenir parmi eux.

Quand la diète s'était réunie en 1789, Pie VI lui avait adressé un bref, non, disait-il, pour exhorter les Polonais à la vertu, mais pour leur faire connaître ce qu'il attendait de celle qu'ils avaient si souvent montrée, et de leur dévouement pour l'Église. Les avis du souverain Pontife furent

reçus par la diète comme des ordres. La diète opéra des améliorations dans la distribution des revenus ecclésiastiques et dans le sort des évêques; et lorsqu'on eut appris en Pologne que le culte avait été aboli en France, elle déclara solennellement, le 28 septembre 1790, que la religion catholique serait seule dominante en Pologne. Malheureusement les circonstances politiques rendirent, peu de temps après, cette déclaration sans effet.

Cependant la czarine qui, non contente d'avoir usurpé de riches provinces sur la Pologne, poursuivait avec persévérance ses envahissements sur les terres de la Turquie, avait été obligée d'affaiblir l'armée qu'elle entretenait en Pologne pour envoyer des renforts à celle de Turquie. Quelques Polonais, en qui vivaient encore l'amour de la patrie, la haine contre les Russes et l'horreur de la dépendance, crurent le moment favorable pour chercher à rompre leurs chaînes. Le comte Ignace Potocki, qu'il ne faut pas confondre avec son cousin Stanislas, celui-ci tout à fait dévoué à la czarine, le premier patriote exalté, et par cela même ennemi déclaré de cette artificieuse princesse; Ignace Potocki conçut le projet d'une révolution, d'une constitution nouvelle; et comme il n'ignorait pas que le roi était mécontent de Catherine, il lui communiqua son plan et le lui fit adopter. C'était dans les premiers jours de l'année suivante (1791).

Dès que le roi eut donné son consentement, on ne négligea rien de ce qui pouvait réveiller l'ancienne antipathie des Polonais contre les Russes; on réunit dans Varsovie un grand nombre de Polonais que dans les derniers troubles les généraux russes avaient fait mutiler; on publia des écrits où l'on rappelait, sans qu'il fût nécessaire de les exagérer, tous les outrages que les Russes avaient fait subir aux Polonais, toutes leurs vexations, la perfidie de leur souveraine, la froide barbarie de leurs généraux; on répandit aussi le bruit que les trois cours étaient dans l'intention de demander un nouveau démembrement des provinces de la république.

La diète fut aussitôt convoquée, et elle s'assembla immédiatement; l'ouverture eut lieu le trois mai 1791 par un discours du roi qui exposait la situation critique de la Pologne, et tous les maux qu'elle avait soufferts. Après la lecture de cet exposé, qui fit une profonde sensation, on présenta le projet d'une constitution nouvelle qui fut adoptée le même jour à l'unanimité et sanctionnée le lendemain. Cette constitution était loin encore d'être parfaite; mais ses diverses dispositions attestaient que les Polonais, instruits enfin par une funeste expérience, voulaient corriger les abus dont ils étaient depuis si longtemps les victimes. En voici les dispositions principales. Cette constitution, donnée cinquante ans plus tôt à la Pologne,

l'aurait à coup sûr préservée des événements qui l'ont fait disparaître du rang des États européens.

« La religion catholique, apostolique, romaine, est et restera à jamais religion nationale... L'apostasie sera punie; les autres cultes seront tolérés conformément aux lois. »

« Le gouvernement se formera de trois pouvoirs distincts : l'autorité législative, qui résidera dans les états assemblés; le pouvoir judiciaire, dans les magistratures établies ou à établir; le pouvoir exécutif suprême, dans la personne du roi et dans le conseil de surveillance. »

Un titre assez long règle les fonctions et les pouvoirs de la diète. Le *liberum veto*, qui si souvent avait suspendu les diètes, et que chaque nonce pouvait exercer, est à jamais aboli. Les confédérations sont aussi défendues comme tendant à détruire les ressorts du gouvernement et à troubler la tranquillité publique.

L'article 7 règle les attributions du pouvoir exécutif principalement confié au roi. Il les étend au lieu de les restreindre, comme on ne cessait de le faire depuis le règne de Jagellon.

Le trône de Pologne est déclaré électif, mais par famille seulement, c'est-à-dire que tant que la famille élue aura un membre valide la couronne y sera héréditaire. La diète reconnaît que tous les malheurs de la Pologne ont été causés par les troubles qui ont eut lieu à chaque interrègne, et

que la succession au trône, régulièrement établie, est le seul moyen d'assurer l'existence politique du royaume. On règle qu'après le décès du roi régnant, le trône de Pologne passera à l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, et à ses héritiers mâles, et, à leur défaut, au mari de sa fille.

La personne du roi est sacrée et hors de toute atteinte; il n'a aucune responsabilité.

D'autres articles règlent les attributions du conseil et celles des magistrats, l'organisation de l'armée, la régence dans le cas de minorité, l'instruction publique, celle des princes fils du roi, etc.

Les trois puissances ne furent pas plutôt instruites du résultat de la diète du 3 mai, qu'elles craignirent, non sans fondement, que si les Polonais, régis par la constitution nouvelle, venaient à recouvrer leur indépendance, ils ne reprissent de force les provinces qu'on leur avait enlevées; dès ce moment elles ne prirent plus la peine de dissimuler leurs desseins; et elles mirent tout en usage pour arriver le plus tôt possible à l'anéantissement de la république. La czarine et le roi de Prusse (c'était Frédéric-Guillaume, neveu du roi philosophe) cherchèrent à donner un prétexte à leur intervention armée; ils ne voulaient qu'arrêter les progrès d'une révolution dont les suites, *funestes aux Polonais* eux-mêmes, bouleverseraient infailliblement toutes les puissances du

Nord. Cette étrange assertion était fondée sur ce que les patriotes de Varsovie avaient les mêmes principes que les jacobins et les révolutionnaires français.

Le roi de Prusse fit entrer ses troupes dans la Grande-Pologne, et, le 16 janvier 1792, publia un manifeste dans lequel il disait qu'il *avait espéré* que les troubles de la Pologne pourraient s'apaiser *sans qu'il s'en mêlât;* mais les idées d'indépendance des Français semblaient se propager parmi les Polonais, ce qui appelait toute son attention. Au surplus, il n'envoyait des troupes sur les terres de la république que pour y maintenir l'ordre contre les malintentionnés. Il finissait en annonçant qu'avant de rien entreprendre il s'était concerté avec les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, aussi intéressées que la Prusse *au maintien de la tranquillité* de la Pologne.

Les Polonais répondirent à ce manifeste en publiant une protestation contre l'entrée des Prussiens sur les terres de la république. « La république, disaient-ils, jouissait de la plus grande tranquillité, en supposant qu'il y eut dans l'intérieur du royaume quelques légers différends, on n'avait nul besoin pour les terminer de l'intervention du roi de Prusse. » On le priait, en conséquence, de rappeler ses troupes et d'évaquer les provinces dont le traité de partage de 1772 garantissait la possession à la république. Frédéric-

Guillaume, s'embarrassant peu de cette protestation, à laquelle il n'aurait pu répondre, continua de faire avancer ses troupes, s'empara de vive force de la ville de Thorn, et peu de jours après (le 2 avril) de celle de Dantzig.

La conduite de Frédéric-Guillaume excita parmi les Polonais une indignation générale ; ils coururent aux armes avec une sorte d'enthousiasme ; le roi lui-même sembla montrer quelque énergie, et réunit une armée d'environ cinquante mille hommes, dont il donna le commandement à son neveu Joseph Poniatowski. Si l'on avait eu que le roi de Prusse à combattre, on en aurait probablement triomphé; mais la czarine, alléguant les mêmes motifs que le roi de Prusse, faisait marcher cent vingt mille hommes contre la Pologne, négociait avec Frédéric-Guillaume les conditions d'un second partage, et répandait l'or à pleines mains pour mettre dans son parti les principaux seigneurs polonais. Elle ne réussit que trop bien. Plusieurs seigneurs, ayant à leur tête le comte Stanislas Potocki, se réunirent à Targowiez et se confédérèrent en faveur de la Russie. On croit que le principal motif de ces seigneurs fut le dépit de se voir exclus du trône par la constitution nouvelle qui établissait l'hérédité.

L'armée russe était nombreuse; les forces des Polonais étaient évidemment insuffisantes pour lui résister. Toutefois Poniatowski n'hésita pas à

lui offrir le combat. Il y eut plusieurs actions vives et meurtrières, et presque toujours le nombre obtint l'avantage; de sorte qu'au bout de quelque temps l'armée de Pologne fut presque anéantie. Ce fut à cette époque désastreuse que le prince Thadée Kosciusko, qui n'était encore qu'un simple lieutenant de Poniatowski, déploya ce courage et ce talent militaire qui auraient sauvé son pays, s'il avait pu faire comprendre aux nobles polonais, s'il avait compris lui-même que, pour attacher fortement la nation à leur cause, il fallait lui donner au moins une partie de cette liberté dont ils étaient si jaloux pour eux-mêmes. La constitution nouvelle avait au fond le vice de toutes les autres : elle s'occupait du gouvernement, des diètes, des nobles, de la magistrature; elle laissait la bourgeoisie dans l'obscurité et les paysans dans l'ilotisme. C'était pourtant le cas de proclamer que si le génie du général gagne les batailles, c'est avec les bras et le sang des soldats.

Lorsque Kosciusko se fut convaincu que tous ses efforts ne pourraient arrêter la marche des Russes, il se retira à Leipzig avec quelques officiers; entre autres se trouvaient Zayonchek, Kolontay et Ignace Potocki, lesquels emportaient comme lui le regret de n'avoir pu préserver la Pologne du joug ennemi, mais conservaient l'espérance de la servir encore.

Cependant la confédération de Targowiez s'était déclarée hautement en faveur des Russes; elle désavoua la constitution nouvelle rétablit celle que Catherine avait imposée; et Stanislas-Auguste, qui semblait n'avoir montré un instant de vigueur et d'énergie que pour retomber de plus haut dans sa honteuse indolence, effrayé des menaces de Catherine et du progrès de ses armes, accéda lâchement à la confédération, ne craignant pas de dire qu'il fallait céder à la fortune qui s'était déclarée pour les Russes. Quand le prince Joseph Poniatowski apprit cet acte de faiblesse de son oncle, il quitta la Pologne pour ne pas être témoin de son opprobre.

Frédéric-Guillaume et Catherine, n'ayant alors plus de ménagements à garder, déclarèrent publiquement le but de toutes leurs démarches par deux manifestes, qui parurent à la fois dans le mois de mars 1792. L'impudente czarine rappelait dans le sien tout ce qu'elle avait fait depuis trente ans pour maintenir la *tranquillité* dans la Pologne. De son côté, Frédéric Guillaume n'eut pas honte d'énumérer tous *les services de bon voisinage* qu'il avait rendus aux Polonais : c'était se jouer effrontément de la vérité. Les deux manifestes se terminaient par la déclaration formelle de l'intention des deux puissances de procéder, conjointement avec l'Autriche, à un second partage, *afin de prévenir* les troubles qui menaçaient

de plus en plus le repos de la Pologne; Frédéric-Guillaume et Catherine protestaient d'ailleurs qu'en prenant possession du pays ils n'avaient d'autre désir que celui d'assurer le bonheur de ses habitants.

En même temps, et pour donner sans doute aux Polonais l'avant-goût du bonheur qui leur était réservé, les troupes russes ravagèrent avec une férocité de barbares les provinces que la défaite de l'armée polonaise avait laissées sans défense. Cependant les Polonais rallièrent, non sans beaucoup de peine, les débris de l'armée vaincue; quelques patriotes s'y joignirent encore, déterminés à tenter un dernier effort. Kosciusko et Zayonchek, de leur côté, se rapprochèrent des frontières; ils comptaient que leur présence encourageant les timides et entraînant les indifférents, l'insurrection pourrait, de proche en proche, s'étendre sur toute la Pologne. Zayonchek se rendit même à Varsovie, et eut de fréquentes conférences avec les principaux seigneurs de son parti.

Malheureusement la présence de Kosciusko sur la frontière fit soupçonner aux généraux russes l'existence d'une conspiration, et ils prirent de telles mesures de précaution, que les conjurés furent contraints d'ajourner l'exécution de leur projet. Zayonchek dut quitter Varsovie à la hâte et à la faveur d'un déguisement. Il se rendit à

Dresde, où il se joignit à Ignace Potocki et à Kolontay. Quant à Kosciusko, que les Russes regardaient comme le chef des conjurés et l'âme de tous leurs desseins, il se retira dans une ville d'Italie, afin que les agents de Catherine reprissent, par son éloignement, une sécurité qui lui donnât le moyen de les surprendre quand le moment serait venu.

Cette conjuration avait été découverte, mais d'autres conjurations pouvaient se former. Cette idée inquiétait Catherine et son allié Frédéric; l'un et l'autre voulaient conserver les provinces occupées par leurs troupes; ils imaginèrent de faire consacrer par la diète ces nouvelles usurpations. Le roi, malheureux instrument de la politique envahissante de la czarine, fut invité à convoquer la diète à Grodno dans la Lithuanie, et le docile Stanislas-Auguste obéit.

Les ambassadeurs russe et prussien firent remettre à cette diète, pendant trois jours consécutifs, une infinité de notes qui toutes tendaient vers le même but : la ratification du second partage résolu par leurs loyaux souverains. Ces notes étaient assaisonnées de menaces, et comme les ambassadeurs s'aperçurent que les simples menaces ne produisaient pas grand effet, le comte de Siévers, au nom de la czarine, voulant à tout prix obtenir la ratification qu'il avait demandée, envoya son *ultimatum*, qui, après un court préam-

bule, finissait ainsi : « Le soussigné doit informer les états de la république, actuellement assemblés en diète générale, qu'il a jugé d'une nécessité absolue, *afin de prévenir toute espèce de désordre,* de faire cerner le château (c'était là que se tenait l'assemblée) par deux bataillons de grenadiers, avec quatre pièces de canon *pour assurer la tranquillité de leurs délibérations.* Le soussigné espère que la séance ne sera pas levée avant que la ratification soit accordée et signée. » Ce moyen russe d'assurer la tranquillité et la liberté des délibérations peut servir de prélude aux moyens employés plus tard par l'autocrate pour faire régner la paix à Varsovie.

Le château, en effet, fut bloqué par les Russes, d'une telle manière qu'aucun nonce ne pouvait en sortir; et les officiers russes, sous prétexte de garder la personne du roi qui pouvait se trouver exposée à quelque danger, pénétrèrent dans la salle des séances. Le roi envoya alors un messager à l'ambassadeur, pour lui déclarer qu'il n'ouvrirait pas la diète tant que les officiers russes seraient présents. L'ambassadeur leur donna aussitôt l'ordre d'évacuer la salle; ce qu'ils firent tous, à l'exception du général, qui déclara nettement que personne ne sortirait du château qu'après la ratification définitive du traité.

Les délibérations s'ouvrirent au milieu du tumulte né des étranges circonstances où l'on se

trouvait. Il y eut de longs et violents débats ; mais à la fin, comme tout moyen de résistance efficace était interdit, la diète nomma des commissaires auxquels elle donna pouvoir de signer, conjointement avec les deux ministres de Saint-Pétersbourg et de Berlin, le nouveau traité de partage auquel on la forçait de consentir. Elle ajouta qu'il lui était arraché par la force et la violence, et elle appela de cette odieuse violation du droit des nations à toutes les puissances de l'Europe. Cet appel ne fut pas entendu, et la spoliation fut consommée par les deux souverains sans pudeur, qui ne cessaient de vanter leur bonne foi, et dont la conduite perfide était le résultat d'un froid calcul.

L'année suivante (1793), le comte de Siévers fut remplacé dans son ambassade par le baron d'Ingielstrom, qui dès le 7 février 1794, exigea l'annulation publique de tous les décrets rendus dans les diètes de 1788 et 1791, et la remise entre ses mains de tous les actes et papiers relatifs aux affaires qu'on y avait traitées. Ensuite il demanda la réduction des forces militaires de la république, sur le motif que; son territoire se trouvant excessivement réduit, elle n'avait pas besoin de tant de troupes pour le garder. Ce nouvel acte de tyrannie révolta tous les régiments sur lesquels devait tomber le licenciement; et un grand nombre de citoyens de toutes les classes

se joignit à eux, dans l'intention de résister à une mesure qui, si elle recevait son exécution, priverait les tristes restes de la Pologne de tous les moyens de prévenir une ruine totale.

La czarine, promptement informée de l'opposition que ses ordres rencontraient, fit entrer en Pologne un nouveau corps d'armée de quinze mille hommes, et remettre au conseil permanent une note par laquelle on représentait le danger qui menaçait le roi et le *royaume*, la nécessité de dissoudre par la force les régiments qui résisteraient à la réforme ordonnée, et l'arrestation de tous les Polonais qui se seraient déclarés contre la Russie. Le conseil, bien que composé presque en entier d'hommes vendus à la czarine, rejeta toutes ces demandes; il répondit qu'aucun danger ne menaçait le roi; que si quelque péril pouvait exister il ne viendrait que de l'exécution qu'on tenterait de donner à la réforme de l'armée, et que les lois ne permettaient pas qu'un noble polonais fût arrêté avant d'être convaincu du crime qu'on lui imputait.

La plus grande fermentation régnait dans les esprits; tout faisait craindre aux Russes un soulèvement général. Ils concentrèrent leurs forces sur quelques points principaux; cette précaution leur était dictée par la prudence, car les Polonais réfugiés se rapprochaient des frontières, et ceux qui habitaient les provinces cédées, mais qui, au

fond, conservaient quelque sentiment de patriotisme, se montraient disposés à les seconder de leurs propres efforts. Zayonchek revint à Varsovie; les conjurés crurent trouver encore un Polonais sous la pourpre royale; ils n'y trouvèrent qu'un Russe, un vil agent de Catherine, qui dénonça lui-même au ministre Ingielstrom la présence de Zayonchek dans la capitale et les projets des conjurés.

Ceux-ci, se voyant découverts, furent placés dans l'alternative de renoncer pour toujours à leur entreprise ou de l'exécuter immédiatement au risque d'y périr; ils choisirent ce dernier parti. Zayonchek avait dû quitter Varsovie, mais il ne tarda pas à réunir environ trois mille hommes; et, sur la nouvelle que Kosciusko avait paru dans Cracovie, il se rendit sur-le-champ dans cette ville avec sa petite armée, Kolontay et Ignace Potocki, lesquels s'étaient joints à lui. Kosciusko avait été reçu dans Cracovie avec le plus vif enthousiasme; il fut proclamé généralissime. Trois à quatre cents paysans, armés de faux, vinrent bientôt après renforcer l'armée patriote.

Kosciusko, avant d'entrer en campagne, publia (le 24 mars 1794) une proclamation par laquelle il exhortait les Polonais fidèles à se joindre à lui, pour l'aider à chasser l'ennemi du royaume et rendre à la Pologne l'indépendance et la liberté. Il déclarait, en finissant, qu'il regarderait

comme ennemis tous ceux qui ne *seraient point avec lui*, et qu'il punirait comme traîtres à la patrie *ceux qui se prononceraient contre lui*. Cette proclamation fut accueillie dans Cracovie par des acclamations générales; et Kociusko, proclamé de nouveau général en chef, reçut le serment de l'armée et des habitants.

Il partit de Cracovie le 6 avril, pour se porter sur la capitale. Il reçut en route un nouveau renfort de quatre mille paysans armés, comme les premiers, de faux et de fourches; mais le même jour, rencontrant un corps de six mille Russes, il le défit complétement, lui prit des munitions considérables, onze pièces de canon, et des armes pour ses paysans.

Ingielstrom n'eut pas plutôt reçu la nouvelle de ce premier succès des *rebelles*, c'est-à-dire des généraux polonais qui exposaient leurs biens et leur vie pour rendre à leur patrie opprimée l'indépendance et la liberté, qu'il fit arrêter dans Varsovie tous ceux qu'il savait partisans de l'insurrection. En même temps il demanda le désarmement immédiat des régiments polonais, et que provisoirement on lui remît l'arsenal. Ces mesures exaspérèrent au plus haut point les habitants de Varsovie, ceux même qui jusque-là n'avaient opposé aux Russes aucune résistance. Une députation se présenta chez le roi pour lui dénoncer l'intention des Russes de s'emparer de

l'arsenal. Le roi répondit aux députés : « Allez, et défendez votre honneur. » Ces mots furent pour les habitants le signal d'un soulèvement universel ; et, le 18 avril, deux mille Russes furent massacrés. Ingielstrom ne parvint qu'avec peine à se sauver ; il se réfugia dans le camp prussien, qui se trouvait, très-heureusement pour lui, fort près de la ville ; mais plusieurs généraux russes et le ministre de Prusse furent arrêtés et gardés en otage.

Les habitants de Wilna imitèrent ceux de Varsovie ; toutefois ils se bornèrent à désarmer la garnison russe et à la faire prisonnière sans qu'il en coûtât la vie à personne. Plusieurs villes voisines suivirent l'exemple de la capitale. Trois régiments polonais, qui étaient au service des Russes, passèrent avec leurs armes dans les rangs des insurgés. D'un autre côté, Kosciusko ne négligeait aucun moyen d'augmenter la force de son armée. C'était surtout la classe nombreuse des paysans qu'il tâchait d'intéresser à sa cause : pour cela il causait familièrement avec eux, s'habillait à leur manière, partageait leurs repas ; mais les paysans, qu'une longue expérience éclairait et qui ne voyaient pas leur sort s'améliorer, ne se fiaient pas à toutes ces apparences marquées d'affection, qu'ils savaient bien attribuer au besoin qu'on avait d'eux. Si les nobles avaient proclamé l'affranchissement des paysans, il est probable que l'in-

surrection aurait triomphé de toute la puissance des Russes et des Prussiens, parce que tous les paysans auraient pris les armes, tandis que beaucoup d'entre eux regardaient la querelle des seigneurs avec les Russes comme une chose dans laquelle ils étaient tout à fait désintéressés. Les seigneurs polonais laissaient trop voir qu'ils entendaient perpétuer l'esclavage des paysans; et ceux-ci, à leur tour, se montraient bien persuadés qu'ils avaient plus à gagner qu'à perdre à devenir Russes, Autrichiens ou Prussiens, parce que leurs nouveaux maîtres voudraient les ménager pour les attacher à leur domination nouvelle. De là il résulta que la partie la plus considérable de la nation polonaise ne prit point part à cette guerre.

Quant au roi Stanislas-Auguste, il laissa voir dans cette occasion la même faiblesse de caractère, la même indécision qu'il avait montrées dans toutes les occasions, où un peu de fermeté, de courage et d'audace de sa part, aurait changé la face des affaires, aussi l'accuse-t-on d'avoir préféré la cause des Russes à celle de ses sujets. Catherine savait bien ce qu'elle faisait en l'imposant pour roi aux Polonais. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il ne sut jamais prendre un parti décisif, et que, pendant ses irrésolutions, les événements marchaient sans qu'il y prît aucune part, quoiqu'il y fût le plus intéressé.

Kosciusko continua de s'avancer du côté de Var-

sovie. Un corps d'armée russe, qui voulut lui disputer le passage, fut mis en déroute; et ces heureux commencements ranimant l'espérance pour l'avenir, il fut reçu à Varsovie avec le plus vif enthousiasme. Le roi venait de quitter cette ville; soit qu'il voulût éviter de se mettre à la tête de l'insurrection, soit qu'il prévit le siége futur de Varsovie, soit qu'il ne voulût pas rester dans une ville où toute l'autorité se trouverait dans les mains d'un de ses sujets, il déserta le poste que lui assignaient l'honneur de sa couronne et l'intérêt de son pays, et se retira loin du théâtre de la guerre, comme s'il eût été question d'une chose qui ne le regardait pas.

Le quartier général du roi de Prusse était à quatre lieues de la ville. Il donna l'ordre à tous les corps de son armée d'approcher de la place et de commencer sur-le-champ les travaux du siége. Frédéric-Guillaume était persuadé que la chute de Varsovie amènerait la dispersion des insurgés et la ruine de leurs espérances; et voulant avoir seul la gloire de ce résultat, il n'attendit pas l'arrivée de plusieurs corps russes qui s'avançaient de divers côtés. L'événement trompa son attente. Les assiégés se défendirent avec tant de vigueur, et ils répondirent aux batteries prussiennes par un feu si vif, qu'après avoir perdu beaucoup de monde et manquant de munitions, apprenant d'ailleurs que l'insurrection avait éclaté

dans les provinces polonaises qu'il avait déjà incorporées à ses domaines, Frédéric-Guillaume leva le siége au bout de deux mois.

Les Polonais ne jouirent pas longtemps de la délivrance de leur capitale. Quelques jours après la retraite des Prussiens, Kosciusko, apprit, par ses espions, qu'une armée russe de vingt mille hommes, commandée par le général Fersen, se dirigeait sur Varsovie, et que les généraux Dernfeldt, Denisow et Suwaroff, qui avaient chacun sous leurs ordres une division nombreuse, devaient se joindre à Fersen, et agir, de concert avec lui, contre la malheureuse Pologne. Kosciusko crut devoir aller à la rencontre de cette armée avant sa jonction avec les trois divisions qui doubleraient ou tripleraient sa force.

Son plan était sage, mais il avait trop peu de troupes pour l'exécuter avec succès. Il ne laissa pas de marcher contre Fersen; un premier engagement eut lieu le 18 septembre, et les deux partis s'attribuèrent la victoire. Dans un second engagement elle fut vivement disputée. Elle parut d'abord se fixer du côté des Polonais; les Russes furent repoussés sur tous les points. Les Polonais, quittant la forte position qu'ils occupaient, voulurent rendre complète la défaite des Russes; ils se mirent à les poursuivre : ce fut malheureusement avec très-peu d'ordre. Fersen profita très-habilement de cette faute; il rallia quel-

ques troupes et fondit sur les Polonais avec tant de vigueur, qu'il les mit en fuite à son tour, après cinq heures d'une lutte acharnée. Kosciusko fit en cette occasion tout ce qu'on pouvait attendre d'un général courageux et habile ; mais les Polonais, peu accoutumés à la discipline militaire, le secondèrent mal. Resté presque seul sur le champ de bataille, il se défendit longtemps encore ; mais à la fin, épuisé de fatigue et couvert de blessures, il tomba demi-mort sur un monceau de cadavres. Un Cosaque allait l'achever ; mais un officier russe, qui le reconnut, le sauva et le fit prisonnier. Il fut envoyé en Sibérie, où il passa deux ans entiers. Il fit ensuite le voyage d'Amérique, d'où il vint en France. De là il passa en Suisse, et mourut à Soleure en 1817.

Le malheur du brave Kosciusko devait être fatal à la Pologne. Les nobles, en considération de ses talents militaires, avaient bien voulu se soumettre à l'espèce de dictature dont ils l'avaient investi ; mais nul autre que lui ne leur paraissait digne de les commander : ils se séparèrent. Quant aux paysans, qui se méfiaient des nobles, après la bataille du 10 octobre ils s'étaient dispersés, et il ne fut pas possible de les rallier. Toutefois les habitants de Varsovie, sommés de se rendre par le général Fersen, prirent la résolution désespérée de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Fersen se contenta d'investir la place,

attendant, pour pousser le siége, la jonction des corps que lui amenaient les trois généraux Dernfeldt, Denisow et le sauvage Suwaroff. Cette jonction s'opéra le 4 novembre; le commandement général fut déféré à ce dernier, soit à raison de son ancienneté, soit parce que la czarine l'avait ainsi ordonné.

Suwaroff ne resta pas inactif; et, au lieu d'assiéger dans les formes la ville de Prag, qui n'est séparée de Varsovie que par la Vistule, et que défendaient cent cinquante pièces de canon, il se mit à la tête d'une division d'élite, que soutenait, par de fausses attaques, tout le reste de l'armée; il ordonna l'assaut, et marcha le premier. Le combat dura huit heures consécutives. Les Polonais, forcés de céder au nombre, cessèrent d'opposer de la résistance, et mirent bas les armes. Le barbare Suwaroff laissa continuer le massacre pendant deux heures; après quoi il mit la ville au pillage, ce qui dura toute la nuit et la matinée du lendemain. Le soir venu, les Russes mirent le feu à la ville, et le massacre recommença : hommes, femmes, enfants, vieillards, tous furent enveloppés dans une proscription commune. Vingt mille Polonais périrent dans Prag, qui fut réduit en cendres. Neuf ou dix mille furent égorgés dans Varsovie. Pour prix de cet exploit digne d'un Vandale, Suwaroff fut nommé feld-maréchal.

Les Russes, les Autrichiens et les Prussiens

achevèrent tranquillement alors le partage des dernières dépouilles de la Pologne. Le prince Joseph Poniatowski, neveu du roi, qui, au premier bruit de l'insurrection, était accouru de l'étranger et avait accepté un commandement sous Kosciusko, quoiqu'il eût été deux ans auparavant général en chef des confédérations, et que Kosciusko eût servi sous lui, rentra dans la retraite après l'affaire sanglante du 10 octobre. Zayoncheck et Kolontay se retirèrent sur les terres de l'Autriche, et le gouvernement autrichien les fit arrêter. Ce ne fut qu'après un assez long intervalle qu'ils recouvrèrent la liberté, et qu'il leur fut permis de se retirer en France avec un grand nombre d'officiers.

Le faible Stanislas-Auguste fut exilé à Grodno. Tantôt protégé par Catherine, tantôt victime de ses ressentiments, et, dans tous les cas, instrument de ses intrigues, il couronna sa vie politique par un acte d'abdication pure et simple. Quand le partage définitif eut été consommé, et que Varsovie eut passé sous la domination de la Prusse, Stanislas-Auguste fut rendu à la liberté; mais on ne lui restitua point sa couronne. Il se retira à Saint-Pétersbourg, où il vécut encore trois ans. La czarine lui avait assigné une pension en échange de son trône.

Depuis ce moment la Pologne, morcelée et divisée entre les trois souverains du Nord, a cessé

de compter parmi les puissances européennes. Ses fragments, détachés du royaume des Jagellons par des usurpations successives, sont devenus des provinces prussiennes, autrichiennes, russes surtout. Quelques tentatives ont été faites pour le rétablissement d'un État que la politique de la France et même de l'Autriche devait regarder comme une première barrière aux envahissements de la Russie; mais ces tentatives n'ont pas eu de succès; elles n'ont même servi qu'à priver ce pays de ses dernières ressources, et à donner à ses oppresseurs l'occasion d'appesantir le joug sous lequel gémissent ses habitants.

Ce ne fut qu'en 1806, après la bataille d'Iéna, que Napoléon, sentant l'importance de rétablir cet ancien boulevard de la France et de l'Allemagne, annonça le projet de réorganiser le royaume de Pologne, pour en faire en quelque sorte une garde avancée contre l'empire moscovite. Il avait déjà montré que la Pologne entrait dans le cercle de ses combinaisons politiques, par la création d'une légion polonaise. Il fit alors circuler des proclamations où il invoquait le grand nom de Kosciusko, ce défenseur intrépide de l'indépendance polonaise, pour exciter les Polonais à briser leurs chaînes. La Prusse polonaise, comptant sur l'appui des armées françaises, saisit avec joie l'occasion si favorable de s'insurger que lui offrait la fortune.

Napoléon occupait alors Varsovie et la plus grande partie des États prussiens. Frédéric-Guillaume, réduit aux plus cruelles extrémités, ne pouvait apporter d'obstacle à ses desseins. Une difficulté pourtant existait : quel gouvernement serait-il donné à la Pologne régénérée ? à qui déférerait-on la couronne ? Ces considérations engagèrent Napoléon à ériger le grand-duché de Varsovie. Le prince Joseph Poniatowski fut nommé ministre de la guerre du nouvel État, avec de grands pouvoirs, dont il se servit d'abord pour organiser une armée de douze régiments d'infanterie, seize de cavalerie et plusieurs compagnies d'artillerie.

Après la bataille ou plutôt le massacre d'Eylau, où les deux partis s'attribuèrent la victoire, où les Français pourtant eurent le triste avantage de rester maîtres d'un champ de bataille couvert de quarante mille cadavres, les Russes se retirèrent derrière la Pregel, sous les murs de Kœnisberg ; l'armée française prit ses cantonnements à Marienwerder et dans les pays environnants, et de son quartier général Napoléon ordonnait la conquête de la Silésie, et achevait d'organiser l'insurrection polonaise, que plus tard, dupe de la politique d'Alexandre, dont il disait lui-même : « Il est beau et faux comme un Grec, » il commit la faute grave d'abandonner.

La victoire de Friedland sur l'armée combinée

des Russes et des Prussiens amena la paix de Tilsitt. Par le traité de ce nom, du 8 juillet 1807, Napoléon consentit à restituer au roi de Prusse toutes les provinces que celui-ci avait perdues, à l'exception des provinces polonaises, dont les unes formaient le grand-duché de Varsovie, qui fut reconnu indépendant, et dont les autres furent données au roi de Saxe.

La paix ne fut pas de longue durée; l'Autriche avait eu le temps de réparer ses pertes, et, se prétendant lésée par les traités existants, elle mit sur pied plusieurs armées, destinées, sous la direction suprême de l'archiduc Charles, à agir à la fois en Allemagne, en Pologne et en Italie. Ce fut l'archiduc Ferdinand qui entra dans le duché de Varsovie avec quarante mille hommes. Il devait, après s'en être rendu maître, se jeter sur les frontières de la Saxe; mais il trouva chez les Polonais une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Il fut obligé d'abandonner Thorn et de battre en retraite. Toutefois les Polonais ne profitèrent pas de l'avantage qu'ils devaient à leur valeur : ils ne poursuivirent pas l'archiduc, et attendirent que Napoléon leur envoyât des ordres et disposât en leur faveur d'une partie de ses forces; mais dans ce moment Napoléon, menacé par l'insurrection simultanée de l'Autriche, du Tyrol, de la Bohême, de la Hongrie, comptant peu sur la neutralité de la Prusse, ayant en tête le plus habile de tous les

généraux qu'il ait eus à combattre, l'archiduc Charles, ne pouvait envoyer de secours en Pologne.

Les secours vinrent aux Polonais d'où ils ne les attendaient pas. L'empereur Alexandre, qui déjà convoitait la Pologne tout entière, envoya un corps d'armée à Cracovie pour mettre cette ville à l'abri de *l'invasion autrichienne*, et maintenir l'intégrité du grand-duché de Varsovie, dont il comptait bien un jour faire une province russe.

La victoire de Wagram (1809) changea la face des affaires. Elle augmentait la puissance de Napoléon, ou pour mieux dire le prestige qui accompagnait ses armes; car au fond ce fut l'Autriche, vaincue dans cette campagne, qui en recueillit le fruit. Il fut dupe en cette occasion de la politique autrichienne, comme il le fut, quatre ans plus tard, de la politique russe. L'archiduc Charles lui arracha, pour ainsi dire, contre l'avis de tous ses maréchaux qui voulaient tirer parti de la victoire, une armistice qui, sous la vaine apparence de concessions faites à l'armée victorieuse, donnait à l'archiduc le temps de réparer ses pertes, et à la diplomatie de Vienne celui de tendre à Napoléon le piége où il donna tête baissée. On lui offrit une princesse autrichienne pour épouse, et son ambition flattée fut plus forte que le sentiment religieux, que l'intérêt des mœurs et celui de sa puissance réelle; plus forte que sa propre conviction, qu'il avait manifestée l'année précédente

en Espagne, lorsqu'on lui représentait qu'il valait mieux s'allier à la famille royale (Ferdinand demandait une des sœurs de l'empereur en mariage) que de la détruire : « Ces sortes d'alliances entre familles souveraines, répondit-il, sont plutôt une source de dissensions qu'un garant de la paix. » Le mariage fut célébré dans les premiers jours d'avril. La Russie vit cet événement avec peine, parce que l'Autriche allait devenir l'alliée et l'auxiliaire de la France. La Pologne le vit avec crainte parce qu'elle s'attendait à être sacrifiée par Napoléon à l'Autriche; et ce fut en effet à cette époque que, ne se méfiant pas encore des intentions d'Alexandre, il cessa de s'occuper activement de l'organisation qu'il avait annoncée et promise aux Polonais.

Cependant quand il s'aperçut que la Russie, gagnée par l'Angleterre, ouvrait ses ports aux navires de cette puissance, et que, sous prétexte de protéger la Pologne, elle y envoyait de nouvelles troupes, il résolut de déclarer la guerre au prince qui lui avait juré *amitié fraternelle*. Il ne lui pardonnait pas ses infractions au système du blocus continental auquel ce prince avait promis son concours. Telle fut la véritable cause de la guerre : la restauration de la Pologne en fut le prétexte, mais les demi-mesures qu'il prit en faveur des Polonais ne leur laissèrent bientôt que le regret infructueux d'avoir prodigué leur sang et usé leurs

dernières ressources pour servir son ambition.

D'immenses préparatifs furent faits avec la plus grande célérité, et en peu de temps Berlin vit rassemblés sous ses murs quatre cent mille hommes d'infanterie et soixante mille cavaliers. Cette armée traînait avec elle mille pièces de canon. Elle se composait de Français, d'Italiens, de Napolitains, de Suisses, de Belges, de Prussiens, d'Autrichiens, d'Allemands, de Polonais, d'Illyriens, jusqu'à des mameluks. Elle était divisée en dix corps; le cinquième était formé de Polonais et avait pour chef le prince Poniatowski.

Napoléon quitta Paris le 9 mai 1812, et sa marche jusqu'à Dresde, où l'attendaient l'empereur d'Autriche et tous les rois et princes souverains de l'Allemagne, ne fut pour lui qu'une suite d'ovations et de fêtes. De Dresde il se rendit à Posen, où il passa quelques jours, cherchant en apparence les occasions de gagner l'affection des Polonais, et de Posen il alla faire quelque séjour à Thorn sans s'arrêter à Varsovie, ce qui indisposa les habitants de cette ville. De Thorn il descendit la Vistule et se porta par Marienbourg à Dantzig, et successivement à Kœnisberg.

Une proclamation où il prédisait la ruine totale de la Russie fut mise à l'ordre du jour de l'armée. « Soldats, disait-il, la seconde guerre de Pologne est commencée. La première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt. A Tilsitt la Russie a juré

éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre ; elle viole aujourd'hui ses serments !......... Marchons en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises comme la première.... »

On sait quelle fut l'issue malheureuse de cette campagne, qui commença par des victoires et se termina par une épouvantable catastrophe. Les Russes avaient toujours reculé devant l'armée française ; ils voulaient attirer l'ennemi dans l'intérieur de leur pays, et ils n'y réussirent que trop bien. Quand Napoléon fut arrivé à Witepsk, que les Russes semblèrent d'abord déterminés à défendre, et qu'ils évacuèrent le 28 juillet après avoir brûlé tous les magasins d'approvisionnements et sans coup férir, l'empereur, convaincu qu'il ne pourrait amener les Russes à une affaire générale, manifesta d'abord l'intention de ne pas aller plus loin et d'organiser la Lithuanie. « Je m'arrête ici, dit-il ; je veux m'y reconnaître, y rallier et y faire reposer mon armée, et organiser la Pologne. La campagne de 1812 est finie, celle de 1813 fera le reste. » Heureux s'il eût persisté dans cette résolution que la prudence rendait nécessaire, et qui probablement l'aurait fait triompher de toutes les forces de la Russie ! Mais il avait espéré qu'Alexandre lui ferait de nouvelles propositions de paix. Au lieu d'un messager de l'autocrate, des dé-

putés de la Russie-Rouge lui apprirent que la paix venait d'être signée entre la Russie et la Porte, et que le général Kutusow, avec l'armée qu'il ramenait des frontières de la Turquie, se dirigeait vers le Dniéper. Cette nouvelle changea tous les plans de l'empereur, qui marcha sur Smolensk, qu'il appelait *la clef de Moscou.*

Le corps de Poniatowski se distingua dans l'attaque de Smolensk, qui fut emporté après des assauts réitérés. Les Russes, en se retirant, mirent le feu à la ville et brûlèrent le pont du Dniéper. Napoléon aurait dû s'arrêter à Smolensk ; c'était le vœu de tous ses généraux ; l'armée était très-affaiblie, et chaque jour décimée par le typhus et la dyssenterie ; maître de Witepsk et de Smolensk, et par suite du cours de la Dwina et du Dniéper, il pouvait, dans cette position formidable, contenir toutes les forces ennemies, organiser enfin la Pologne, comme il l'avait si souvent annoncé, et attendre lui-même les renforts qui lui auraient assuré l'avantage pour la campagne prochaine ; mais un esprit de vertige l'avait saisi. « La paix, disait-il, est dans Moscou ; » ce qui signifiait : « C'est dans Vienne que j'ai dicté la paix à l'Autriche ; c'est dans Moscou que je veux la dicter à la Russie. »

Nous ne suivrons pas l'empereur à Borodino, sur la Moscowa, où une grande victoire ranima la confiance de l'armée ; nous ne le suivrons pas à Moscou, où l'attendait l'incendie allumé par le

gouverneur Rostopchin, exécutant les ordres précis de Kutusow, à qui Alexandre avait donné carte blanche; nous le suivrons encore moins dans sa désastreuse retraite, ni au passage de la Bérésina où périt le tiers de l'armée qu'il ramenait, réduite à cinquante mille hommes; ni à son départ furtif de l'armée pour se rendre à Paris. Contentons-nous de dire que si, voyant s'évanouir les espérances qu'il avait conçues de la possession de Moscou, Napoléon s'était éloigné de ce théâtre de destruction, et qu'il fut retourné à Witepsk ou sur la Vistule pour accomplir les promesses si solennellement faites aux Polonais, de leur rendre leur patrie; qu'au lieu de traîner ce peuple brave et belliqueux à sa suite dans les déserts de la Russie, il l'eût accoutumé à défendre ses frontières contre l'invasion des Cosaques; que, voulant faire de la Pologne une première ligne de défense pour la Germanie et pour le nord de l'Europe, il l'eût mise, par une organisation forte, en état de se défendre elle-même, il est plus que probable que la Russie aurait respecté l'indépendance du nouveau royaume.

La campagne de 1813, comme celle de 1812, commença par d'éclatantes victoires et se termina par le désastre de Leipzig, dont les suites furent encore plus funestes; elle consomma la défection de tous les princes allemands et ouvrit aux alliés les routes de Paris. Ce fut après la bataille

de Leipzig, et la rupture du pont de Lindenau, que le prince Poniatowski se noya dans l'Elster, en voulant le traverser à cheval.

Depuis ce moment on peut dire que le sort de la Pologne a été décidé. Les Russes s'étaient mis en possession de Varsovie et de la plus grande partie de la Pologne. Le congrès de Vienne, qui s'assembla le 1er novembre 1814 et ne termina sa session qu'à la mi-juin de l'année suivante, convertit en royaume, sous le *protectorat* de la Russie, le grand-duché de Varsovie ou l'ancienne Pologne, à l'exception du duché de Posen resté à la Prusse, et de la Gallicie que l'Autriche conserva, et de la ville de Cracovie, qui fut érigée en république indépendante, sous la protection des trois puissances qui depuis si longtemps *protégeaient* la malheureuse Pologne. Cette république se composait de la capitale, de trois petites villes, et de deux cent vingt-quatre villages ou hameaux disséminés sur un territoire de soixante-cinq lieues carrées, et renfermant en tout cent vingt mille habitants environ. Le reste du territoire de l'ancien palatinat de Cracovie formait une woiwoidie du royaume de Pologne d'environ onze cents lieues carrées d'étendue, et d'une population de quatre cent vingt-cinq mille habitants.

Le grand-duc Constantin fut nommé vice-roi du royaume de Pologne en 1815; il l'était en 1831, lorsque, excités par l'exemple de la France et de

la Belgique, les Polonais tentèrent de briser le joug russe. L'empereur Nicolas fit marcher des troupes nombreuses qui, après quelques revers, finirent par s'emparer de Varsovie, qu'elles livrèrent au pillage et au massacre. Après cette sanglante expédition, l'autocrate fit publier que l'ordre et la paix régnaient dans Varsovie.

La domination russe a été fatale à la religion. Catherine avait persécuté les grecs-unis, c'est-à-dire ceux qui, professant le rit grec, reconnaissaient néanmoins l'Église romaine : elle s'était persuadée que ces Grecs, dont le nombre s'élevait à cinq ou six cent mille, s'attacheraient davantage à son gouvernement. La Lithuanie, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine reçurent des prêtres et des évêques du rit grec non uni; et ces missionnaires de nouvelle espèce étaient accompagnés de soldats destinés à seconder leurs violences. Les prêtres, les religieux, les curés, les évêques furent dépouillés, mais ils ne trahirent pas leur conscience. Quelques-uns, pour éviter la persécution, embrassèrent le rit latin, que Catherine avait promis solennellement de protéger. Quant aux paysans, on leur promit d'améliorer leur sort, et, séduits par l'espérance de la liberté, ils abandonnèrent tous la communion de l'Église romaine; mais on se mit peu en peine de remplir les promesses qu'on leur avait faites.

Paul Ier fit cesser les violences, les emprison-

nements, les voies de rigueur; mais, laissant les choses dans l'état où sa mère les avait mises, il ne permit point à ceux qui avaient renoncé à l'union avec Rome de revenir au rit grec-uni. Alexandre fut trop occupé de guerres et de politique pour se mêler de questions religieuses. Il n'en est pas de même de Nicolas, qui, dit-on, entreprend de forcer les Polonais du rit latin à se séparer de l'Église romaine pour embrasser le rit grec.

FIN.

TABLE

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

Tours, imp Mame.

